

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA FORMULATION DU PANAFRICANISME DANS LA PRATIQUE
CONVENTIONNELLE ET CONSTITUTIONNELLE EN AFRIQUE.

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR
NOMO MVILONGO, SYLVAIN

Octobre 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont soutenu, chacune à sa façon, dans la rédaction de ce mémoire de maîtrise. Nous pensons en premier lieu à Maître François Roch, notre directeur. Il a su nous guider et nous encadrer tout au long de cette recherche, particulièrement sur les aspects méthodologiques. Maître Roch a été à l'écoute de nos besoins et d'un support inestimable dans les moments de doutes. Merci. Nos parents, Jean-Claude et Hélène. Le premier pour nous avoir amenés, par ses doutes et son questionnement avisés, à clarifier constamment nos idées. Et la seconde, pour le support d'une mère qui a toujours le bon mot, la bonne remarque, au bon moment. Merci à Nora Amrane Allek, notre amie de cœur avec qui la notion du Panafricanisme prend tout son sens. Merci d'avoir toujours cru en nous et souffert quotidiennement nos angoisses, nos doutes et nos humeurs tout au long de ce processus. Nous disons merci à MM. Aziz Salmone Fall et André Faye pour leur disponibilité et leurs conseils. Merci à mes petits frères Jean-Claude et Christian. Merci à l'Association des Étudiant-es Africain-es de l'Université du Québec à Montréal. Merci à tous nos amis et tous ceux qui ont suivi avec attention l'évolution de nos travaux, particulièrement Agnindoufei Tossim, un panafricaniste à convaincre...

TABLES DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	viii
CHAPITRE I	1
INTRODUCTION, PROBLÉMATIQUE ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE	1
1.1 Introduction	1
1.2 Problématique	5
1.3 Cadre théorique	9
1.4 Revue de la littérature	11
1.5 Hypothèse	20
PREMIÈRE PARTIE	23
LE PANAFRICANISME DANS LA PRATIQUE JURIDIQUE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AFRICAINES (OIA)	23
CHAPITRE II	25
LE PANAFRICANISME, FONDEMENT IDÉOLOGIQUE DE L'UNITÉ AFRICAINE	25
2.1 Le Panafricanisme, concept et définition	26
2.2 Le Panafricanisme, fondements idéologiques et juridiques	29
2.3 La décolonisation de l'Afrique	33
2.4 Les différents courants du Panafricanisme et leur influence sur la construction de l'unité africaine	36
2.4.1 Le courant inter-étatiste	37
2.4.2 Le courant intégrationniste	38
CHAPITRE III	43
LE PANAFRICANISME DANS LA PRATIQUE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAIN (OUA)	43
3.1 La création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)	43
3.2 La coopération interétatique, fondement juridique de l'action de l'OUA	45
3.3 L'unité africaine, condition de l'indépendance et du développement économique. 51	
3.4 L'OUA et la question du développement économique de l'Afrique.	56

3.4.1	Le Plan d'Action de Lagos (PAL) : une stratégie africaine pour le développement de l'Afrique	59
3.4.2	La Communauté Économique Africaine (CEA).....	63
3.4.3	Le processus de mise en œuvre la Communauté Économique Africaine.....	66
3.4.4	La CEA, le Panafricanisme à travers l'intégration régionale	71
CHAPITRE IV.....		75
L'UNION AFRICAINE : LA REDYNAMISATION PHILOSOPHIQUE, INSTITUTIONNELLE ET JURIDIQUE DU PANAFRICANISME.		75
4.1	Réactualisation du contenu idéologique du panafricanisme	77
4.1.1	Vers un Gouvernement panafricain?	83
4.2	Redynamisation institutionnelle du panafricanisme.....	88
4.2.1	La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement.....	90
4.2.2	Le Conseil exécutif de l'UA.....	91
4.2.3	Le Parlement panafricain.....	93
4.2.4	Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA (CPS)	96
4.2.5	La Commission de l'UA (CUA).....	99
4.2.6	La Cour de justice et des droits de l'Homme de l'UA	101
4.3	De la coopération interétatique à l'intégration régionale : la redynamisation juridique du Panafricanisme.....	104
DEUXIÈME PARTIE		111
LA PRATIQUE CONSTITUTIONNELLE DU PANAFRICANISME EN AFRIQUE.....		111
CHAPITRE V.....		115
L'INTRODUCTION DU PANAFRICANISME DANS LA PRATIQUE CONSTITUTIONNELLE EN AFRIQUE		115
5.1	Introduction du Panafricanisme dans la pratique constitutionnelle : état des lieux	115
5.2	La référence au Panafricanisme à travers le préambule	118
5.3	Référence constitutionnelle au panafricanisme au moyen d'un article	121
5.4	Abandon de souveraineté nationale en vue de réaliser l'unité africaine	124
CHAPITRE VI.....		129

LES DELAIS DE RATIFICATION DES INSTRUMENTS JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES COMME PRATIQUE CONSTITUTIONNELLE DE L'UNITÉ AFRICAINE.....	129
6.1 Les intervalles de ratification du Traité d'Abuja et de l'Acte constitutif de l'Union africaine.....	130
6.2 L'introduction du panafricanisme dans la pratique constitutionnelle des États africains : quelle influence sur la construction de l'unité africaine?.....	134
6.3 Les manifestations politiques de l'introduction du Panafricanisme dans la pratique constitutionnelle.....	138
CONCLUSION	147
BIBLIOGRAPHIE.....	161

ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AEC	Communauté économique africaine
ASEAN	Association of Southeast Asian nations
CARICOM	Caribbean community
CEI	Communauté des États indépendants
CER	Communauté économique régionale
COI	Commission de l'Océan indien
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CPS	Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine
MERCOSUR	Mercado comun del Sur
OIA	Organisations internationales africaines
OUA	Organisation de l'unité africaine
UA	Union africaine
UE	Union européenne
RAI/AIR	Revue africaine de l'intégration/African integration review
AYIL	African yearbook of international law
PÉ	Politique étrangère
MD	Monde diplomatique
GMCC	Guerres mondiales et conflits contemporains

RÉSUMÉ

Les recherches menées dans le cadre de ce mémoire étudient le Panafricanisme dans la pratique des OIA et du droit constitutionnel en Afrique. Plus précisément, en adoptant une approche positiviste et pluridisciplinaire, notre réflexion questionne essentiellement les instruments juridiques pertinents des OIA et de la législation des États africains. De manière complémentaire donc, nous soutenons notre propos avec le support de tout ce qui nous été rendu accessible par la doctrine. Et cette dernière enseigne que le Panafricanisme, conçu et théorisé à l'extérieur du continent par les descendants Africains, a pour fondement idéologique, l'unité politique et socioéconomique des États et des peuples africains. C'est dans cet esprit qu'a été créée l'OUA le 25 mai 1963 à Addis-Abeba. L'OUA fut fondée pour renforcer l'unité et la solidarité des pays africains et ce, à travers la coordination et l'harmonisation des politiques de ses États membres. La Charte de l'OUA, compromis les approches inter-étatiste et intégrationniste, consacre la première expression juridique du Panafricanisme dans la pratique des OIA. Il s'agit de la coopération interétatique. En ce sens, l'OUA a mis un accent particulier sur la coopération entre ses États membres notamment en matière économique ce qui a donné lieu à l'adoption du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine en 1991. Si les thèses inter-étatistes sont toujours majoritaires au sein des OIA, le Traité d'Abuja est un plaidoyer en faveur de l'approfondissement et du renforcement progressifs de la coopération entre les États africains. On voit ainsi graduellement émerger une vision plus intégrationniste de l'unité africaine. Cette nouvelle vision est d'ailleurs confirmée lors de la création de l'Union africaine en 2000 pour remplacer l'OUA, jugée inopérante face aux défis de l'Afrique postcoloniale. L'UA qui opère une redynamisation à la fois philosophique, institutionnelle et juridique du Panafricanisme, a pour mission de réaliser l'intégration politique et socioéconomique en accélérant la mise en place de la CEA. Dès lors l'intégration régionale, confirmée dans l'Acte constitutif de l'UA, apparaît comme la seconde expression juridique du Panafricanisme dans la pratique des OIA. L'UA traduit ainsi la pratique constitutionnelle de plusieurs de ses États membres qui s'engagent à promouvoir l'intégration régionale dans le but de réaliser l'unité de l'Afrique. En effet, le droit constitutionnel de la majorité des pays africains exprime un attachement à l'objectif de l'unité africaine soit par une déclaration dans le préambule de la constitution ou par un article. L'étude de la pratique juridique de l'unité africaine dans le droit constitutionnel révèle également que plusieurs d'entre eux sont disposés à transférer partiellement ou totalement leur souveraineté dans le but de réaliser l'unité africaine.

Mots clés : *Panafricanisme, unité africaine, intégration, droit constitutionnel*

CHAPITRE I

INTRODUCTION, PROBLÉMATIQUE ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE

1.1 Introduction

À l'ère de la mondialisation, on observe que toutes les grandes régions géographiques du monde ont connu ou connaissent une quelconque forme de regroupement régional de leurs États. Évidemment chaque région suit sa propre évolution et ce, en fonction des objectifs qu'elle entend poursuivre dans le cadre de son processus de régionalisation. L'ASEAN (Association of South East Asian Nations), le MERCOSUR (Mercado Commun del sur), l'U.E (Union européenne), l'UA (Union africaine), la CARICOM (Caribbean Community), la CEI (communauté des États indépendants), la COI (Commission de l'Océan indien), etc. sont toutes des organisations internationales à caractère régional. Pour certaines, l'idée motrice est la dynamique de la coopération entre les États membres en matière d'économie, de paix et de sécurité au niveau régional.

D'autres vont pousser cette dynamique de coopération jusqu'à parler d'intégration économique régionale sous la forme de zone de libre échange ou de marché commun, et même d'intégration sociopolitique. On dès lors parler d'organisation d'intégration régionale et dont l'exemple le plus abouti et le plus cité est l'Union européenne. Le continent africain ne fait évidemment pas exception à cette tendance généralisée de regroupement régional dans un contexte de mondialisation. Et de fait, le régionalisme africain a débuté bien avant même que l'Afrique ne soit totalement libérée de la colonisation européenne.

En effet, il apparaît que bien avant la vague d'indépendances qui balaya l'Afrique à la fin des années cinquante et début des années soixante, des mouvements de la société civile, soit les syndicats, les partis politiques et surtout les intellectuels Africains et d'origine africaine, etc. avaient commencé à promouvoir l'unité des peuples africains.

Le Panafricanisme, mouvement d'auto-affirmation et de réhabilitation des cultures et des peuples africains, s'est progressivement transformé en une force organisée ayant des objectifs non seulement culturels mais aussi (et désormais) politiques au sortir de la deuxième Guerre mondiale. Idéologie née hors de l'Afrique et animée par des intellectuels Afro-américains et Afro-caribéens plus particulièrement, le Panafricanisme connaît des avancées concrètes sur le continent africain avec son institutionnalisation par le principe de l'unité africaine. Et ce, notamment à un moment déterminant de l'histoire de l'Afrique : la décolonisation. Lorsque les dirigeants africains et que l'unité est juridiquement formulée en 1963 comme objectif par eux à réaliser, le continent compte à peine une trentaine d'États indépendants.

Aujourd'hui, avec ses 54 pays membres, le processus de régionalisation en Afrique représente le plus grand ensemble régional au monde en termes de membership. C'est en effet la conférence d'Addis-Abeba, organisée du 23 au 25 mai 1963 en Éthiopie, qui consacre la naissance du processus de régionalisation en Afrique avec la création de l'*Organisation de l'unité africaine*, l'OUA¹. Les États africains, les uns après les autres, sont tous devenus membres à part entière de l'OUA aussitôt leur indépendance obtenue contre la colonisation. De même, après la dissolution de l'OUA et sa succession par l'Union africaine en 2000, les États africains ont tous réaffirmé leur engagement à réaliser l'unité africaine à travers la signature et la ratification de l'Acte constitutif² de l'UA.

C'est dans cet esprit d'attachement à l'unité continentale que nouvellement indépendante, la République du Soudan est devenue le 54^e pays membre de l'Union africaine en 2011. On remarque que la quête de l'unité continentale se déroule aussi au niveau sous régional avec l'existence parallèle des communautés économiques régionales, les CER. Il s'agit de : la CEN-SAD, Communauté des États

¹ Organisation de l'unité africaine, Charte adoptée le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, Éthiopie

² Acte constitutif de l'Union africaine, 7 novembre 2000, Lomé, RTUA en

Ligne : <http://www.au.int/fr/treaties>,

sahélo-sahariens ; la COMESA, Common market for Eastern and Southern Africa ; la EAC, East african community ; la CEEAC, communauté économique des États de l'Afrique centrale ; la CEDAO-ECOWAS, communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; l'IGAD, Intergovernmental authority on development ; la SADC, Southern african development community ; l'UMA, l'union du Maghreb arabe.

Comme on aurait pu en douter, il existe un débat sur la pertinence de ces multiples regroupements sous régionaux, à savoir s'ils facilitent ou freinent l'évolution du processus d'intégration régionale de l'Afrique. Dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, nous avons cependant choisi de limiter la recherche sur la question de l'unité africaine au plan régional et ce, pour deux raisons principalement. Premièrement, nous estimons que les textes qui sanctionnent le projet d'intégration au niveau régional, la Charte de l'OUA, le Traité d'Abuja et l'Acte constitutif de l'UA, sont l'expression de la volonté des 54 États y sont parties; ce qui signifie bien entendu l'ensemble des pays africains. Ces instruments ont dès lors, une portée juridique continentale car ils s'appliquent à tous les États africains parties et ce, individuellement et collectivement. Pour sa part, une Communauté économique régionale a une portée juridique sous-régionale en ce sens qu'elle se compose seulement des États de la dite sous-région. Par exemple, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, n'a de membres que les États de la sous-région ouest africaine. Par conséquent, le processus d'intégration poursuivi par la CEDEAO est le reflet de la volonté de ses seuls États membres. Dès lors, les CER

Deuxièmement, nous considérons que chaque CER en soit constitue un sujet d'études à part entière et un mémoire de maîtrise est bien trop limité en termes de temps et de ressources pour aborder chacune de ces communautés sans se perdre dans la généralité. Au demeurant, nous ne nous intéressons aux CER que pour élucider le rôle qu'elles sont appelées à jouer dans le cadre général de la construction de l'unité continentale. Au-delà des institutions internationales africaines, nous avons

développé un second niveau d'analyse de l'enjeu de l'unité africaine : il s'agit du niveau étatique. Si l'approche conventionnelle nous permet d'étudier l'engagement collectif des États africains à réaliser l'unité de l'Afrique, la dimension constitutionnelle de notre analyse quant-à-elle pose la question de l'intériorisation de l'objectif de l'unité africaine par chaque État.

En l'espèce, notre sujet de recherches porte sur l'articulation juridique, conventionnelle d'une part et constitutionnelle d'autre part, de l'unité africaine en tant qu'objectif à atteindre collectivement et individuellement par les États africains. Ce double niveau de questionnement sur la problématique de l'unité africaine nous a, par conséquent, amené à chercher des éléments de réponse dans les différents instruments juridiques de l'OUA et de l'UA d'un côté ; et de l'autre, dans la législation nationale des États africains. En procédant de la sorte, notre objet premier est de trouver et de proposer des pistes de réponses par rapport au flou qui entoure la nature juridique du processus de régionalisation en Afrique. Car, entre les panafricanistes nostalgiques des thèses de Kwame Nkrumah et autres, et les sceptiques qui estiment que l'unité africaine n'est rien d'autre qu'une utopie, nous croyons qu'une lecture alternative des faits s'impose. D'ailleurs, l'atteinte de notre premier objectif implique de regarder avec différentes lunettes, les tenants et aboutissants de l'idée d'unité africaine. Nous comptons aussi participer à l'effort général de vulgarisation du processus de régionalisation en Afrique ainsi que des institutions qui l'encadrent. Finalement, nous tentons de mettre en lumière les relations entre le droit international public et le droit national ainsi que leurs influences réciproques.

1.2 Problématique

En 1963, les dirigeants africains ont majoritairement refusé de voir dans l'union politique et économique de leurs États le fondement de l'unité africaine, du moins telle que prônée et défendue par l'ancien Président du Ghana, Kwame Nkrumah. Ils ont ainsi manifestement rejeté (ou repoussé pour plus tard) la création d'un État ou d'un gouvernement continental panafricain. En lieu et place d'une union des États africains, les Chefs d'État et de Gouvernement présents à la conférence historique d'Addis-Abeba ont opté pour la coopération intergouvernementale, en créant l'Organisation de l'Unité africaine ou OUA³. L'OUA a alors été chargée, entre autres objectifs, de « renforcer l'unité et la solidarité des États africains... »⁴ Cette étape marque, pour plus d'un observateur, l'échec de la dynamique de l'unité africaine⁵. En 1999, considérant que l'OUA, malgré ses efforts, n'a pas réussi à rapprocher suffisamment les États africains dans le but d'atteindre leur unité, le défunt Président de la Lybie, le Colonel Mouammar Kadhafi, a dépoussiéré la « mystique de l'unité africaine »⁶ ayant pour objectif la création des États-Unis d'Afrique, comme seule voie possible pour le développement et la survie du continent. Une fois de plus, les Chefs d'État et de Gouvernements africains se sont, en très grand nombre, opposés au projet d'une union politique continentale.

Or, plusieurs aspects de l'Acte constitutif laissent croire que les États africains reconnaissent volontiers que l'unité africaine est la condition de la paix, de la sécurité

³Le texte qui sanctionne les travaux et les discussions à l'issue du premier sommet panafricain le 25 mai 1963, soit la *Charte de l'OUA*, est avant tout un document juridique pour encadrer les relations entre les États africains indépendants de l'époque et tous ceux qui les suivirent sur le chemin de la décolonisation. Au-delà de l'engagement d'éliminer toute forme de colonialisme en Afrique, la Charte ne contient aucune disposition en matière d'intégration régionale ni ne donne d'indication quant à la marche à suivre pour parvenir à l'unité continentale, ce qui était pourtant le but du sommet.

⁴*Charte de l'OUA*, 25 mai 1963, Addis-Abeba, RTUA, art 2.1(a), en ligne: <http://www.au.int/fr/treaties>,

⁵Voir notamment : Ahmed Ghadhi, Jean Mfoulou, Michel Kounou, *infra*, revue de la littérature

⁶Albert Bourgi, « Il faut un début à tout », *Jeune Afrique/L'Intelligent*, No 2060, du 4 au 10 Juillet 2000, page 20

et du développement du continent. Mais, comme on peut le constater, une fois de plus, les dirigeants africains ont préféré la coopération interétatique à l'union politique immédiate. Et la création d'un État panafricain a cédé la place à une nouvelle organisation intergouvernementale, l'Union africaine ou l'UA. Dès l'entrée en vigueur en 2002 de l'Acte constitutif qui crée l'UA, elle succède juridiquement à l'OUA, qui est ainsi dissoute. Tel que souligné précédemment, l'OUA avait pour objectif de renforcer l'unité et la solidarité de ses États membres sans pour autant définir comment elle allait y parvenir. L'Union africaine qui lui succède doit désormais « réaliser l'unité et la solidarité des peuples et des États africains »⁷ et pour ce faire, elle est appelée à « accélérer le processus d'intégration politique et socio-économique du continent »⁸. Ici aussi, les observateurs s'accordent pour dire que même si l'Union africaine représente un timide pas vers l'objectif de l'unité comparativement à l'Organisation de l'unité africaine, on est encore bien loin de l'intégration régionale.

L'idée fondamentale reste et demeure la coopération entre les États et le strict respect des souverainetés et des frontières nationales. D'ailleurs, il apparaît difficile de concilier l'objectif de l'unité continentale et le respect de certains principes juridiques et autres objectifs qui régissent la construction de cette unité : défense de l'intégrité territoriale, de la souveraineté, de l'égalité souveraine des États membres, etc. il y a là un flou juridique que nous tentons d'expliquer tout au long de cette étude. Dans une perspective strictement juridique de l'enjeu de l'unité africaine, on sort un peu du néant à la lecture du traité instituant la Communauté économique africaine (CEA), plus connu sous le titre de *Traité d'Abuja*⁹. La Communauté économique africaine dont le traité est entré en vigueur le 12 mai 1994, préconise une approche graduelle de l'unité africaine et par le biais de l'intégration économique. Le *Traité d'Abuja* est

⁷ Acte constitutif de l'union africaine, *Supra* note 2 à l'art. 3(a).

⁸ *Ibid.*, à l'art. 3(c)

⁹ *Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine*, 3 juin 1991, Abuja, RTUA, en ligne : <http://www.au.int/fr/content/treaty-establishing-african-economic-community>,

un cadre stratégique pour une intégration économique progressive en six étapes cumulatives et ce, sur une période totale 34 années mais n'excédant pas 40¹⁰. Selon la stratégie de la CEA, la sixième et dernière étape du processus consiste à la création effective d'une communauté économique avec les éléments suivants : monnaie unique, marché commun avec libre circulation des personnes, des biens et services ainsi que le droit de résidence et d'établissement ; une banque centrale ; un parlement panafricain¹¹ ; etc. Il est à noter que le plan stratégique proposé dans le cadre de la CEA ne se donne pas comme objectif ultime la création d'un État panafricain. L'idée est davantage d'intégrer graduellement tous les secteurs d'activités économique, politique ou social des États africains¹². Mais on est en droit de se demander si cette intégration des secteurs d'activités n'est pas au final l'impulsion ultime devant aboutir à l'unité africaine sous la forme d'un État panafricain. D'un point de vue strictement juridique, de la Charte de l'OUA à l'Acte constitutif de l'UA, nous considérons que le *Traité d'Abuja* représente la vision la plus élaborée de l'unité africaine en tant qu'objectif. Or, comment peut-on expliquer la dissolution de l'OUA et sa succession par l'UA ?

Cette dissolution de l'OUA implique-t-elle la fin juridique de la CEA ou bien cette dernière dispose-t-elle d'une personnalité juridique distincte ? Au demeurant, puisque la succession entre organisations internationales consiste à un transfert des fonctions, des droits et obligations ainsi que du patrimoine de l'organisation dissoute à l'organisation successeur¹³, la CEA devient-elle partie intégrante de l'UA ? Dans la négative, l'UA dispose-t-elle de son propre projet d'intégration régionale ? En définitive, l'UA est-elle l'aboutissement ou bien alors une étape du processus de régionalisation africain ? Ce questionnement implique en soit l'étude successive des buts et des organes tantôt, de l'OUA et tantôt de l'UA, et bien plus encore.

¹⁰*Traité d'Abuja*, *Supra* note 9 aux art. 6.1 et 6.5

¹¹*Ibid.* à l'art. 6.2(f)

¹²*Ibid.*

¹³Dandi Gnamou-Petauton, *Dissolution et succession entre organisations internationales*, Bruxelles, Bruylant, 2008 à la p.5.

Cependant, nous nous garderons de trancher comme il est de coutume dans la littérature en affirmant que l'UA ainsi que son prédécesseur, l'OUA ne sont pas des organisations d'intégration régionale et que, partant de cette affirmation, c'est la coopération interétatique et non pas l'intégration régionale qui fonde l'unité africaine. Nous constatons que de telles conclusions découlent d'une analyse traditionnelle d'organisations internationales. Il nous apparaît important de dépasser la recherche classique sur les organisations internationales, c'est-à-dire : l'étude de leurs organes, moyens d'actions, fonctionnement, leurs buts etc.

Dans, le processus de formation des organisations internationales tant sur le plan empirique qu'idéologique sera la clef qui nous permettra de mieux comprendre la codification de l'idéal de l'unité africaine en un objectif successif des OIA. En d'autres termes, nous mettons l'accent sur le contexte historique, les idéaux qui motivent la création de l'organisation internationale ainsi que la mission et les objectifs que celle-ci doit réaliser à court, moyen et long terme. Nous disons plus concrètement qu'il existe une dynamique qui a animé la création de l'OUA en 1963 et de sa succession par l'UA en 2000 : le désir des peuples et des États africains de s'unir dans un ensemble fort et prospère. Le problème qui s'est posé en 1963 et qui est encore d'actualité aujourd'hui est de savoir comment parvenir à cet ensemble fort et prospère. Ce qui nous amène à formuler la question centrale de cette recherche. **De l'OUA à l'UA, quelle option juridique les États africains privilégient-ils pour réaliser l'unité africaine: est-ce la coopération interétatique dans le cadre d'une organisation internationale, ou l'intégration régionale sous la forme d'un État panafricain ?** Nous pensons que la réponse, sinon, les éléments de réponse à cette question se trouvent d'une part dans les actes fondateurs de l'OUA et de l'UA, ainsi que tout autre instrument juridique produit par elles ; et d'autre part, dans la législation nationale des 54 pays membre de l'UA.

1.3 Cadre théorique

La démarche de recherches pour ce mémoire de maîtrise se veut qualitative et historique. La démarche est qualitative, parce qu'elle se base essentiellement sur l'analyse documentaire de l'objectif de l'unité africaine. Elle est historique parce qu'elle s'intéresse à l'évolution juridique du sujet dans le temps. Notre discipline étant le Droit international, les principales sources sur lesquelles nous nous appuyons sont donc *a priori* juridiques et il s'agit des sources dites *formelles* du droit international, entendues comme des « *procédés* d'élaboration du droit, les diverses techniques qui autorisent à considérer qu'une règle appartient au droit positif. »¹⁴ Au-delà de ces sources formelles, nous pensons pouvoir trouver des pistes de réponse dans les sources dites *matérielles* du droit, c'est-à-dire « les fondements sociologiques des normes internationales, leur base politique, morale ou économique plus ou moins explicitée par la doctrine ou les sujets du droit. »¹⁵

Comme nous l'avons annoncé précédemment, la réflexion sera articulée sur deux sources principalement. Ainsi, elle portera d'une part, sur l'analyse des traités ainsi que tout autre acte (résolutions, déclarations, rapports, etc.) produits par l'Organisation de l'unité africaine et l'Union africaine; d'autre part, sur la pratique constitutionnelle des États africains, ce qui nous amène à analyser la législation nationale. Plus précisément, les documents juridiques qui servent de base à notre réflexion comprennent : la *Charte de l'Organisation de l'unité africaine*, l'*Acte constitutif de l'Union africaine*, le *Traité instituant la Communauté économique africaine*, la *déclaration de Syrte de 1999*, le *Plan d'Action et l'Acte final de Lagos* et les constitutions des 54 pays de l'Union africaine. La première partie du travail s'inspire de l'analyse des différents instruments juridiques des OIA : traités,

¹⁴Quoc Dinh Nguyen., Patrick Dallier et Daniel Pellet, *Droit international public*, 6^e édition, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1999 à la p.111.

¹⁵*Ibid.*

conventions, décisions, déclarations ainsi que des multiples plans d'actions élaborés depuis 1963 pour la réalisation l'unité africaine.

Dans la seconde partie du mémoire, les enseignements tirés de l'examen des constitutions des 54 pays membres de l'Union africaine guideront notre réflexion, ainsi que tout acte unilatéral ou document produit par ceux-ci en lien avec l'objectif de l'unité africaine. Bien entendu, nous ne faisons pas une étude systématique de chaque constitution. À l'aide d'outils informatiques, nous avons pu dans un premier temps interroger sommairement chacune des 54 constitutions nationales pour déterminer si elles contenaient ou non des références ou des dispositions relatives à l'objectif de l'unité africaine. Ce travail de tri nous a permis de répertorier les constitutions en fonction de la pertinence des informations qu'elles fournissent sur l'objectif de l'unité africaine. Entre l'analyse des actes constitutifs de l'OUA, l'UA et les constitutions nationales (droit constitutionnel comparé), nous nous retrouvons à faire du positivisme juridique.

En effet, notre démarche vise à déterminer comment les organisations internationales africaines et les États africains traduisent-ils, en termes juridiques, la notion du Panafricanisme. De plus, au-delà de son articulation finale dans les traités des OIA et par le droit constitutionnel respectif des États africains, nous nous intéressons aux mécanismes ainsi qu'au processus sociohistorique entourant la formulation juridique du Panafricanisme. Car, nous pensons que si une approche analytique dite positiviste du droit a l'avantage de permettre d'identifier une règle de droit telle qu'elle est, il convient de dire qu'elle a tendance à mettre de côté tout ce qui n'est pas du droit, comme le processus d'élaboration d'une règle par exemple.

Or nous estimons que le droit n'est pas totalement neutre et le processus de formation d'une règle de droit peut, entre autres, nous enseigner sur l'esprit de ladite règle, soit sa fonction sociale, ou ses missions et objectifs. Nous croyons que le droit procède d'un processus, qu'il est une composante sociale et de ce fait, le droit résulte et est le

reflet des valeurs de la société dont il émane et à laquelle il s'applique. Il peut évoluer, selon l'évolution de cette société et de ces valeurs. En ce sens, nous étudions de manière positiviste l'articulation juridique de l'objectif d'unité africaine sans pour autant verser totalement dans le formalisme juridique. Voilà pourquoi, en sus de notre analyse positiviste des traités constitutifs et des constitutions nationales, notre démarche est multidisciplinaire. C'est ainsi que des ouvrages généraux ou spécialisés en droit international public, sur le Panafricanisme et sur les organisations et les relations internationales africaines viennent étoffer notre documentation et enrichir notre réflexion. Il s'agit de mettre à contribution d'autres sources du droit, soit les sources dites matérielles qui nous permettent de comprendre et d'expliquer la dimension idéologique, la *mission sociale*, à la base de toute règle juridique. D'ailleurs, les sources matérielles, « traductions directes des structures internationales et des idéologies dominantes, ont une dynamique que ne peuvent avoir les sources formelles, simples procédés techniques. »¹⁶ En d'autres mots, les sources matérielles du droit viennent en quelque sorte donner un sens, une signification politique, idéologique ou socioéconomique aux sources formelles.

1.4 Revue de la littérature

Dans le cadre de cette étude, la question des sources formelles a été rapidement réglée car nous avons pu accéder à tous les instruments juridiques des OIA dont nous avons besoin ainsi qu'aux différentes constitutions des États africains. Le principal problème en termes de sources est venu de la doctrine. Certes de nombreux ouvrages et articles scientifiques existent sur les relations internationales africaines, sur les différents processus d'intégration régionale en Afrique ainsi que sur les deux principales organisations continentales africaines que sont aujourd'hui l'Union

¹⁶ *Droit international public, Supra*, note 13

africaine et hier, l'Organisation de l'unité africaine. On trouve également une abondante littérature en matière de développement socioéconomique, de politique et de conflits en Afrique¹⁷. Cependant, force est de constater qu'il n'existe presque pas de littérature qui traite de l'enjeu de l'unité africaine dans une logique conventionnelle et constitutionnelle. Or existe un nombre inestimable d'ouvrages ou d'articles portant sur des questions connexes ou complémentaires à l'enjeu de l'unité africaine. Ce constat nous a par conséquent amené d'une part à recentrer davantage notre objet d'études et d'autre part, à adopter une approche pluridisciplinaire. Notre réflexion porte en ce sens, essentiellement sur la formulation conventionnelle et constitutionnelle du Panafricanisme et s'appuie sur des sources matérielles du droit

¹⁷Toutes ces questions sont bien évidemment souvent connexes, voir complémentaires à l'enjeu de l'unité africaine. D'ailleurs, les OIA se donnent pour objectifs de s'attaquer à ces multiples problèmes qui entravent la marche de l'Afrique vers son unité : les questions de paix et de sécurité, l'instabilité politique et socioéconomique des États africains, le développement socioéconomique, la condition des femmes et des jeunes, la promotion de la culture démocratique et de la bonne gouvernance, l'éducation, la malnutrition ainsi que la promotion et la protection des droits de la personne, etc. À ce titre, l'on peut consulter les auteurs et ouvrages suivants : A. Ba, B. Koffi et S. Fethi : *L'Organisation de l'unité africaine. De la Charte d'Addis-Abeba à la Convention des Droits de l'Homme et des peuples*, Paris, SILEX, 1984; B. Boutros-Ghali, *L'Organisation de l'unité africaine*, Paris, Armand Collin, 1969; M. Glélé-Ahanhazo, *Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et aux organisations régionales africaines*, Paris, LGDJ, 1986; P. François Godinec, *L'OUA trente ans après*, Paris, Karthala, 1993; M. Kamto, J-E Pondi et L. Zang, *L'OUA : rétrospective et perspectives africaines*, Paris, Économica, 1990; M. Kounou, *Le Panafricanisme : de la crise à la renaissance. Une stratégie globale de reconstruction effective pour le troisième millénaire*, Yaoundé, Clé, 2007; G. Mvele, *Union africaine : fondements, organes, programmes et actions*, Paris, l'Harmattan, 2007; J. Ping, *Et l'Afrique brillera de mille feux*, Paris, L'Harmattan, 2009; A. Wade, *Un destin pour l'Afrique*, Paris, Karthala, 1989; Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement?* Paris, L'Harmattan, 2000; Dambisa Moyo, *L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, J-C Lattès, 2009; S. Smith, *Nécrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Pluriel, 2012; A-C Robert, *L'Afrique au secours de l'Occident*, Ivry-Sur Seine, l'Atelier, 2006; S. Brunel, *L'Afrique : un continent en réserve de développement*, Paris, 2004; P. Péan, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, 2010; X. Harel, *Afrique, pillage à huis clos. Comment une poignée d'initiés siphonne le pétrole africain*, Paris, Fayard, 2006; B. Lugan, *Les guerres d'Afrique. Des origines à nos jours*, Paris, Du Rocher, 2013; P. Mbeko, *Le Canada dans les guerres en Afrique centrale : génocides et pillages des ressources du Congo par le Rwanda interposé*, Montréal, 2012; A. Tollimi, *Résolution des conflits frontaliers en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2010; I.W. Zartman, *Résolution des conflits en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2000; OCDE, *La gestion des conflits en Afrique. Un Défi permanent*, Centre de développement de l'OCDE, 1998; E. Tshimanga Bakadiababu, *L'Occident pour ou contre la Démocratie en Afrique. Le cas du Congo-Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 2013; V. Hugué, *Afrique : le mirage démocratique*, Paris, CNRS, 2012; OCDE, *l'intégration régionale en Afrique*, Centre de développement de l'OCDE, 2002.

empruntées : aux Relations internationales, à la Science politique, à l'Histoire, à la Géopolitique, à la Sociologie et à l'Économie politique internationale. Ces différences sources matérielles non seulement contribuent à diminuer la lourdeur de la technicité autour de la règle de droit telle que formulée dans telle convention ou telle constitution, elles permettent de comprendre le pourquoi d'une telle règle. Il est à préciser que nous employons tantôt le terme Panafricanisme et tantôt l'unité africaine mais les deux termes représentent, à notre point de vue, essentiellement la même chose : la volonté et surtout la nécessité pour les peuples africains de prendre en mains leur destinée. Le compte rendu des quelques ouvrages suivants donne un aperçu, certes incomplet, des points de vue et analyses autour de l'enjeu de l'unité africaine.

Tout d'abord, le Panafricanisme tel que vue l'ancien Président du Ghana Kwame Nkrumah est expliqué et défendu dans cet ouvrage intitulé *Africa must unite*¹⁸. À travers ce livre, le Président Nkrumah défend la thèse de l'unité politique totale de l'Afrique, fondement de tout développement ainsi que d'une réelle indépendance politique et économique des États et des peuples africains. À ses yeux, « a united Africa, that is, the political and economic unification of the African Continent (...) »¹⁹ Par ailleurs, c'est dans cette unite politique et économique que l'Afrique trouvera des solutions à tous ses problèmes: « Unless Africa is politically united under an All-African Union Government, there can be no solution to our political and economic problems. »²⁰ De plus, l'unité politique apparaît comme le socle de la liberté, de l'indépendance et du développement économique du continent.

Précisant son idée, Kwame Nkrumah estime que de l'unité africaine dépend la survie même de l'Afrique: « The survival of free Africa, the existing independence of this continent, and the development towards that bright future on which our hopes and

¹⁸ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, International Publishers Co., Inc., New York, 1970.

¹⁹ *Supra*, à la page 218

²⁰ *Ibid.*

endeavours are pinned, depend upon political unity. »²¹ C'est également à travers l'unité politique et économique pourra se libérer définitivement du colonialisme et de l'impérialisme car « No single part of Africa can be safe, or free to develop fully and independently, while any part remains unliberated, or while Africa's vast economic resources continue to be exploited by imperialist and neo-colonialist interests. »²² Dans la pensée du défunt Président ghanéen, outre la liberté, l'indépendance et le développement qui sont des objectifs ultimes, l'unité de l'Afrique doit viser trois buts majeurs : la mise en place d'une économie planifiée à l'échelle continentale africaine; la constitution d'une armée continentale et une stratégie de défense commune; et la poursuite d'une diplomatie dite commune²³.

Pour réaliser de telles ambitions, l'auteur estime nécessaire d'établir un gouvernement panafricain, « a Union Government of African States. Such a Government will need to maintain a common currency, a monetary zone and a central bank of issue. »²⁴ Si bien évidemment l'auteur reconnaît qu'il existe entre les États et entre les Peuples africains des différences en termes: de race, de culture, de langue, de structures économique et d'histoire; il demeure convaincu que « the forces making for unity far outweigh those which divide us. »²⁵ Les États africains ne sauraient donc se limiter à l'énumération de leurs différences et des obstacles à tout projet communautaire. Il faut au préalable avoir la volonté d'une part de dépasser ces obstacles, et d'autre part formuler les moyens d'y parvenir. On constate dans la littérature que certains auteurs notamment : Guy Mvelle, Jean Mfoulou, Ahmed Mohamed Ghadi ainsi que Michel Kounou, voient dans la thèse de Nkrumah, surtout avec la proposition d'un gouvernement des États africains, le désir de créer les États-Unis d'Afrique.

²¹ *Ibid.*, à la page 221

²² *Ibid.*, note introductive de l'auteur, page iv

²³ *Supra*, Pp 218-221

²⁴ Kwame Nkrumah, *supra*, à la page 219

²⁵ *Ibid.*, à la page 132

Même si le Président Ghanéen cite comme modèle d'union les États-Unis d'Amérique, il reste difficile de dire avec certitude la forme juridique de l'État qu'il souhaitait pour l'Afrique : une fédération, une confédération. Ce qui est indiscutable, c'est la conviction que l'union politique sous quelque forme qu'elle soit, représente le seul gage de l'indépendance politique, économique et du développement de l'Afrique. Or l'unité africaine implique nécessairement pour lui qu'il y ait de la part des États africains, un certain abandon de leur souveraineté individuelle au profit d'une communauté d'intérêts et de souveraineté bénéfique pour tous. Et cette communauté d'intérêts et de souveraineté pourrait être tout simplement « a Union of African States »²⁶ structurée autour de : une économie commune, une armée unique à l'échelle du continent, une monnaie commune, une banque centrale, une politique étrangère panafricaine, etc.

Ensuite, la formulation du Panafricanisme dans la pratique des OIA est analysée par Jean Mfoulou à travers *L'OUA, le triomphe de l'unité ou des nationalités ? Essai d'une sociologie politique de l'Organisation de l'Unité Africaine*.²⁷ Publié en 1986, ce livre démontre que lors de la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963, les dirigeants africains ont préféré consolider leur nationalisme individuel et leur souveraineté nationale au détriment de toute forme d'unité continentale. Ainsi, le nationalisme a triomphé sur l'unité.

Selon M. Mfoulou, la Charte de l'OUA consacre l'Afrique des États ou des parties sur l'Afrique unie. Au lieu de créer un État continental comme l'avait souhaité Nkrumah, les Chefs d'État et de Gouvernement Africains avaient préféré créer une organisation d'harmonisation et de coordination des politiques de ses États membres. Il parle d'un compromis de dupes où les partisans de l'unité minimale s'imposèrent aux partisans de l'unité totale et immédiate. Il indique en effet qu'une analyse

²⁶*Ibid.*, à la page 222

²⁷Jean Mfoulou, *L'OUA, triomphe de l'unité ou des nationalités ? Essai d'une sociologie politique de l'Organisation de l'Unité Africaine*, Paris, L'Harmattan, 1986

historique de l'OUA montre « qu'il se trouve, en son sein, des forces antagonistes et que le compromis qui lui a donné le jour était en fait un marché de dupes où les tenants de l'Unité Africaine n'ont pas trouvé leur compte. »²⁸ En analysant certains événements historiques précis, Jean Mfoulou arrive à la conclusion que l'OUA n'avait d'unité que son nom, tellement les États membres étaient souvent divisés par rapport à la position commune à adopter sur lesdits événements. Cela reflétait selon lui les divisions qui avaient présidé à la création de l'organisation.

Allant dans le même sens que Jean Mfoulou, le troisième ouvrage trace l'évolution historique du Panafricanisme de l'OUA à l'UA. Il s'agit de *La longue marche de l'Afrique vers l'intégration, le développement et la modernité politique*²⁹ d'Ahmed Mohamed Ghadhi. L'un des plus récents écrits sur la question de l'unité africaine, le livre de Ghadhi reprend et consolide le constat de Jean Mfoulou selon lequel, en 1963, la majorité des États africains avaient privilégié la construction de l'État nation, « chaque État voulait d'abord exister par lui-même »³⁰, au détriment d'un minimum d'unité qui devait aboutir, selon lui, à long terme aux États-Unis d'Afrique. En lieu et place d'un État continental, un compromis minimaliste donna naissance à l'OUA, organisation sensée amener les peuples et les États africains vers plus d'unité, mais qui en réalité est demeurée une simple organisation de coordination sans réels pouvoirs sur la volonté des États membres³¹. L'auteur soutient que l'état de sous-développement économique et politique actuel de l'Afrique est la conséquence directe du choix fait en 1963. Mohamed Ghadhi estime aujourd'hui que l'OUA étant chose du passé, le salut de l'Afrique se trouve désormais dans la nouvelle organisation continentale, l'Union Africaine. Pour Ghadhi, l'UA est une organisation d'intégration puisqu'elle est « dotée d'institutions renouvées, avec de réels pouvoir et

²⁸Mfoulou, *Supra* note 11 à la p. 5.

²⁹Ahmed Mohamed Ghadhi, *La longue marche de l'Afrique vers l'intégration, le développement et la modernisation politique*, Paris, L'Harmattan, 2009

³⁰*Ibid.* à lap. 21.

³¹*Ibid.*

ayant pour objectif final, à terme, la réalisation des États-Unis d'Afrique... »³² L'idée générale qui ressort de cet ouvrage c'est qu'en 1963, l'Afrique avait remis à plus tard la réalisation de son unité. La création l'Union africaine en 2000 a pour objectifs de réaliser l'unité africaine et de prendre résolument en charge le développement économique du continent.

Quant au quatrième livre retenu, l'auteur revisite le Panafricanisme et pose la question de sa pertinence dans l'Afrique du 21^e siècle. De Michel Kounou, le livre a pour titre : *Le Panafricanisme : de la crise à la renaissance. Une stratégie globale de reconstruction effective pour le troisième millénaire*. Dans ce livre, l'auteur se penche sur le concept du Panafricanisme, ses fondements, son histoire et ses liens avec la question de l'unification continentale de l'Afrique. Ainsi, pour lui, de manière générale « le Panafricanisme est une idée, une idéologie politique de solidarité et d'unité des Africains, pour un projet de développement économique et social visant la reconquête systématique des ressources et capacités africaines, pour le bien-être des Africains. »³³ D'après l'auteur, bien que le Panafricanisme en tant qu'idéologie ait été conceptualisé hors du continent africain, c'est bien en Afrique que celui-ci s'est enraciné avec l'idée de l'unité africaine et à travers les luttes de décolonisation.

Il estime cependant que la création de l'OUA et plus tard de l'UA ne correspondent pas à l'idée d'unité africaine amenée par le Panafricanisme à la manière Kwame Nkrumah, c'est-à-dire : l'unification sous la forme d'un État fédéral panafricain³⁴. Michel Kounou explique par ailleurs que la création de l'OUA est le résultat d'un compromis entre trois visions différentes de l'unité africaine : l'unification politique immédiate ; l'unification par étapes à travers des regroupements régionaux sur une base économique ; finalement, la coopération entre les États basée sur le stricte

³²*Ibid.* aux pp. 23 et 24.

³³Michel Kounou, *Le Panafricanisme : de la crise à la renaissance. Une stratégie globale de reconstruction effective pour le troisième millénaire*, Yaoundé, Éditions CLÉ, 2007 à la p.31.

³⁴*Ibid.* à la p.217

respect des souverainetés³⁵. La même observation vaut aujourd'hui pour la création de l'Union africaine. L'auteur croit malgré tout qu'il faut revenir à l'essence même du Panafricanisme c'est-à-dire remettre les populations au centre du projet d'intégration régionale et de la question du développement économique.

Et enfin, *L'Union africaine : fondements, organes, programmes et actions* de l'auteur Guy Mvelle, fait un décryptage l'UA. Le livre comporte en ce sens une double ambition: vulgariser autant que se peut, l'institution qu'est l'UA et discuter d'un certain nombre d'idées véhiculées à son sujet soit par le discours officiel ou les medias³⁶. Pour se faire, plusieurs questions guident la réflexion et l'argumentaire de l'auteur. Qu'est-ce l'Union africaine? Comment fonctionne-t-elle? Comment et pourquoi est-elle née? Qu'elle est son approche du développement et de l'intégration ainsi que des questions de paix et de sécurité en Afrique?

L'objectif clairement affiché dans le document est de proposer des réponses à ces questions et à tant d'autres en analysant notamment la nature de l'institution qu'est l'UA, c'est-à-dire: ses principes, objectifs et organes, la nature et la portée de ses programmes, les raisons de sa succession à l'OUA. Concernant la nature de l'institution, l'auteur affirme que l'UA « a certes des réelles ambitions d'intégration, mais elle demeure une organisation de coopération »³⁷. Et en ce sens, tout comme l'a fait l'OUA, l'UA « s'est limitée jusque-là à coordonner les initiatives des États membres avec une Commission sans réel pouvoir sur la machine qu'est l'Union. »³⁸ Selon l'auteur, « tout cela fait que l'Union africaine et l'Afrique ont tendance à s'éloigner chaque jour de la feuille de route et donc du projet africain de l'intégration. »³⁹ Au demeurant, il apparaît que l'organisation panafricaine reste prisonnière des luttes de paradigmes entre d'un côté, l'inter étatismisme et de l'autre,

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Guy Mvelle, *L'Union africaine. Fondements, organes, programmes et actions*, L'Harmattan, Paris, 2007, page 26

³⁷ *Ibid*

³⁸ *Ibid*

³⁹ *Ibid*

l'interactionnisme : « Tout porte à croire qu'on reste dans ce *Panafricanisme minimaliste* qui a généré l'Organisation de l'unité africaine, s'opposant au *Panafricanisme maximaliste* dont le but ultime a toujours été la création d'un État fédéral africain, les Etats-unis d'Afrique. »⁴⁰ De plus s'il faut admettre que la mission première du Panafricanisme soit la réhabilitation des civilisations africaines et la restauration de la dignité de l'homme Noir (notamment à travers le parachèvement de la décolonisation de l'Afrique), « a quelque peu été atteinte, l'objectif de l'intégration et donc du développement de l'Afrique piétine encore. »⁴¹ Guy Mvelle estime « avec réserves, que l'Union africaine est différente de l'OUA tant au niveau de son architecture –ses organes- qu'au plan de sa doctrine globale. »⁴² Au point de vue institutionnel, l'innovation découle : de la création d'une Commission de l'UA, d'une Cour africaine de justice, d'un Parlement panafricain, des institutions financières, d'un Conseil économique et social ainsi que d'un Conseil de paix et de sécurité⁴³.

L'auteur considère cependant que la simple transformation architecturale de l'institution ne suffit pas à elle seule pour conduire l'intégration régionale et le développement de l'Afrique. Encore faut-il que les nouveaux organes disposent de réels pouvoirs d'actions et d'initiatives⁴⁴. Au niveau doctrinal, le principal changement réside sur le fait que « l'Union africaine est une organisation qui veut tendre de plus en plus vers une intégration plutôt que de rester un simple organe de coopération entre les États comme l'était l'OUA. »⁴⁵ L'auteur précise qu'il y a donc dans cette optique, « une volonté de dépassement de l'interétatisme, malgré la persistance de l'inter gouvernementalisme dans nombre de ses interventions. »⁴⁶ Ajouter à cela la nouvelle approche en matière de paix et de sécurité incarnée par la

⁴⁰ *Ibid*

⁴¹ Guy Mvelle, *supra*, à la page 25

⁴² *Ibid.*, à la page 335

⁴³ Guy Mvele, *supra*, note 42

⁴⁴ *Ibid.*, à la page 336

⁴⁵ *Ibid*

⁴⁶ Guy Mvelle, *supra*, note 45

création du conseil de paix et de sécurité de l'UA, on assiste selon Guy Mvulle, à l'émergence d'une nouvelle organisation panafricaine.

D'après cette revue de la littérature portant tantôt sur les OIA et tantôt sur l'enjeu même de l'unité africaine, une remarque s'impose: les dirigeants africains partisans d'une unité africaine politique et immédiate ont échoué devant les tenants du statu quo et du maintien des frontières issues de la colonisation. On constate aussi que les différents écrits ici résumés, semblent pencher pour une approche de l'unité africaine ayant pour objectif, à terme, la création d'un État fédéral africain. Cela expliquerait peut-être pourquoi, selon leurs auteurs, l'OUA et l'UA sont de simples compromis politiques pour ne pas dire le refus de toute union politique véritable par les dirigeants africains. Nous considérons par contre avantageux le fait qu'ils réussissent à mettre en évidence les différentes tendances et visions de l'unité africaine. Ceci permet notamment de situer le débat sur la question de l'unification de l'Afrique. Nous avons souligné dans cette revue de la littérature des ouvrages et publications qui, au-delà des documents juridiques, nous semblent plus pertinents et significatifs au point de vue analytique sur la question de la problématique de l'unité africaine.

1.5 Hypothèse

Considérant les enseignements qui précèdent, nous sommes maintenant en mesure de formuler notre hypothèse. **Nous croyons que le Panafricanisme a pour fondement idéologique, la mise en commun des ressources de l'Afrique pour la défense de ses intérêts et pour le bien-être de ses peuples. C'est ce qu'il est convenu d'appeler l'unité africaine. D'un point de vue strictement juridique, l'unité africaine s'est historiquement traduite par la création de l'OUA en 1963 et sa succession par l'UA en 2002. Selon les actes fondateurs de ces institutions la coopération interétatique apparaît comme le socle juridique sur lequel repose**

l'objectif de l'unité africaine. La venue de l'UA opère une redynamisation idéologique, institutionnelle et juridique visant à long terme l'unité politique et socioéconomique des États africains sur la base de l'intégration régionale. Cette observation est animée par les deux considérations suivantes. Tout d'abord, nous estimons que la lutte pour l'indépendance totale de l'Afrique, telle que proclamée dans la Charte de l'OUA, dépasse la stricte libération de la domination coloniale européenne. Il s'agit, d'une part d'éliminer, pour le progrès général de l'Afrique, toute forme d'emprise extérieure sur le continent; d'autre part, de se réapproprier le destin de l'Afrique par et pour les Africains eux-mêmes. Ensuite, conscients qu'ils ne pouvaient individuellement libérer l'Afrique, les États africains ont trouvé dans l'unité africaine le bouclier pour défendre leur souveraineté nouvellement acquise et le moteur du développement économique, politique et socioculturel de l'Afrique.

PREMIÈRE PARTIE

LE PANAFRICANISME DANS LA PRATIQUE JURIDIQUE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AFRICAINES (OIA).

Cette partie du mémoire analyse la formulation de l'objectif de l'unité africaine dans la pratique juridique des organisations internationales africaines en l'occurrence : la défunte Organisation de l'unité africaine et l'actuelle Union africaine. Au premier chapitre, il est question des fondements idéologiques de la volonté des États et des peuples africains de s'unir, c'est-à-dire : le Panafricanisme. Dans le second chapitre, nous verrons que la création de l'OUA est un compromis entre deux principales conceptions de l'unité africaine, l'une intégrationniste et l'autre inter-étatiste. Cela s'explique notamment par le fait que, si les dirigeants africains étaient d'accord qu'il n'y avait pas de salut pour l'Afrique en dehors de l'unité, les divergences et les débats persistent encore de nos jours quant à la manière de réaliser cette unité. Le troisième chapitre porte sur la redynamisation philosophique, institutionnelle et juridique de l'objectif de l'unité africaine incarnée par la création de l'Union africaine en 2000.

Au terme de la première partie de cette étude, nous retenons que l'objectif de l'unité africaine se traduit dans la pratique juridique des OIA par le principe de la coopération interétatique, caractérisée par la coordination et l'harmonisation des politiques de leurs États membres. C'est ainsi que pour réaliser l'objectif de l'unité africaine, l'OUA, particulièrement, devait coordonner et harmoniser les politiques de ses États membres. On constate cependant que de la stricte coopération interétatique adoptée en 1963 lors de la création de l'OUA, la pratique juridique des OIA inclut progressivement l'intégration régionale. Cette tendance se manifeste essentiellement dès la fin des années 70 pour aboutir à l'adoption d'un traité créant la Communauté économique africaine (CEA) en 1991. La vision intégrationniste de l'unité africaine se reflète également dans les structures, les principes d'action et les objectifs de

l'Union africaine qui, en succédant à l'OUA, doit réaliser l'unité africaine par la mise en place effective de la CEA.

CHAPITRE II

LE PANAFRICANISME, FONDEMENT IDÉOLOGIQUE DE L'UNITÉ AFRICAINE

Dans ce premier chapitre, il est essentiellement question de situer en premier lieu comment émerge la problématique de l'unité africaine. Ainsi, nous discuterons du Panafricanisme : l'idéologie, sa conceptualisation et ses fondements politiques et socioéconomiques. En second lieu, nous verrons que, d'un mouvement de solidarité pour l'émancipation des peuples Noirs à travers le monde, le Panafricanisme a servi d'idéologie de lutte pour la libération de l'Afrique de la domination coloniale européenne et forgé en cela, l'idéal de l'unité africaine. Selon Romain Yakemtchouk, le mouvement de régionalisation en Afrique est un phénomène relativement nouveau autant au plan politique que juridique⁴⁷.

Nous dirons que cette constatation s'applique en particulier au plan continental car en effet, la première forme d'institutionnalisation des relations interafricaines est intervenue le 25 mai 1963 à Addis-Abeba en Éthiopie, par la signature de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine. Cependant, il faut préciser que la création de l'OUA, première organisation intergouvernementale africaine à vocation continentale, est surtout le fait d'un processus amorcé depuis au début du 20^e siècle : le Panafricanisme. Mais que signifie au juste le terme Panafricanisme et quels en sont, s'il y a lieu, les fondements politiques, économiques et juridiques ?

⁴⁷Romain YAKEMTCHOUK, *l'Afrique en Droit international*, Paris, librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1971 à la p.271.

2.1 Le Panafricanisme, concept et définition

Colin Legum estimait qu'il était difficile de donner une définition concise du Panafricanisme, « ce néologisme récemment ajouté au vocabulaire politique mondial. »⁴⁸ Cependant, Legum affirme que « l'hostilité des Africains à l'égard de toute forme d'assujettissement aux maîtres étrangers et la conviction avec laquelle ils affirment la souveraineté des intérêts africains prennent la forme d'un Panafricanisme – peut-être même en sont-elle l'expression la plus achevée. »⁴⁹ Cette difficulté de définir de manière concise ce que représente le terme Panafricanisme se traduit également chez Imanuel Geiss. Il affirme par exemple qu'il est toujours difficile «...perhaps even impossible, to provide a clear and precise definition of Pan-Africanism. It is a complex problem which can best be approached historically. By looking at its various manifestations we can arrive at simple and comprehensive formulae (...) »⁵⁰ Geiss ajoute que le terme Panafricanisme « has hardly ever been a clearly defined, precise, or rational concept. »⁵¹ Pour lui, le Panafricanisme renvoie à trois dimensions:

« Intellectual and political movements among Africans and Afro-Americans who regard or have regarded Africans and people of African descents as homogenous; all ideas which have stressed or sought the cultural unity and political independence of Africa, including the desire to modernize Africa on a basis of equality of rights; ideas or political movements which have advocated, or advocate, the political unity of Africa or at least close political collaboration in one form or another. »⁵²

⁴⁸ Colin Legum, *Le Panafricanisme à l'épreuve de l'indépendance*, Paris, Saint-Paul, 1965 à la p.15.

⁴⁹ Legum, *Supra* note 29 aux pp 14 et 15.

⁵⁰ Imanuel Geiss, *The Pan-Africanism movement. A History of Pan-Africanism in America, Europe and Africa*, New York, Africana Publishing Co., 1974 à la p.3.

⁵¹ *Ibid.* à la p.5.

⁵² Imanuel Geiss. *supra*, à la p.36.

On retrouve également chez Edmond Kwam Kouassi la conception multiforme du Panafricanisme. Il s'agit selon lui d'un mouvement racial, culturel et finalement politique⁵³. Le Panafricanisme se veut racial à la base car dans son contenu, il « s'identifie à un mouvement d'émancipation des Noirs, de revendication de l'égalité entre Noirs et Blancs. C'est la prise de conscience par la « diaspora » Noire de la situation d'infériorité et d'humiliation du Noir dans le monde, d'abord aux États-Unis et aux Antilles (...) ensuite en Afrique... »⁵⁴ Dans le même sens, Adenkule Ajala précise que le Panafricanisme naît du constat des peuples Noirs, autant aux États-Unis que dans les Caraïbes, qu'ils vivent une expérience commune de « discrimination based on skin colour, and flagrant injustices and degradation (...) »⁵⁵ Il nous semble nécessaire de préciser que par mouvement racial, on n'entend nullement qu'il s'agit d'un mouvement raciste, car le Panafricanisme ne s'inscrivait dans une logique de débat sur la hiérarchisation des races.

Il était, comme il est toujours aujourd'hui, plus question de redonner la dignité humaine aux populations africaines et de descendance africaine ainsi qu'à tous les peuples opprimés du monde en condamnant : les injustices sociales, la discrimination, l'exploitation et la domination de certains peuples par d'autres. En cela, le Panafricanisme : « s'identifie avec le camp des neutres, opposés à toutes les formes d'oppression et de chauvinisme racial – qu'il soit blanc ou Noir – et s'associe à toutes les forces de progrès et de bonne volonté, sans se soucier de nationalité, de race, de couleur ou de croyance, œuvrant à une fraternité universelle, à la justice sociale et à la paix *pour tous les peuples en tous lieux.* »⁵⁶ Le Panafricanisme est aussi un mouvement culturel en ce sens qu'il refuse d'être associé autant au communisme

⁵³ Edmond Kwam Kouassi, *Organisations Internationales Africaines*, Paris, Berger-Levrault, 1987 aux pp 71-78.

⁵⁴ Kwam Kouassi, *supra* note 34, à la p.73.

⁵⁵ Adenkule Ajala, *Pan-Africanism : Evolution, Progress and Prospects*, Londres, André Deutsch, 1973 à la p.4.

⁵⁶ George Padmore, *Panafricanisme ou Communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, Paris, Présence Africaine, 1960 à la p.24.

qu'au capitalisme avec son penchant colonialiste. Il s'agit davantage d'élaborer, nécessairement, « de nouveaux moyens politiques et des techniques d'organisation adaptés aux traditions et aux circonstances africaines »⁵⁷. C'est le refus d'accepter et d'appliquer des doctrines élaborées et imposées de l'extérieur⁵⁸. Finalement, le Panafricanisme peut être qualifié de mouvement politique car selon Kwam Kouassi, il « remplit la double fonction d'être un moyen de libération coloniale et de consolidation de l'indépendance d'une part ; et d'autre part un moyen de réaliser l'unité africaine. »⁵⁹ Ces différentes manifestations illustrent bien la difficulté de définir de manière précise le Panafricanisme.

Généralement, l'on fait référence aux fondements et à la mission du Panafricanisme pour essayer d'en dégager une définition générale. Mwayila Tshiyembe dira du Panafricanisme qu'il « se donnait pour mission de réhabiliter les civilisations africaines, de restaurer la dignité de l'homme Noir et de prôner le retour à la mère patrie, celle des racines de la diaspora. »⁶⁰ Le Président sénégalais, Abdoulaye Wade, élabore davantage et estime pour sa part que le Panafricanisme est une « aspiration des Noirs d'Afrique et de la diaspora, qui s'identifient culturellement par leur appartenance à la civilisation négro africaine; puisant sa force dans la résistance pluriséculaire des nègres à l'esclavage, cette aspiration se projette dans une unité politique du continent sous la forme des États-Unis d'Afrique. »⁶¹ Ces réflexions ont bien entendu l'avantage de fournir, au moins, des éléments de réponse sur ce que représente exactement le Panafricanisme. Comme on peut le constater, le concept est sujet à beaucoup d'interprétations; il est multiforme et semble évoluer dans le temps. Il apparaît par conséquent simpliste et réducteur, à notre avis, de définir et de limiter le Panafricanisme à certaines de ses manifestations.

⁵⁷ *Ibid.* à la p.25.

⁵⁸ Kwam Kouassi, *supra* note 34 à la p.74.

⁵⁹ *Ibid.* à la p.77.

⁶⁰ Mwayila Tshiyembe, « Du messianisme aux rives de la mondialisation: difficile gestion de l'Union africaine », (2002) *Mode Dip* 580 à la p.22.

⁶¹ Abdoulaye Wade *Un destin pour l'Afrique*, Paris, Karthala, 1989 à la p.98.

2.2 Le Panafricanisme, fondements idéologiques et juridiques

Par idéologie, on entend généralement « un ensemble des représentations du monde que se fait un individu ou un groupe. À ce titre, on attribue à l'idéologie un triple rôle : la cohésion sociale, la légitimité des conduites et comportements, la justification des aspirations »⁶² Il s'agit donc plus précisément de l'ensemble « des idées, des croyances et des doctrines propres à une époque, à une société ou à une classe. »⁶³ Dans le cas du Panafricanisme, ces deux définitions renvoient à un groupe soit : les Africains et leurs descendants des Amériques, des Caraïbes, d'Europe et des Antilles. Car en effet, pour ses différents concepteurs et promoteurs, le Panafricanisme est avant tout une idéologie. Né à la fin du 19^e et début 20^e siècle hors de l'Afrique de par l'activisme de descendants d'esclaves Africains⁶⁴, le Panafricanisme a pour fondement général de base, la lutte pour la reconnaissance et l'application l'égalité des peuples Noirs ainsi que leur émancipation de toute situation de domination partout dans le monde. Plus concrètement, considéré dans le contexte de la domination étrangère à laquelle est depuis longtemps soumise l'Afrique, le Panafricanisme est un mouvement de solidarité entre les peuples africains et les descendants Africains, s'inscrivant dans une lutte pour la conquête de leur autonomie et de leur autodétermination⁶⁵. Cette lutte pour l'autonomie et l'autodétermination vise à terme à promouvoir et à réaliser l'unité des peuples africains autant à l'extérieur que sur le continent africain. L'auteur Michel Kounou

⁶² Mokhtar Lakehal, *Dictionnaire de Science politique. Les 1500 termes politiques et diplomatiques pour rédiger, comprendre et répondre à un discours politique*, 2^e éd, Paris, L'Harmatan, 2005 à la p.209.

⁶³ Le nouveau Petit Robert de la langue française 2009

⁶⁴ Il est généralement reconnu à Sylvester Williams, ressortissant de Trinidad, la conception du Panafricanisme Mais plusieurs autres, par leur engagement et leur activisme pour l'autonomie et l'émancipation des peuples Noirs dans le monde en ont fait la promotion : Edward Wilmot Blyden, Langston Hughes, Marcus Aurelius Garvey, William Edward Burghardt Du Bois, George Padmore, Kwame Nkrumah, etc.. L'articulation et la promotion du Panafricanisme en tant qu'idéologie s'est déroulée essentiellement en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique lors d'une série de conférences et de congrès organisés tour à tour à Londres, Paris et New York entre 1900 et 1945. Voir entre autres : Kwame Nkrumah, Adekunle Ajala, George Padmore, Imanuel Geiss, etc.

⁶⁵ George Padmore, *supra* note 37 à la p.25.

abonde dans le même sens lorsqu'il soutient que le « Panafricanisme est une idée fondée sur l'unité politique et économique des peuples africains solidaires, tant de l'intérieur que de la diaspora ; dans le but de bâtir un État de type fédéral de même qu'un régime politique pluraliste et démocratique, sur l'ensemble du territoire ancestral. »⁶⁶ Il s'agit donc, selon Michel Kounou, d'une idéologie de résistance pour la survie des populations africaines articulée autour d'un triple refus : « refus de la domination politique et militaire étrangère consécutive à la fragmentation préméditée et systématisée, ainsi qu'au partage du territoire africain ; refus des rapports économiques et sociaux coloniaux imposés par la force et la terreur ; refus de l'aliénation morale et culturelle qui en découle sur le continent et la diaspora. »⁶⁷

Circonscriit à l'espace géographique du continent africain, le « Panafricanisme est une idéologie qui vise à réaliser l'unité ou l'unification de tout le continent africain afin de rendre à l'homme Noir, dignité, considération et respect. »⁶⁸ L'objectif à long terme est l'aboutissement à l'unité totale du continent africain, sous la forme d'un État panafricain. Et tout au long des années 1960 l'idée motrice était « l'autodétermination des territoires dépendants, préalable à une fédération d'États autonomes sur une base régionale, menant finalement à la création d'un ensemble d'États-Unis d'Afrique. »⁶⁹ En tant qu'idéologie, le Panafricanisme comporte deux dimensions qu'on pourrait qualifier de complémentaires : une dimension politique et une autre socioéconomique. Politiquement parlant, « le Panafricanisme cherche à réaliser le gouvernement des Africains par des Africains et pour les Africains, en respectant les minorités raciales et religieuses qui désirent vivre en Afrique avec la majorité Noire. »⁷⁰ Au point de vue socioéconomique, « le Panafricanisme souscrit aux objectifs fondamentaux du Socialisme Démocratique, avec un contrôle de l'État sur les moyens fondamentaux de production et de distribution. Il soutient la liberté de

⁶⁶ Michel Kounou, *supra*, note 25 à la p.101.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Kwam Kouassi, *supra*, note 34 à la p 72.

⁶⁹ George Padmore, *supra*, note 37 à la p. 27.

⁷⁰ Padmore, *supra*, note 69

l'individu dans le cadre de la loi et approuve la déclaration fondamentale de droits de l'Homme, en insistant sur les Quatre Libertés. »⁷¹ Dans son action, l'idéologie panafricaniste s'opère en trois phases cumulatives.

La première phase se déroule de 1900 jusqu'à vers 1957 avec l'indépendance du Ghana. Cette phase est celle de conscientisation des peuples Noirs sur leurs conditions d'oppression à travers le monde d'une part ; et d'autre part, le développement entre eux des liens de fraternité et de solidarité afin de faire face collectivement à cette oppression. Comme le souligne Ajala, « During this period Africans, West Indians and Americans of African descent more less discovered one another. Sharing common disabilities and increasingly aware of many common elements in their heritage, they convened conferences on an ad hoc basis, organized student groups and cultural associations, and in the later stages turned to explicit political agitation for African independence. »⁷² La prise de conscience suscitée à la phase précédente va nécessairement mener à la seconde phase qui couvre toute la période des indépendances africaines, soit de 1957 à 1991 avec la libération de l'Afrique du Sud de l'Apartheid. Durant cette période, le Panafricanisme prend désormais une dimension politique et participe à travers, justement, son action politique « within and among independent African states, in collaboration with nationalist movements from the remaining colonial territories »⁷³ au mouvement de décolonisation de l'Afrique. De manière concomitante avec la décolonisation, se posait la question de l'unité de l'Afrique, qui coïncide avec la troisième phase opératoire du Panafricanisme. En d'autres termes, le troisième et dernier stade du Panafricanisme porte sur « the achievement of genuine African unity, which is the precondition for the much-needed economic development of the African continent as well as for making the African voice in world politics both respected and effective. »

⁷¹ *Ibid.* Pour la notion des Quatre Libertés, voir la *Charte de l'Atlantique* : http://www.un.org/fr/aboutun/history/atlantic_charter2.shtml,

⁷² Adekunle Ajala, *Supra* note 36 à la p.3.

⁷³ *Supra* note 53.

⁷⁴Or, depuis la fin de la décolonisation du continent africain, le Panafricanisme n'a pas réussi à mobiliser autant d'adhésions auprès des États africains nouvellement indépendants que lors des périodes précédentes. L'idéologie a davantage fait l'objet de « plusieurs interprétations, plusieurs significations de la part des Africains eux-mêmes. »⁷⁵

Les différentes interprétations et significations dont a fait l'objet le Panafricanisme (une fois implanté sur le continent africain) peuvent se résumer aux trois courants majeurs suivants : l'unité immédiate et totale sous la forme d'un gouvernement à l'échelle continentale ; la stricte coopération intergouvernementale sur la base du respect des principes de souveraineté, d'intangibilité des frontières et d'indépendance ; et l'unité progressive à partir de blocs économiques sous régionaux⁷⁶. Nous verrons à la section suivante qu'avec le temps, l'évolution politique et socioéconomique des pays africains, des trois courants précédents, se sont finalement imposés deux conceptions du Panafricanisme : l'unité totale et immédiate ; et l'unité par étages. Il est généralement reconnu à Sylvester Williams, ressortissant de Trinidad, la conception du Panafricanisme⁷⁷. Mais plusieurs autres, par leur engagement et leur activisme pour l'autonomie et l'émancipation des peuples Noirs dans le monde en ont fait la promotion : Edward Wilmot Blyden, Langston Hughes, Marcus Aurelius Garvey, William Edward Burghardt Du Bois, George Padmore, Kwame Nkrumah, etc.⁷⁸. L'articulation et la promotion du Panafricanisme en tant qu'idéologie s'est déroulée essentiellement en Europe et aux États-Unis d'Amérique lors d'une série de conférences et de congrès organisés tour à tour à

⁷⁴Kwam Kouassi, *supra*, note 53.

⁷⁵Ba Abdoul, Bruno Koffi et Sahli Fethi, *L'Organisation de l'Unité Africaine. De la charte d'Addis-Abeba à la Convention des Droits de l'Homme et des peuples*, Paris, SILEX éditions, 1984 à la p.11.

⁷⁶*ibid.*

⁷⁷Voir notamment : Kwame Nkrumah *Africa Must Unite*; George Padmore, *Panafricanisme ou Communiste. La prochaine lutte pour l'Afrique* ; et Michel Kounou, *Le Panafricanisme : de la crise à la renaissance. Une stratégie de reconstruction effective pour le troisième millénaire* ; Adekunle Ajala, *Pan-Africanism : Evolution, Progress and Prospects*

⁷⁸*Supra*, note 58.

Londres, Paris et New York entre 1900 et 1945⁷⁹. Comme mouvement politique, le Panafricanisme doit ses principaux faits d'armes dans les luttes d'indépendances africaines et la mobilisation de la société civile et les dirigeants africains pour la construction de l'unité africaine. Partant des définitions et des manifestations soulignées précédemment, nous sommes à même de proposer maintenant une conception du Panafricanisme qui sera le fondement de notre réflexion tout au long de ce mémoire de maîtrise. Par Panafricanisme, nous entendons : la nécessité pour les États africains de mettre en commun leurs ressources humaines, matérielles et intellectuelles afin de répondre de concert aux problèmes d'intérêt commun pour les peuples africains. Cette mise en commun des ressources passe par : la coopération intergouvernementale, à l'intégration progressive de secteurs d'activités, jusqu'à l'intégration juridique complète sous la forme d'un gouvernement panafricain à l'échelle continentale.

2.3 La décolonisation de l'Afrique

Dans cette section, nous verrons comment les Africains se sont approprié l'idéologie panafricaniste et les différentes interprétations qu'ils en ont faites pour construire l'unité africaine. C'est à partir de 1945, lors du 5e congrès panafricain organisé à Manchester que l'idéal panafricaniste prend un tournant politiquement militant. Parmi les revendications formulées par les délégués présents au congrès, notons particulièrement l'autodétermination des peuples Noirs et des autres peuples assujettis : « the self-determination and independance of African peoples and other subject races from the domination of powers proclaiming sovereignty and trusteeship over them. (...) »⁸⁰, la promotion « du bien-être et de l'unité des peuples africains et ceux de leur descendance dans le monde (...) effort de coopération entre les peuples

⁷⁹*Ibid.*

⁸⁰*Ajala, supra* note 36 à la p.10.

africains et ceux qui partagent leurs aspirations. »⁸¹. L'Afrique, presque totalement sous domination coloniale européenne à l'époque, ses leaders et ses populations ont bien entendu porté une attention particulière à ces revendications. Dès lors, les Africains se sont progressivement approprié le Panafricanisme qui, « d'un mouvement passablement nébuleux, s'occupant vaguement d'un nationalisme Noir, (...) est devenu l'expression du nationalisme africain. »⁸² Ernest Gellner soutient que « le nationalisme n'émerge que dans des milieux où l'on considère comme déjà acquise l'existence de l'État. »⁸³

Or on sait qu'avant la vague d'indépendance des années soixante, la quasi-totalité des pays africains actuels étaient encore soit des colonies ou sous protectorat des puissances européennes. Pouvait-on, à partir de la de la condition étatique posée par Gellner, parler de nationalisme africain ? Nous pensons que la notion de nationalisme réfère premièrement à celle de nation. Et la nation n'est pas nécessairement assimilée à un espace géographique comme l'est au contraire l'État en droit international. Selon Gellner, « les nations sont des artefacts produits par convictions, la solidarité et la loyauté des hommes. Une simple catégorie de personnes (...) devient une nation si et quand les membres de cette catégorie se reconnaissent, avec fermeté, certains droits et devoirs mutuels, réciproquement, en vertu de leur commune adhésion. »⁸⁴ En définitive, la nation semble être le fait de deux conditions : le partage d'une même culture en tant que système d'idées, de signes, de modes de comportement ou de communication ; et la reconnaissance mutuelle d'appartenance à la même nation⁸⁵. Dans le cas de l'Afrique la condition de l'existence d'un État comme préalable à l'émergence du nationalisme ne se pose pas puisque le nationalisme africain que nous appellerons nationalisme panafricain procède du ressentiment né de la situation et de la condition de dominés dans lesquelles les peuples africains se sont trouvés

⁸¹ Kounou, *supra* note 25 à la p.118.

⁸² Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Présence Africaine, 1994 à la p.162.

⁸³ Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Éditions Payot, 1989 à la p 16

⁸⁴ *Ibid.* à la page 19

⁸⁵ *Ibid.*

historiquement. Le Panafricanisme s'est donc transformé et s'est imposé comme l'idéologie politique de lutte pour la libération de l'Afrique d'une part ; et de son unification d'autre part. Il nous apparaît que l'objectif de lutter ensemble pour libérer l'Afrique de l'emprise coloniale européenne et l'unifier par la suite représente une mission du Panafricanisme acceptée par tous les dirigeants africains. Il faut également préciser que la décolonisation et l'unification de l'Afrique sont deux objectifs complémentaires du Panafricanisme. Pour mener efficacement la lutte de libération, il fallait un minimum d'unité entre les partenaires Africains et il fallait ensuite renforcer cette unité pour consolider de manière irréversible⁸⁶, les indépendances finalement acquises.

En définitive, on peut dire que le Panafricanisme a participé, dans le contexte de la décolonisation, à l'émergence d'un impératif d'unité entre les peuples d'Afrique et entre leurs États. Désormais, l'enjeu porte sur la cristallisation de cette unité comme fondement du développement économique et sociopolitique de l'Afrique. Un objectif à réaliser à terme. Or dans toute entreprise collective, il se pose un problème d'organisation et de structure, à l'intérieure desquelles la mobilisation des ressources et l'articulation des idées seront possibles. En l'espèce, il s'est posé pour les leaders africains la nécessité de mettre en pratique l'idéologie panafricaniste, la matérialisation des idéaux de lutte, d'autodétermination, d'émancipation, d'unité africaine, etc. Dès lors, sont intervenus les débats et les divergences sur l'interprétation à donner au Panafricanisme. La longue marche de l'Afrique vers son unité est encore de nos jours le reflet de ces divisions.

⁸⁶Kwame Nkrumah, *Supra*, note 63 à la p 176.

2.4 Les différents courants du Panafricanisme et leur influence sur la construction de l'unité africaine

On a vu précédemment qu'il était difficile de donner une définition concise du Panafricanisme, la plupart des auteurs préférant se référer à ses manifestations politique, culturelle et idéologique. Dans son enracinement en Afrique, le Panafricanisme a contribué à mettre de l'avant la nécessité d'unir le continent afin de sauvegarder son indépendance une fois acquise et impulser son développement. Tout comme, en s'appropriant le Panafricanisme, les dirigeants africains l'ont interprété et articulé les uns à leur manière. Ils ne se sont pas entendus véritablement sur la forme que devait prendre l'unité africaine. Néanmoins, il semble qu'il existait, bien avant le mouvement des indépendances dans les années 1960, « un souffle d'unité qui semblait animer les nouveaux États d'Afrique Noire : réunions et conférences se multiplient à un rythme qui allait s'accélérant. »⁸⁷

Dans la même veine, Pierre François Godinec souligne que « l'idée d'unité africaine a eu ses précurseurs bien avant que Kwame Nkrumah ne publie en 1963 son livre fameux, *Africa Must Unite*, qu'elle ne trouve son expression juridique dans la charte d'Addis-Abeba et ne se concrétise notamment sous la forme d'une organisation régionale, l'Organisation de l'unité africaine (OUA). »⁸⁸ La volonté affichée de s'unir par les pays africains, pas seulement ceux d'Afrique Noire, n'a pourtant pas réussi à occulter les antagonismes et fédérer les diverses conceptions de l'unité africaine. C'est ainsi qu'à contrario, on a pu arriver « à la création de groupes tels que le Groupe de Brazzaville, le Groupe de Casablanca, le Groupe de Monrovia, etc. ; et à la division de l'Afrique en Afrique révolutionnaire d'une part et Afrique modérée d'autre part. »⁸⁹ Chaque groupe défendant une conception de l'unité africaine assez démarquée de celle des autres, on a pu distinguer les trois visions suivantes : l'unité

⁸⁷Jean Mfoulou, *supra* note 19 à la p. 15

⁸⁸Pierre François Godinec, *L'OUA trente ans après*, Paris, Karthala, 1993 à la p. 5

⁸⁹*Supra*, note 68.

immédiate et totale sur tous les plans ; la stricte coopération interétatique ; et finalement, la création de regroupements économiques sous régionaux⁹⁰. La stricte coopération interétatique étant assez proche de la coopération économique sous-régionale, les deux visions vont finalement fusionner. On assiste donc définitivement à l'affirmation de deux courants idéologiques qui vont meubler les débats sur la problématique de l'unité africaine encore de nos jours : le courant *inter-étatiste* et le courant *intégrationniste*.

2.4.1 Le courant inter-étatiste

La philosophie inter-étatiste de l'unité africaine est historiquement attribuée à un certain nombre d'États regroupés au sein d'un ensemble qu'on a appelé le Groupe de Monrovia, capitale du Libéria où le groupe a officiellement pris forme en 1961. En termes représentatifs, le courant inter-étatiste comprenait à l'origine douze anciennes colonies françaises d'Afrique centrale et de l'Ouest, soit la Communauté française d'Afrique, auxquelles se sont rajoutés : l'Éthiopie, le Nigéria, la Libye, la Sierra-Leone, la Somalie, le Togo et la Tunisie⁹¹. Dans une perspective juridique, ces États sont réputés promouvoir une vision de l'unité africaine fondée sur le principe de la coopération interétatique. Cette approche de l'unité implique donc des principes juridiques devant encadrer les relations entre les États africains : « la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États indépendants, l'égalité politique de tous les États indépendants d'Afrique, la liberté d'accepter ou de refuser des unions politiques, et le respect de l'intégrité territoriale de tous les États. »⁹² De plus, la perspective inter-étatiste de l'unité africaine met la priorité sur la coopération économique régionale. Parmi les principales propositions formulées par les experts

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Mfoulou, supra* note 19 à la p. 24.

⁹² *Nkrumah, supra* note 63 à la p. 173.

inter-étatistes on retient : la fondation d'une banque africaine de développement ; formation d'unions douanières régionales et l'établissement progressif de tarifs extérieurs communs ; l'harmonisation des politiques de développement dont : les codes et conventions d'investissement, un fond d'investissement et de garantie, l'échange d'informations économiques et la coordination des programmes de recherches ; la construction d'un réseau routier et ferroviaire entre les pays et la mise en place des lignes aériennes et maritimes communes⁹³, etc.

Quoi que toutes ces initiatives ne sauraient voir le jour sans accords politiques préalables entre les différents États, on peut affirmer sans risquer de se tromper que la démarche des partisans de l'approche inter-étatiste préconisent résolument la coopération comme voies et moyens pour arriver à l'unité africaine. De plus, cette coopération doit se faire sur une base régionale (non pas continentale) et strictement économique. Le raisonnement des défenseurs de la ligne inter-étatiste semble être le suivant : l'unité africaine a pour seul fondement, la coopération économique régionale dépourvue de toute considération politique. Or, c'est ce rejet de l'unité politique qui les distingue des tenants de l'approche intégrationniste.

2.4.2 Le courant intégrationniste

Le courant intégrationniste de l'unité africaine se réfère historiquement à un groupe d'États reconnu sous le nom du Groupe de Casablanca, ville marocaine où s'est tenue la conférence d'États africains indépendants suivants du 3 au 7 janvier 1961 : Ghana, Libye, Mali, Égypte, Maroc, Guinée ainsi que le F.L.N ou Front de Libération Nationale représentant l'Algérie encore sous domination coloniale française⁹⁴. Historiquement, ces États sont reconnus militer pour une vision juridique de l'unité africaine fondée sur l'unité politique des États africains. Réunis pour discuter de la

⁹³*Ibid.* à la p. 174.

⁹⁴Nkrumah, *supra* note 63 à la p. 171.

situation conflictuelle au Congo (République démocratique du Congo) et l'incapacité des Nations-Unies à la régler⁹⁵, les chefs d'État Africains adoptèrent la *Charte africaine de Casablanca* qui établissait : une Assemblée consultative africaine permanente ; un comité économique constitué des ministres des affaires économiques ; un comité politique comprenant les chefs d'États ; un comité culturel avec les ministres de l'enseignement public ; un haut-commandement africain composé des chefs d'États-majors des pays indépendants⁹⁶.

Au niveau économique, le courant intégrationniste proposait : la suppression des barrières douanières dans un délai de 5 ans à partir du 1^{er} janvier 1962 ; un système de quotas et de traitement préférentiel ; la création d'un Conseil de l'unité économique africaine ; une banque africaine pour le développement ; la réalisation de lignes aériennes et maritimes communes⁹⁷. Kwame Nkrumah précise que les chefs d'États ou leurs représentants devaient se rencontrer sur une base régulière « en vue d'assurer la défense commune de l'Afrique en cas d'agression contre toute partie du continent, et de sauvegarder l'indépendance des États africains. »⁹⁸ Toujours selon Nkrumah, la conférence de Casablanca concluait sur un appel à l'unité de tous les pays africains indépendants « pour la consolidation des libertés africaines et la construction de l'unité et de la sécurité du continent... »⁹⁹ en ce sens, il fit lui-même la remarque suivante à ses confrères :

Je ne vois comment les États d'Afrique seraient en sécurité si leurs chefs, dont nous-mêmes, n'avons pas la conviction profonde que le salut de l'Afrique est dans l'unité (...), car l'union fait la force, et je le constate, les États africains doivent s'unir, ou alors se vendre aux impérialistes et

⁹⁵*Ibid.*

⁹⁶Kwame Nkrumah, *supra*, note 94

⁹⁷*Ibid.*

⁹⁸*Ibid.*

⁹⁹*Ibid.*, à la p.172.

aux colonialistes pour une assiette de soupe, ou encore se désintégrer individuellement.¹⁰⁰

Comme on peut le constater, la priorité pour les promoteurs de la tendance intégrationniste de l'unité africaine est l'union politique des États africains. Pour ces États, il apparaît que seule leur unité politique pourra d'une part consolider leurs indépendances par rapport aux puissances coloniales étrangères; et d'autre part créer les conditions matérielles nécessaires pour le développement économique de l'Afrique. Nous dirons donc que la logique intégrationniste considère la question de l'unité africaine comme un moyen et une fin en même temps : les États africains ne pourront se développer économiquement tant qu'ils n'auront pas au préalable conquis leur indépendance à travers l'unité politique. En définitive, il nous apparaît que pour les intégrationnistes, l'unité africaine trouve son fondement dans l'union politique et socio-économique des États africains.

À bien y regarder, on peut remarquer que les deux conceptions, inter-étatiste et intégrationniste, de l'unité africaine ne sont pas diamétralement opposées. Kwame Nkrumah souligne bien cette remarque en affirmant que malgré « la différence de vues très réelle entre les ces deux groupes au sujet du problème vital de l'unité, on ne peut dire qu'il y avait entre eux de division insurmontable. »¹⁰¹ Car au fond, les deux groupes visent le même objectif, une forme d'unité et ils proposent, au plan économique, sensiblement la même chose : suppression des tarifs douaniers ; création d'une banque africaine pour le développement ; création de lignes de communications maritimes et aériennes, etc. Le point de rupture ne se situe pas, à notre avis sur le fond, c'est-à-dire l'unité continentale, mais davantage sur la forme que doit prendre cette unité et la manière d'y parvenir. Pendant que certains préconisent la coopération économique et s'y limitent, d'autres prônent comme préalable la conquête de l'unité

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Kwame Nkrumah, *Ibid.* aux pp 174-175

politique qui posera ensuite les fondements du développement économique¹⁰². C'est ce que traduit Abdou Diouf ancien Président du Sénégal et aujourd'hui Secrétaire générale de la francophonie, qui estime que le régionalisme en Afrique s'est historiquement caractérisé par un double mouvement : « le rêve panafricain porté par les plus grandes figures des luttes de libération nationale et incarné par la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963, et la reconnaissance d'un principe de réalité voulant que l'on se préoccupe de la coopération au sein des différentes parties du continent »¹⁰³. C'est sur la base de cette division idéologique entre inter-étatistes d'une part et intégrationnistes d'autre part que débute la poursuite de l'unité africaine dans la des OIA et ce, à travers la création de l'Organisation de l'unité africaine le 25 mai 1963.

¹⁰²*Supra*, à la p. 172.

¹⁰³ Abdou Diouf, « Afrique : l'intégration régionale face à la mondialisation » (2006) 40 *Politique étrangère*, 786

CHAPITRE III

LE PANAFRICANISME DANS LA PRATIQUE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE (OUA)

Nous montrerons notamment dans ce chapitre que, selon les principes qui devaient encadrer son action, les objectifs qui lui étaient assignés, l'OUA ainsi que son action étaient fondées sur la vision inter-étatiste de l'unité africaine. Nous verrons que l'approche inter-étatiste repose sur la coopération interétatique des États africains et ce, à travers la coordination et l'harmonisation de leurs politiques dans plusieurs domaines d'activité. *Modus operandi* de l'OUA, le principe de coordination et d'harmonisation a graduellement incorporé une pratique juridique orientée davantage vers l'intégration régionale, particulièrement en ce qui concerne le développement économique de l'Afrique.

3.1 La création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)

Malgré leur arrivée en rangs dispersés dans la capitale éthiopienne en mai 1963, on peut penser que la conférence d'Addis-Abeba traduisait une double volonté. Premièrement, il était question (de tenter) de rapprocher les différentes conceptions de l'unité africaine qui opposaient jusque-là les États africains, inter-étatistes et intégrationnistes, telles qu'étudiées précédemment. Deuxièmement, l'heure était venue de donner une dimension à la fois juridique et institutionnelle ainsi qu'une envergure continentale à la dynamique de l'unité africaine qui soufflait sur le continent et animait la diplomatie africaine depuis 1958 à l'initiative du Ghana. La sanction des travaux de la première conférence panafricaine d'Addis-Abeba intervient par l'adoption et la signature de la Charte de l'OUA, constituant par le fait même, « une Organisation dénommée l'ORGANISATION DE L'UNITÉ

AFRICAINNE. »¹⁰⁴ L'OUA est ainsi la première organisation interafricaine ayant une portée juridique continentale. La dimension juridique continentale de l'OUA s'explique de deux façons essentiellement : la participation à la conférence fondatrice d'Addis-Abeba et l'adhésion au texte final. Au niveau de la participation à la conférence, on constate que du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest en passant par l'Afrique centrale ; anglophone, francophone, lusophone et arabophone ; l'Afrique dans toutes ses sensibilités linguistiques et culturelles fut représentée dans la capitale éthiopienne.

Quant à l'adhésion au texte final, non seulement toutes les parties présentes à la conférence signèrent la Charte de l'OUA, celle-ci dispose par ailleurs à son article 1.2 que l'organisation ainsi créée « comprend les États africains continentaux, Madagascar et les îles voisines de l'Afrique. »¹⁰⁵ De plus, étant donné la situation géopolitique de l'Afrique en 1963 avec une bonne partie du continent encore sous l'emprise coloniale, la Charte prévoit que « Tout État africain indépendant et souverain peut devenir membre de l'Organisation. » (art.4) L'accession à la qualité de membre est cependant soumise à deux conditions : l'État indépendant et souverain doit au préalable adhérer à la Charte en notifiant le Secrétariat général de l'OUA de sa volonté (art.28.1) ; ensuite, recevoir la reconnaissance de ses pairs à travers le soutien favorable de la simple majorité des États membres de l'Organisation (art.28.2). Ces différentes dispositions ont fait en sorte qu'à la dissolution de l'OUA en 2002, tous les pays africains en étaient membres à l'exception du Maroc pour les raisons que nous avons évoquées plus tôt. C'est donc dire que tous ces États, 53 en 2002, ont adhéré à la conception de l'unité africaine qu'entendait réaliser l'OUA. Il s'agit essentiellement de la coopération interétatique classique entre les États dans le cadre d'une organisation internationale.

¹⁰⁴ *Charte de l'OUA, ibid.* à l'art 1.1

¹⁰⁵ *Charte de l'OUA, ibid.* à l'art 1.2

3.2 La coopération interétatique, fondement juridique de l'action de l'OUA

La Charte de l'OUA est manifestement le reflet de cette vision de l'unité prônée et adoptée par la majorité des États africains bien avant et pendant la conférence d'Addis-Abeba en 1963. Le préambule de la Charte traduit de manière générale, les fondements idéologiques ainsi que juridiques à la base de la création de l'OUA. On constate notamment que les dirigeants africains réunis dans la capitale éthiopienne ont tôt fait de comprendre que l'unité qu'ils chérissaient tant n'était pas possible si une bonne partie du continent était encore sous domination coloniale. Cette conscience est bien traduite aux paragraphes 1 et 6 du préambule. Ceux-ci affirment d'une part l'adhésion des dirigeants africains au droit des peuples à l'autodétermination « convaincus du fait que les peuples ont le droit inaliénable de déterminer leur propre destin; » (par. 1) et d'autre part, leur engagement à prévenir toute forme de recolonisation de l'Afrique « fermement résolus (...) à combattre le néo-colonialisme sous toutes ses formes ; » (par. 6). Toujours selon le préambule, il semble que le chemin de l'autodétermination et de la libération totale de l'Afrique s'appuie sur une logique de coopération interétatique en trois points.

Premièrement, les États africains ont estimé nécessaire de mettre en commun les ressources du continent pour le « progrès général de nos peuples dans tous les domaines de l'activité humaine ; » (par. 3). Cela devait avoir pour effet d'éviter aux dirigeants nouvellement aux commandes de leurs peuples de dépendre de la charité des anciennes puissances coloniales et de leur mainmise sur les affaires de l'Afrique. Conscients que l'Afrique regorge suffisamment de ressources pour se développer et assurer le bien-être de ses peuples sans avoir recours à l'assistance extérieure, les chefs d'États africains commandaient l'engagement de tous et de chacun au service du continent. Deuxièmement, il fallait développer une coopération interétatique adaptée au contexte de l'Afrique postcoloniale et qui devait permettre de stimuler et de renforcer « la compréhension entre nos peuples et la coopération entre nos États

(...), vers la consolidation d'une fraternité et d'une solidarité intégrées au sein d'une unité plus vaste qui transcende les divergences ethniques et nationales » (par. 4). En effet, au moment d'accéder à l'indépendance, les dirigeants africains reconnaissaient qu'au-delà de la commune volonté de libérer définitivement l'Afrique, beaucoup de différences les séparaient les uns des autres ne serait-ce qu'aux points de vue culturel, linguistique, des contextes politiques et économiques internes, des différences d'affinité avec les puissances coloniales ainsi que du poids variable de la colonisation d'une région à l'autre. Bref, il apparaissait nécessaire de se rapprocher au préalable, apprendre à se reconnaître les uns dans les autres, de panser les plaies communes et d'apprendre à vivre ensemble.

Troisièmement, par la création d'institutions de coopération interétatique : « Désireux de voir tous les États africains s'unir, désormais, pour assurer les liens entre nos États en créant des institutions communes et en les renforçant ; » (par. 9). Tels sont, selon l'esprit de la Charte de l'OUA, les paramètres de coopération qui animent la poursuite de l'objectif de l'unité africaine. Au final, la Charte stipule que les États africains fondent leur coopération interétatique sur la base juridique de la Charte de l'ONU et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme puisque leurs « principes, auxquels nous réaffirmons notre adhésion, offrent une base solide pour une coopération pacifique et fructueuse entre nos États ; » (par. 8).

Or l'Organisation des Nations Unies est fondamentalement une organisation internationale de coopération définie comme une organisation « ayant pour but de favoriser la coordination des activités des États membres dans un domaine spécifique afin d'atteindre des objectifs d'intérêt commun sans transfert de souveraineté »¹⁰⁶. S'inspirant donc de l'exemple conventionnel qu'offre la Charte de l'ONU, la base juridique de l'Organisation de l'unité africaine repose sur la coopération interétatique telle que révélée par un certain nombre de principes formulés dans son traité. Au

¹⁰⁶ Jean Salmon, dir., *Dictionnaire de Droit international Public*, Bruxelles, Bruylant, 2001

terme de l'article 3 de la Charte, les États membres de l'OUA sont appelés à observer plusieurs principes. Il est notamment question de l'égalité souveraine de tous les États membres ; (art.3.1). Cette règle vise à assurer à tous les États membres, petits et grands, puissants et faibles une jouissance égale des avantages et prérogatives reliés à la qualité de membre. D'ailleurs, la Charte confirme cette tendance en affirmant que tous « les États membres jouissent des mêmes droits et ont les mêmes devoirs. » (Art.5). La non-ingérence dans les affaires intérieures des États membres s'impose à tous ; (art.3.2). L'interdiction de s'ingérer dans les affaires des États concernent autant l'Organisation créée par la Charte que les États parties. Concernant l'Organisation, fondée sur la base de la coopération interétatique, il lui est interdit de s'immiscer dans les affaires purement internes de ses États membres.

Cette interdiction est formellement posée dans la Charte de l'ONU en vertu de l'article 2, paragraphe 7 qui stipule que : « aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de de la présente Charte ; (...). »¹⁰⁷ Par rapport aux États membres de l'OUA, l'interdiction de se mêler des affaires intérieures des autres États peut s'expliquer par la volonté de développer des relations de bon voisinage et amicales et ainsi assurer une certaine cohésion africaine.

De plus, pendant la période coloniale, le partage de l'Afrique entre les puissances européennes n'a pas toujours tenu compte de la diversité culturelle des populations qu'elles avaient maintenues sous domination. Dès lors, au moment des indépendances, certains groupes culturels se sont retrouvés éparpillés dans plusieurs pays différents, leur conférant souvent le statut de groupe minoritaire. Dans le schéma voulu de l'unité africaine, il apparaît, selon nous, important de prévenir toute tentative

¹⁰⁷ *Charte des Nations Unies*, 26 juin 1945, R.T. Can. n° 7.

éventuelle d'un État membre d'intervenir dans les affaires d'un autre État membre soit pour protéger telle ou telle minorité, ou même de juste influencer la politique intérieure de cet État. De plus, il est prescrit de respecter la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque État et son droit inaliénable à une existence indépendante ; (art.3.3). On peut dire de cet article, à travers la notion du *respect de la souveraineté*, qu'il fait échos aux deux principes précédents. D'une part, il réaffirme l'égalité des États et la jouissance égale de leur qualité de membre ; d'autre part, il sacralise l'exclusivité des États membres dans la gestion de leurs affaires intérieures.

Cependant, on remarque que l'article 3.3 étend le respect de la souveraineté des États aux notions d'intégrité territoriale et de droit à une existence indépendante. En posant le principe du respect de l'intégrité territoriale de chaque État, nous croyons que les rédacteurs de la Charte ont voulu prévenir les différends frontaliers potentiels entre les États africains en consolidant chacun dans ses limites territoriales héritées de l'ère coloniale. Contrairement à certains analystes qui estiment que le rêve d'une Afrique unie s'est éteint par l'inclusion du respect de l'intégrité territoriale dans la Charte, nous y voyons une approche préventive et visionnaire à long terme. Car, pensons-nous, une fois les indépendances complètement acquises et considérant les tracés souvent arbitraires des frontières des États africains, les conflits généralisés sur les délimitations des territoires nationaux en Afrique auraient constitué un obstacle encore plus important pour l'unité africaine.

Certes, l'on ne peut nier le fait que malgré le principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation que pose la Charte, des disputes frontalières ont bel bien eu lieu en Afrique et d'autres sont encore d'actualité (Cameroun vs Nigeria ou Cote d'Ivoire vs Guinée par exemple). Il faut cependant reconnaître que ces conflits sont généralement contrôlés en ce sens qu'ils ne donnent pas nécessairement lieu à des guerres mais sont le plus souvent réglés par des moyens pacifiques de règlement des différends. Quant au droit inaliénable à une existence indépendante, il renvoie

inévitablement au droit des peuples à déterminer leur propre destin, droit affirmé par la Charte dès le préambule. Au point de vue de l'unité africaine, cela signifie aussi qu'aucun État ne peut entrer dans tel ou tel projet d'intégration, d'union politique ou économique que par sa propre volonté. Il lui revient aussi de choisir son orientation économique et politique. Toute tentative d'intégration ou d'union forcée est *de jure* implicitement condamnée. Nous verrons d'ailleurs ultérieurement que ce droit à une existence indépendante est reformulé implicitement dans certaines constitutions africaines qui prévoient que tout accord d'union ou d'intégration doit au préalable être soumis au peuple par référendum ou par un vote de l'Assemblée nationale.

On ne peut ignorer, entendu comme un des principes généraux du droit international, le règlement pacifique des différends, (art. 3.4). La coopération interétatique implique nécessairement l'emploi d'autres moyens que la violence ou la menace d'user de la violence dans les relations interétatiques. La construction de l'unité africaine obéit obligatoirement à cet impératif. C'est pourquoi la Charte de l'OUA interdit implicitement le recours ou la menace de recourir à la violence dans les relations entre ses États parties et prescrit les négociations, la médiation, la conciliation et l'arbitrage comme moyens de règlement des différends. On se souvient qu'au moment de l'adoption de la Charte en 1963, une partie du territoire africain luttait encore pour son indépendance et même que dans certains pays déjà indépendants, continuaient à exister des partis politiques ou des mouvements de libération nationale. D'où la condamnation des assassinats politiques ainsi que des activités de subversion.

De fait, les assassinats politiques et les activités subversives, qu'ils soient le fait des États africains ou d'acteurs extérieurs, sont incompatibles avec l'objectif de l'unité africaine. D'ailleurs, l'unité commande le dévouement, sans réserve, à la cause de l'émancipation totale de l'Afrique de toute forme de domination étrangère (art.3.6). On comprend que cet article vise en effet à favoriser et encourager la libération totale de l'Afrique des affres de la colonisation, libération sans laquelle l'idée de l'unité

africaine ne serait pas possible. De plus, considérant le préambule de la Charte, le droit des peuples de choisir leur propre destin se veut le fondement à la fois idéologique et juridique de l'unité africaine. De toute évidence, il ne pouvait en être autrement. Certains peuples africains ont participé aux deux Guerres mondiales pour défendre les droits et libertés des mêmes puissances européennes qui les tenaient pourtant en états de peuples colonisés un peu partout en Afrique. Il est apparu aux yeux des peuples africains, moralement injuste de se battre pour des principes et des idéaux auxquels ils n'aient pas eux-mêmes droit. En ce sens, il nous apparaît que l'engagement pris par les dirigeants africains à Addis-Abeba d'éliminer le colonialisme et le néo-colonialisme en Afrique sur toutes leurs formes commandait une politique africaine de non alignement à l'égard de tous les blocs idéologiques dominants de l'époque (art.3.7).

L'Afrique indépendante se voulait non seulement une Afrique décolonisée, mais surtout une Afrique débarrassée de toute emprise idéologique externe. Il s'agissait à notre avis de promouvoir et de bâtir une Afrique libre de déterminer et de développer ses propres courants de pensée, son modèle de développement politique et socioéconomique basé sur son histoire, ses civilisations, ses cultures, etc. Maurice Glélé Ahanhanzo souligne d'ailleurs dans cette logique que le dévouement à la cause de l'émancipation totale de l'Afrique fut le principal point de focalisation et de consensus à la conférence d'Addis-Abeba. Et en ce sens, il précise que la « libération politique de l'Afrique deviendra l'objectif premier de l'action de l'OUA. »¹⁰⁸ Ce qui traduit à notre avis l'esprit de la Charte de l'OUA : unir les forces pour la lutte de libération totale de l'Afrique dans un premier temps ; et en suite s'unir dans un bloc continental fort et prospère pour le développement l'Afrique et le bien-être de ses populations. On peut d'ailleurs percevoir cette tendance au niveau des objectifs de l'OUA.

¹⁰⁸Maurice Glélé-Ahanhanzo, *Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et aux organisations régionales africaines*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1986 à la p. 27.

3.3 L'unité africaine, condition de l'indépendance et du développement économique.

Les objectifs d'une organisation internationale sont les raisons qui ont mené à la création de celle-ci. Ces raisons peuvent être de court, moyen ou de long terme. Elles sont soit économiques, soit sociales, soit politiques, soit toutes en même temps. Dans le cas de l'Organisation de l'unité africaine, ces objectifs sont d'abord perceptibles dans le préambule et davantage clarifiés à l'article 2 de la Charte. Selon l'Ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, les buts de l'OUA peuvent se résumer, dans l'immédiat, en la liquidation du colonialisme et, à long terme, en la construction de l'unité africaine¹⁰⁹. Concernant la construction à long terme de l'unité africaine, on constate en effet que l'OUA est commise au renforcement de l'unité et de la solidarité des États africains, (art.2.1a). L'objectif de *renforcer* l'unité des États africains laisse entendre que dans l'esprit des rédacteurs de la Charte, l'unité africaine existait déjà, il ne manquait plus que sa matérialisation sous une forme juridique voire, institutionnelle. D'ailleurs, comment en serait-il autrement considérant la ferveur qui balaya le continent africain avant la conférence d'Addis-Abeba en faveur de l'unité ?

Le renforcement de l'unité des États africains s'accompagne au sein de l'OUA, par l'objectif de coordonner et d'intensifier leur coopération ainsi que leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique, art.2.1b). À notre avis, le but ici est de mettre en commun les ressources (coopération) et de coordonner les efforts qui seront déployés çà et là par les États africains dans l'optique d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. Or, ces objectifs ne sont que de simples vœux si les États africains ne jouissent pas du plein exercice de leurs prérogatives étatiques. D'où la nécessité immédiate de combattre et d'éradiquer le colonialisme en Afrique. C'est pourquoi d'une part, l'OUA est appelée à défendre la

¹⁰⁹Boutros Boutros-Ghali, *L'Organisation de l'Unité Africaine*, Paris, Librairie Armand Collin, 1969 à la p.23.

souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses États membres, (art.2.1c) ; et d'autre part, à éliminer, sous toutes ses formes, le colonialisme en Afrique (art.2.1d). La défense de la souveraineté des États africains, de leur intégrité territoriale et de leur indépendance nouvellement et dans certains cas chèrement acquises, visait à consolider ces derniers dans leur tout nouveau statut d'États indépendants et éviter que, encore fragiles, ils ne retombent dans les travers de la domination étrangère. Quant à l'objectif d'éliminer le colonialisme sous toutes formes, il s'agit premièrement de lutter par tous les moyens aux cotés des territoires africains encore sous domination afin de parachever leur indépendance ; et deuxièmement, de se mettre au service de la seule Afrique et non des intérêts d'anciens colonisateurs.

On peut donc dire que les buts de l'OUA se résument en la construction progressive de l'unité africaine. Car, l'Afrique ne peut s'unir sans aucune forme de collaboration entre ses parties ; elle ne peut s'unir pendant que ses peuples meurent dans la misère, ni tant que certains de ses territoires seraient encore occupés par les colonisateurs ; l'Afrique ne peut encore moins s'unir si ses fils et filles, au lieu d'être pleinement à son service, veillent plutôt à la sauvegarde et la promotion des intérêts étrangers. Cela dit, pour parvenir à l'unité africaine, les États africains réunis au sein de l'OUA depuis 1963 ont privilégié la coopération interétatique comme fondement de leur action collective.

Cette stratégie est clairement définie à l'article 2.2 de la Charte qui stipule que les États doivent coordonner et harmoniser leurs politiques générales, et en particulier : en matières de politique et diplomatie ; d'économie, des transports et communications ; d'éducation et culture ; de santé, d'hygiène et nutrition ; des sciences et technologies ainsi que de défense et sécurité. Notons que dans ces domaines privilégiés de coopération interafricaine instituée par l'OUA un nombre important de traités, conventions, chartes, déclarations, etc. a été adopté. Soulignons

entre autres : la *Convention générale des privilèges et immunités de l'OUA*¹¹⁰ ; la *Convention Phytosanitaire pour l'Afrique*¹¹¹ ; la *Convention africaine établissant un programme interafricain de coopération technique*¹¹² ; la *Charte culturelle de l'Afrique*¹¹³ ; le *Traité instituant la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja)*¹¹⁴ ; la *Charte africaine du transport maritime*¹¹⁵ ; *Constitution de la Commission africaine de l'Aviation civile*¹¹⁶ ; *La Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples*¹¹⁷ ; etc. Toutes ces initiatives juridiques contribuent à enrichir le droit international africain en particulier, et surtout, à poser des repères dans la construction progressive d'une société africaine en paix, unie et prospère.

Nombre d'observateurs estiment que ce sont les principes et les objectifs incorporés dans la Charte de l'OUA qui freinent la réalisation de l'unité africaine. Ainsi, le projet d'unité africaine était déjà compromis dans le texte de la Charte qui constitue ni plus ni moins une opposition à une unité véritable du continent. Ils mettent l'accent principalement sur les principes suivants : l'égalité souveraine des États; le respect des frontières héritées de la colonisation; la non-ingérence dans les affaires des États membres. Les critiques remettent aussi en question l'objectif de l'OUA de défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance des États membres.

¹¹⁰La *Convention générale des privilèges et immunités de l'OUA*, 25 octobre 1965, Accra, RTUA en ligne : <http://au.int/en/treaties>, consultée le 22 février 2012

¹¹¹La *Convention Phytosanitaire pour l'Afrique*, 13 septembre 1967, Kinshasa, RTUA en ligne : <http://au.int/en/treaties>, consultée le 22 février 2012

¹¹²*Convention africaine établissant un programme interafricain de coopération technique*, 1^{er} août 1975, Kampala, RTUA en ligne : <http://au.int/en/treaties>, consultée le 22 février 2012

¹¹³*Charte culturelle de l'Afrique*, 5 juillet 1976, Port Louis, RTUA en ligne : <http://au.int/en/treaties>, consultée le 22 février 2012

¹¹⁴*Traité d'Abuja*, *Supra*, note 8

¹¹⁵*Charte africaine du transport maritime*, Addis-Abeba, 5 décembre 1993, RTUA en ligne : <http://au.int/en/treaties>, consultée le 22 février 2012

¹¹⁶*Constitution de la Commission africaine de l'Aviation civile*, Addis-Abeba, 17 janvier 1972, RTUA en ligne : <http://au.int/en/treaties>, consultée le 22 février 2012

¹¹⁷*Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples*, Nairobi, Kenya, 1^{er} juin 1981, RTUA, en ligne : http://www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_Conventions_fr/Charte%20Africaine%20des%20Droits%20de%20l%20homme%20et%20des%20Peuples.pdf, consultée le 22 février 2012

Selon ces critiques, les principes et l'objectif ci-haut mentionnés ont tôt fait d'amputer l'OUA de tout pouvoir de décision ou de contrainte à l'égard de ses membres. En ce sens, disent-ils, l'OUA n'était pas dans les textes comme dans les faits un instrument au service de l'unité continentale, mais plutôt un cadre de coordination de la lutte contre le colonialisme. Paradoxalement, soulignent-ils, l'OUA avait pour ambition de consolider les cadres étatiques légués par la colonisation. Les principes et objectifs de l'OUA consacrent la vision du groupe de Monrovia résolu à assurer la primauté de l'État nation au détriment de l'unité africaine. Finalement, alors que conçue pour réaliser l'unité de l'Afrique, l'OUA n'était pas une organisation de l'unité et n'avait en fait d'unité que le nom¹¹⁸. Si ces remarques apparaissent, à la vue de l'évolution historique de l'OUA, amplement justifiées, il nous semble nécessaire de les nuancer, voire de proposer une relecture des termes de la Charte.

Premièrement, il nous semble que l'OUA et la Charte qui l'a constituée représentent un *compromis nécessaire* entre les deux visions de l'unité africaine qui se sont opposées à Addis-Abeba en 1963. Le compromis est certainement plus favorable à la tendance inter-étatiste qui par ailleurs était très majoritaire à la conférence. À défaut de créer une institution dotée d'un réel pouvoir décisionnel et contraignant, les conférenciers d'Addis-Abeba se sont entendus sur le strict minimum nécessaire pour ne pas retourner chez eux encore plus divisés qu'au début de leurs travaux. D'ailleurs, Boutros-Ghali rappelle à ce titre que l'Empereur éthiopien Haile Sélassié avait averti ses confrères qu'il serait honteux qu'ils se séparent sans au préalable avoir créé quelque chose¹¹⁹. Et ce quelque chose fut l'Organisation de l'unité africaine, une institution sans réels pouvoirs et devant servir de forum à ses membres pour discuter des problèmes de l'Afrique.

¹¹⁸Voir notamment : Maurice Kamto, J-F Godinec, Michel Kounou, Jean Mfoulu, Ahmed Ghadi

¹¹⁹*Boutros-Ghali, ibid.* à la p.20

Deuxièmement, comment aurait-il été possible d'unir politiquement l'Afrique en 1963 lorsqu'une partie substantielle de son territoire était encore sous domination coloniale? Kwame Nkrumah lui-même, n'admettait il pas que l'Afrique ne pourrait se développer si quelques parties de son territoire souffraient encore de misères de la colonisation? La voie privilégiée a été celle de libérer d'abord l'Afrique et ensuite réaliser son unité. Si les principes de l'OUA et certains de ses objectifs ne cadrent pas avec l'idéal de l'unité africaine, entendue au sens de l'intégration politique et économique, c'est justement parce qu'elle n'était pas conçue pour réaliser cette intégration. À notre avis, l'OUA devait servir d'instrument de réhabilitation progressive de l'Afrique et de ses peuples.

Elle devait permettre aux Africains de se Redécouvrir, de Réapprendre à vivre et à travailler ensemble; de prendre conscience de leur existence, de leur proximité les uns des autres et de la similitude de leurs conditions d'existence; de permettre aux nouveaux dirigeants de mesurer l'ampleur des aspirations de leurs peuples et les défis auxquels ferait face l'Afrique libérée; finalement, d'harmoniser leurs vues quant aux voies et moyens à mettre en œuvre pour répondre à ces défis multiformes. Et parmi ces voies et moyens, se pose la question de l'unité continentale. Nous reconnaissons à l'OUA, et c'est là sa fonction principale, d'avoir initié ce processus de réhabilitation progressive de l'Afrique, processus devant aboutir à long terme à l'unité du continent.

Certaines initiatives mises de l'avant par l'OUA nous portent à penser que la coopération et le développement économiques de l'Afrique sont les bases sur lesquelles devrait se construire son unité. L'article 2 de la Charte dans ses paragraphes 1(b) et 2(b) soulignent d'ailleurs l'importance de la coopération économique comme pilier de l'unité africaine. Cela s'observe particulièrement dans la place prépondérante que les questions de coopération et de développement économiques occupent dans les ordres du jour des assemblées de la Conférence des

chefs d'États et de gouvernement¹²⁰. Lors de la première assemblée tenue du 22 au 25 mai 1963 à Addis-Abeba, plusieurs résolutions furent d'adoptées. Parmi celles-ci, notons la résolution portant sur la coopération dans le domaine économique¹²¹ qui semble indiquer que la libération coloniale et le développement économique de l'Afrique sont deux notions inséparables et intrinsèques de l'objectif de l'unité africaine.

3.4 L'OUA et la question du développement économique de l'Afrique.

Il apparaît que l'Afrique ne peut se développer tant et aussi longtemps qu'elle serait soumise à une quelconque forme de dépendance. Dans ce cas, sa décolonisation progressive devait bien entendu aboutir à l'indépendance politique, mais aussi et surtout poser les fondements du développement économique de l'Afrique. Or la résolution portant sur la coopération économique en Afrique faisait déjà le constat en 1963 que le continent dans son ensemble était trop dépendant de l'exportation de ses matières premières. Cette situation inquiète bien évidemment les dirigeants africains

¹²⁰ A noter que l'étude des principales résolutions adoptées lors des différentes Assemblées générales de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement tend à montrer que les questions de libération du continent donc, l'Apartheid en Afrique du Sud, ainsi que le conflit israélo-palestinien ont largement été au centre des préoccupations de l'OUA. Ce qui amène Boutros Boutros-Ghali à dire que le fait d'avoir mis au premier rang de ses préoccupations la lutte armée pour accélérer la décolonisation du continent a amené l'OUA à reléguer au second plan les problèmes de développement, de coopération et d'intégration. L'auteur nuance cependant son propos en reconnaissant à la lutte anticoloniale et anti-apartheid une force mobilisatrice et un attrait plus considérable (à l'époque) que les questions de sous-développement. Op.cit. page 135. De plus, soulignons que durant les années 70 à 80, il a beaucoup été question de conflits en Afrique. Des conflits frontaliers en particulier ainsi que des crises intra étatiques à savoir : les coups d'État, les guerres civiles ainsi que le problème insoluble des rebellions. L'OUA s'est donc attelée à résoudre, ou du moins, à chercher des solutions à ces conflits et crises. Voir l'ensemble des résolutions adoptées par l'Assemblée de l'OUA en ligne : <http://www.au.int/en/decisions/assembly>

¹²¹ Résolution CIAS/Plen.2/Rev.2, Première Conférence des États et de gouvernement des pays africains indépendants, Addis-Abeba, 22-25 mai 1963, Éthiopie. En ligne : http://www.au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_EN_22_25_MAY_1963_ASSEMBLY_HEADS_STATE_GOVERNMENT_FIRST_ORDINARY_SESSION.pdf, consultée le 22 février 2012.

qui sont d'ailleurs concernés par la fluctuation, voir la détérioration du prix des matières dans les marchés mondiaux, un fait qui échappe bien entendu à leur contrôle. Et pour faire face au problème de l'extraversion des économies africaines les dirigeants africains ont estimé impératif de développer et renforcer les échanges économiques à l'intérieur du continent. Pour cela, il est nécessaire d'éliminer les barrières commerciales entre les États africains, ce qui par conséquent renforcerait leurs économies respectives. De plus, le développement économique de l'ensemble africain devrait servir à éliminer l'aide économique extérieure dans la mesure où celle-ci est conditionnelle et menace la souveraineté des États africains.

Dans cette optique donc, les Chefs d'État et de gouvernement décident, en attendant la mise en place d'une Commission économique de l'OUA, de mettre sur pied un comité économique préparatoire pour étudier et partager avec les États membres ses conclusions sur la coopération économique en Afrique. Les principaux domaines sur lesquels devait se pencher le Comité économique préparatoire comprennent : a) la possibilité d'établir une zone de libre-échange entre les États africains ; b) l'établissement d'un tarif extérieur commun en Afrique pour protéger les industries émergentes et la constitution d'un fond de stabilisation du prix des matières premières ; c) la restructuration du commerce international ; d) les voies et moyens pour développer le commerce et les échanges entre les pays africains ; e) les moyens pour la coordination du transport interafricain dont la construction des routes , la création des compagnies aériennes et maritimes africaines ; etc. En somme, il s'agit pour l'OUA et ses États membres de travailler à réaliser l'objectif qu'ils s'étaient assignés dans la Charte, soit de coordonner et d'intensifier leur coopération et leurs efforts en vue d'améliorer les conditions de vie des peuples d'Afrique. Dans ses travaux, le Comité économique préparatoire aboutit à des conclusions et formule surtout des recommandations quant aux moyens d'entreprendre le développement économique de l'Afrique.

Tenue du 5 au 9 novembre 1966 à Addis-Abeba, la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, dans sa résolution portant sur la coopération économique et sociale rappelle l'importance attribuée par la Charte de l'OUA à la coopération économique et sociale. Elle souligne au Conseil des Ministres, le besoin de considérer plus que jamais les défis ainsi que les perspectives de la coopération économique et sociale en Afrique. De plus, la Conférence reconnaît les contributions faites par diverses expériences africaines en matière de coopération économique et sociale pour l'intégration du continent telle qu'appelée par la Charte¹²². Il est à noter ici que la Charte de l'OUA ne fait aucune référence, ni explicite ni implicite, à l'intégration régionale en Afrique. Cela dit, la Conférence décide d'instruire un comité chargé de détailler les différents aspects de la coopération économique, sociale et culturelle en Afrique et de recommander toute action pour permettre d'accélérer le processus d'intégration dans ces domaines¹²³.

Les questions de coopération et de développement économiques de l'Afrique vont resurgir dans les discours et les résolutions de l'OUA à la fin des années 1970, avec un accent particulier mis sur les moyens autonomes de développement. C'est le cas de la Déclaration de Monrovia en 1979, portant l'engagement des Chefs d'États et de gouvernement de l'OUA sur les directives et mesures relatives à un développement socioéconomique autosuffisant et pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial¹²⁴. Selon les termes de ladite déclaration, les États africains s'engagent individuellement et collectivement au nom de leurs gouvernements et de leurs peuples à : promouvoir le développement socioéconomique ainsi que l'intégration

¹²²Résolution AHG/Res.46(III), Assemblée Générale des Chefs d'État et de Gouvernement, Addis-Abeba, 5 au 9 novembre 1966. En ligne :

http://www.au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_EN_5_9_November_1966_ASSEMBLY_HEADS_STATE_GOVERNMENT_THIRD_ORDINARY_SESSION.pdf, consultée le 22 février 2012

¹²³*Ibid.*

¹²⁴Déclaration AHG/ST. 3(XVI) Rev.1, en ligne: http://www.au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_EN_17_20_JULY_1979_ASSEMBLY_HEADS_STATE_GOVERNMENT_SIXTEENTH_ORDINARY_SESSION.pdf, consultée le 22 février 2012.

économique dans le but d'atteindre l'autosuffisance (par.1) ; promouvoir l'intégration économique régionale de l'Afrique dans l'optique de faciliter et renforcer le bien être socioéconomique (par.2) ; créer aux niveaux national, sous régional et régional, des institutions devant faciliter l'atteinte des objectifs d'autosuffisance (par.3). De plus, Les Chefs d'État et de Gouvernement gardent fermement en vue que ces engagements mèneront au plans national, sous régional et régional, à la création d'une économie africaine dynamique et interdépendante qui jettera les bases pour l'établissement éventuel d'un marché commun africain, prélude d'une communauté économique africaine (par.5) ; et, décident de prêter une attention particulière aux discussions relatives aux questions économiques dans chaque Session annuelle de la Conférence (par.6) ; etc.

3.4.1 Le Plan d'Action de Lagos (PAL) : une stratégie africaine pour le développement de l'Afrique

On peut voir à travers la Déclaration de Monrovia que l'Organisation de l'unité africaine met progressivement et résolument le développement socioéconomique de l'Afrique au cœur de son action. C'est d'ailleurs cette nouvelle orientation de l'OUA qui a donné lieu à l'adoption du *Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique*¹²⁵. Le PAL a été conçu lors d'une session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement, tenue à Lagos au Nigéria en 1981 et consacrée aux problèmes économiques de l'Afrique « en vue d'examiner les mesures concrètes pour la mise en œuvre de la Déclaration de Monrovia... »¹²⁶ En examinant les différents problèmes économiques de l'Afrique, les délégués à l'Assemblée extraordinaire de Lagos font différents constats. Tout d'abord, on

¹²⁵ OUA, *Doc. Off, Plan d'Action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000*, Publié par l'Institut International des sciences sociale, Genève, 1981

¹²⁶ *Ibid.* à la p.7.

remarque clairement une certaine prise de conscience que le développement de l'Afrique ne se fera qu'à travers sa prise en charge par les Africains eux-mêmes, du fait des promesses non réalisées et les échecs répétitifs des différentes stratégies de développement conçues çà et là pour le continent¹²⁷. Ensuite, en dépit des efforts fournis par ses dirigeants et ses innombrables réserves de ressources naturelles et humaines, l'Afrique demeure le continent le moins avancé¹²⁸. Dernier constat, l'Afrique est trop dépendante de l'exportation de ses matières premières dont elle ne tire pas pleinement profit, tout comme elle dépend de l'aide économique extérieure. Cette double dépendance « a rendu les économies africaines très vulnérables aux influences extérieures ayant des effets néfastes sur les intérêts du continent. »¹²⁹ Pour se sortir de cet état de dépendance et de sous-développement, l'Afrique se doit d'observer un certain nombre de principes directeurs.

Ainsi, il faut mettre en valeur les immenses ressources de l'Afrique pour principalement satisfaire les besoins et les priorités de ses peuples. Il est important de travailler à mettre fin à la quasi totale dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'exportation des matières premières (...) et par conséquent, elle doit élaborer sa propre stratégie de développement et doit résolument s'appliquer à la mettre en œuvre. Le continent se doit de cultiver la vertu de l'autosuffisance, sans pour autant se cloîtrer sur lui-même, les contributions extérieures ne devant désormais servir qu'à soutenir ses propres efforts. Il est impératif que l'Afrique mobilise toutes ses ressources matérielles et humaines en vue de réaliser son développement économique de façon autosuffisante. Chaque État doit entreprendre des activités économiques, sociales et culturelles susceptibles de canaliser toutes les forces du pays vers l'objectif du développement socioéconomique commun et s'assurer que les efforts ainsi consentis et les avantages qui en résulteraient soient équitablement partagés. Enfin, poursuivre avec une détermination renouvelée, les efforts visant l'intégration

¹²⁷ *Ibid.* à la p 5.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Ibid.* à la p 8

économique du continent en vue de créer à l'échelle continentale un cadre pour la coopération économique nécessaire à un développement reposant sur l'autosuffisance collective¹³⁰. On peut dire que le Plan d'action de Lagos constitue en quelque sorte un ensemble de mesures, de directives et d'actions à entreprendre individuellement et collectivement par les États africains pour réaliser le développement autosuffisant du continent.

Plus concrètement, il s'agit d'un début de formulation autonome d'une stratégie africaine pour le développement du continent. On y trouve des mesures dans chaque domaine de l'activité économique : alimentation et agriculture, industrie, ressources naturelles, ressources humaines, science et technologie, transports et communications, énergie, commerce et finances, environnement, la question des femmes, etc. Mais au-delà des principes, des directives et des constats, le Plan d'Action de Lagos comporte 5 annexes dont deux qui fournissent quelques enseignements sur les fondements juridiques de l'unité africaine. L'annexe I par exemple, soit *l'Acte final de Lagos*, nous apprend que les dirigeants africains fondent leur développement économique et socioculturel sur l'intégration économique régionale de l'Afrique. C'est en ce sens qu'ils confirment leur pleine adhésion aux mesures « relatives à la création de structures régionales et au renforcement de celles déjà existantes, en vue de l'établissement ultérieur d'un marché commun africain, prélude à une Communauté économique africaine. »¹³¹

Ensuite, ils réaffirment leur engagement de créer sur la base d'un traité, « une communauté économique africaine afin d'assurer l'intégration économique, culturelle et sociale du continent. »¹³² Et cette Communauté économique a pour buts de « promouvoir le développement collectif, accéléré, auto dépendant et endogène des États membres, la coopération entre eux et leur intégration dans tous les domaines

¹³⁰ *Le PAL*, *supra* note 106 à la p 9.

¹³¹ *Le PAL*, *Supra*, annexe I, page 136

¹³² *Ibid.*

économique, social et culturel.»¹³³ L'annexe II, soit la *Résolution sur le Plan d'Action de Lagos*¹³⁴ vient confirmer la tendance précédente c'est-à-dire que l'intégration économique régionale est le fondement du développement économique et socioculturel de l'Afrique. On peut y lire dans ce sens que la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement (est) «consciente de la nécessité d'adopter et de mettre en application dans les meilleurs délais un programme visant à l'intégration économique de l'Afrique, compte tenu des besoins urgents en matière de développement économique, social et culturel...»¹³⁵ De plus, la résolution apporte un peu de précision sur le rôle de l'OUA en tant qu'organe promoteur et gestionnaire de l'intégration régionale et du développement de l'Afrique.

Ainsi, on comprend que selon l'esprit de la Charte de l'OUA « le rôle de l'Organisation est d'harmoniser les politiques des États membres et de définir les priorités communes en matière de développement, de coordonner, de contrôler et d'aider à la mise en application de ces politiques et priorités dans les domaines économique, social et culturel...»¹³⁶ Cette réaffirmation du rôle de l'OUA constitue une interprétation élargie de sa fonction d'harmonisation et de coordination des politiques des États membres telle que définie dans l'article 2.2 de la Charte. Une telle interprétation vise à donner plus de responsabilités ou de crédibilité à l'Organisation et à centraliser les efforts des pays africains pour l'intégration régionale et le développement économique en son sein. Tous ces efforts, nous venons de le voir, doivent amener à la création d'une Communauté économique africaine dont le but ultime est l'intégration socioéconomique, politique et culturelle de l'Afrique. Cette Communauté prend finalement forme, sous l'aspect d'un traité, le *Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine*¹³⁷. Le Traité d'Abuja, contrairement à la Charte de l'OUA, amène les fondements juridiques et

¹³³ *Supra*, note 131

¹³⁴ *Le PAL Supra*, annexe II, à la p.139

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ *Traité d'Abuja, Supra* note 8

opérationnels de visant à la réaliser l'unité africaine. En effet, comme tout autre instrument juridique, le traité pose les principes et les objectifs qui guident la création de la Communauté économique africaine en plus d'offrir de manière schématisée, les modalités de sa mise en place. Signé à Abuja au Nigéria le 3 juin 1991, le traité est entré en vigueur le 12 mai 1994 après dépôt des instruments de ratification des deux-tiers des États signataires.

3.4.2 La Communauté Économique Africaine (CEA)

Le préambule du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine nous donne un aperçu de l'esprit qui a animé son élaboration et son adoption. On note par exemple que pour les États africains réunis dans la ville nigériane, l'intégration économique est un prérequis pour la réalisation des objectifs de l'OUA : « Having in regard the various resolutions and declarations...providing that the economic integration of the Continent is a pre-requisite for the realisation of the objectives of the OAU » (par.4). De plus, il fallait dans ce sens donner une suite logique au *Plan d'action* et à *L'Acte final de Lagos* ainsi qu'à toutes les autres rencontres précédentes réclamant un cadre pour l'intégration économique, sociale et culturelle du continent: « Considering futher the Lagos Plan of action and the final Act of Lagos of April 1980 reaffirming our commitment to establish, by the year 2000, an African Economic Community in order to foster the economic, social and cultural integration in our Continent » (par. 6). Finalement, il était de leur intérêt de couronner les efforts de coopération économique régionale et sous-régionale en cours en Afrique par une intégration économique continentale complète : « Noting that the efforts already made in the sub-regional and regional sectoral economicco-operation are encouraging and justify a larger and fuller economic integration » (par.8). Toujours selon le préambule du trait d'Abuja, la Communauté économique africaine fait partie intégrante de l'OUA.

Pour ce, les États conviennent aux termes de l'article 3, d'observer entre eux les quelques principes suivants : égalité et interdépendance des États membres (art.3.a) ; solidarité et autonomie collective (art.3.b) ; coopération interétatique, harmonisation des politiques et intégration des programmes (art.3.c) promotion du développement harmonieux des activités entre les États membres (art.3.d) ; respect du système juridique de la Communauté (art.3.e) ; règlement pacifique des différends entre États membres, coopération active entre États voisins et promotion d'un environnement pacifique comme conditions préalables au développement économique (art.3.f) ; respect, promotion et protection des Droits de l'Homme et des Peuples, conformément à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (art.3.g) ; et responsabilité, justice économique et participation populaire au développement économique (art.3.h). On retrouve ici certains principes cadres de l'OUA : l'égalité souveraine ; coopération, harmonisation des politiques ; règlement pacifique des différends. Il est également à remarquer l'apparition de nouveaux concepts qui cadrent plus avec l'objectif général de la coopération et du développement économiques tels : la protection et la promotion des droits humains ; la justice économique et la participation des peuples aux efforts de développement.

Quant aux objectifs poursuivis par la Communauté économique africaine, ils sont de deux ordres : général et spécifique. En vertu de l'article 4.1, les objectifs généraux visés par la Communauté sont les suivants : promouvoir le développement économique, social et culturel ainsi que l'intégration des économies africaines dans le but de favoriser l'autosuffisance et un développement économique endogène et auto-entretenu (art.4.1a) ; établir, sur le plan continental, un cadre de travail de mobilisation et d'utilisation des ressources humaines et matérielles pour un développement autonome de l'Afrique (art.4.1b) ; promouvoir la coopération dans tous les domaines de l'activité humaine dans le but d'améliorer les conditions de vie des peuples africains ; favoriser les relations de bon voisinage entre les États membres afin de contribuer au progrès, au développement et à l'intégration

économique du continent (art.4.1c) ; coordonner et harmoniser les politiques des communautés économiques régionales existantes et futures pour la mise en place graduelle de la Communauté économique africaine (art.4.1d). Il s'agit en somme d'objectifs se rapportant à la coopération économique de manière générale.

D'après les dispositions de l'article 4.2, les objectifs spécifiques, au nombre de 16, sont des tâches que doit assumer la Communauté pour réaliser les objectifs généraux. Pour les besoins de synthèse et pour alléger le texte, nous en résumons ici quelques-uns. Il est question du renforcement des communautés économiques régionales existantes et la création de nouvelles là où il n'en existe pas encore (art.4.2a). Les accords doivent être conclus en vue d'harmoniser et de coordonner les politiques des communautés sous-régionales et régionales existantes et futures (art.4.2b). La mise en place de la CEA implique la libéralisation des échanges par l'élimination, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation des marchandises; et l'abolition entre les États membres, des barrières non-tarifaires en vue de la création d'une zone de libre-échange au niveau de chaque communauté économique régionale (art.4.2d).

La Communauté nécessite l'harmonisation des politiques nationales en vue de la promotion d'activités communautaires, notamment dans les domaines de l'agriculture, l'industrie, des transports et communications, de l'énergie, des ressources naturelles, du commerce, de la monnaie et des finances, des ressources humaines, de l'enseignement, de la science et de la technologies art.(4.2e). Il faut adopter d'une politique commerciale commune à l'égard des États tiers (art.4.2f); créer et maintenir un tarif extérieur commun (art.4.2g). Ces objectifs concourent bien entendu à la création d'un marché commun africain (art.4.2h) qui demande la suppression progressive, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ainsi qu'aux droits de résidence et d'établissement (art.4.2i) ; etc. On peut dire que les objectifs spécifiques concernent la mise œuvre des visées générales de la Communauté économique

africaine et dont la mise en place doit être complétée à l'horizon de 2028 ou 2034 au plus tard.

3.4.3 Le processus de mise en œuvre la Communauté Économique Africaine.

Le Traité d'Abuja prévoit un processus graduel de mise en place de la Communauté économique africaine en 6 étapes successives. Ainsi, l'article 6 qui traite des modalités de mise en place de la Communauté stipule que celle-ci sera «progressivement mise en place au cours d'une période de transition de trente-quatre (34) années au maximum subdivisées en six étapes de durées variables. Et à chaque étape, correspond un ensemble d'actions spécifiques devant être engagées et poursuivies simultanément»¹³⁸. Au paragraphe 5, il prévu que la mise en place de la CEA pourrait s'échelonner au-delà des 34 ans définis à l'article 6.1 mais ne doit pas dépasser 40 ans. En ce sens, à compter de l'entrée en vigueur du traité, le processus de création de la CEA serait complété entre 2028 et 2034.

La première étape du processus, d'une durée de 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du traité (soit le 12 mai 1994), consiste au «renforcement du cadre institutionnel des communautés économiques régionales existantes et la création de nouvelles communautés là où il n'en existe pas...»¹³⁹. Cette étape, selon l'échéancier prévu dans le traité, s'est achevée en 1999. À la signature du traité en 1991, il existait 5 communautés économiques régionales en Afrique : la Comesa Common Market for Eastern and Southern Africa; la Ceeac ou Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale; la Cedeao ou Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest; la Sadc ou la Southern African Development Community, et l'UMA soit l'Union du Maghreb Arabe. Depuis, trois nouvelles communautés ont été créées dans

¹³⁸ *Traité d'Abuja, supra* note 8 aux art.6.1 et 6.2

¹³⁹ *Ibid.*, à l'art.6.2a

le cadre du processus de mise en place de la CEA soient : la EAC en 1999 soit la Eastern African Community ; la Cen-Sad en 2000 ou la Communauté des États Sahélo-Sahariens et l'Igad en 1996 soit Intergovernmental Authority on development¹⁴⁰.

La seconde étape, d'une durée de 8 années, donc achevée en 2007, vise le renforcement de l'intégration à l'intérieur des CER et l'harmonisation entre les différentes CER. Cela consiste à : a) la stabilisation des barrières tarifaires et non tarifaires, des droits de douane et des taxes intérieures existant à la date d'entrée en vigueur du traité ; création d'un calendrier pour l'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires entravant le commerce régional et intra-communautaire ainsi que pour l'harmonisation graduelle des droits de douane vis-à-vis des États tiers ; b) renforcement de l'intégration sectorielle au niveau régional et continental, de tous les secteurs d'activités et en particulier dans les domaines du commerce, de l'agriculture, de la monnaie et des finances, des transports et communications, de l'industrie et de l'énergie ; c) coordination et harmonisation des activités entre les communautés économiques existantes et futures¹⁴¹.

D'une durée de dix années au maximum, la troisième étape qui est sensée s'achever en 2017, vise la mise en place d'une zone de libre-échange à travers le calendrier de suppression progressive des obstacles tarifaires et non-tarifaires au commerce intra-communautaire ; et la création d'une Union douanière au sein de chacune des CER par l'adoption d'un tarif extérieur commun¹⁴². À la quatrième étape, devant durer deux années et se terminer en 2019, il est question d'harmoniser les différentes unions douanières régionales pour la mise en place d'une union douanière continentale, par l'adoption d'un tarif extérieur commun¹⁴³. Devant durer au maximum quatre années et s'achever en 2023, la cinquième étape est consacrée à

¹⁴⁰Liste des communautés économiques régionales CER en ligne : <http://www.au.int/fr/recs>

¹⁴¹*Supra*, note 120

¹⁴²*Ibid.*

¹⁴³*Ibid.*

la création d'un Marché commun africain à travers : l'adoption d'une politique commune dans plusieurs domaines tels que l'agriculture, les transports et communications, l'industrie, l'énergie, la science et la technologie ; l'harmonisation des politiques monétaire, financière et fiscale ; la mise en œuvre du principe de la libre circulation des personnes et application du droit de résidence et d'établissement ; constitution de ressources appropriées pour la Communauté¹⁴⁴.

A la sixième et dernière étape, d'une durée de 5 années et se terminant en 2028, c'est la mise en place d'une union économique et monétaire continentale, soit l'intégration complète. Cette dernière étape sera réalisée à travers : 1) le renforcement et la consolidation du Marché commun africain par la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services ainsi que par l'application effective des droits de résidence et d'établissement ; 2) l'intégration de tous les secteurs soient : économique, politique, social et culturel ; création d'un marché intérieur unique ainsi qu'une union économique et monétaire panafricaine ; 3) le parachèvement de la création d'un Fonds monétaire africain, création d'une Banque centrale africaine unique ainsi qu'une monnaie africaine unique ; 4) parachèvement de la mise en place de la structure du parlement panafricain et élection au niveau continental de ses membres au suffrage universel ; 5) finalisation du processus d'harmonisation et de coordination des activités des communautés économiques régionales ; 6) finalisation de la mise en œuvre des structures pour la création d'entreprises multinationales africaines dans tous les secteurs ; 7) mise en œuvre effective des organes de la Communauté. Pour passer d'un stade à l'autre, le traité stipule en son article 6.4 qu'il doit être déterminé que tous les objectifs spécifiques à ce stade ont bel et bien été réalisés et tous les engagements respectés.

¹⁴⁴ *Ibid.*

Presque 20 ans après l'entrée en vigueur du Traité d'Abuja, qu'en est-il de l'intégration régionale en Afrique ? Comme nous venons de le montrer, le Traité d'Abuja définit les fondements de la Communauté économique africaine et pose les modalités à la fois techniques et juridiques de sa mise en place. L'objectif principal de la CEA, « c'est de transformer les (cinquante-quatre) économies africaines en une économie unique et union monétaire, avec une monnaie unique, la libre circulation des capitaux et de la main d'œuvre. »¹⁴⁵ En termes de bilan et de perspective, d'après *L'État de l'intégration en Afrique*, édition 2011 publiée par la Commission de l'Union africaine, il ressort que « malgré les progrès réalisés par les États membres vers la coopération économique, la création de l'AEC est entravée par les conflits, ainsi que par des défis relatifs à la gouvernance politique, économique et sociale, qui restent à relever dans certaines parties du continent. »¹⁴⁶ Au-delà de ces défis, il apparaît également qu'en termes de mise en œuvre des dispositions du Traité d'Abuja, les Communautés économiques régionales ne suivent pas nécessairement les étapes telles que proposées dans le traité¹⁴⁷.

De manière générale, le processus de création de l'AEC se trouve à la troisième étape soit : la mise en place, dans chaque communauté économique régionale, d'une Zone de libre échange et d'une union douanière¹⁴⁸. Mais les progrès sont variables d'une CER à l'autre. Ainsi, peut-on lire dans le rapport, la « CEN-SAD et l'IGAD sont au point mort, alors que CEDEAO avance. La Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la SADC sont encore à une étape préliminaire... Pendant ce temps, la COMESA et la CAE ont lancé leurs Unions douanières avec succès. »¹⁴⁹ Concernant les objectifs plus spécifiques tels que la promotion et le développement du commerce intra-communautaire, c'est-à-dire entre les États d'une même CER, et le commerce intra-africain en général, on semble loin

¹⁴⁵ CUA, *doc.off.État de l'intégration en Afrique*, 2011, 3^e édition, à la p.9.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.* à la p.21.

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ *État de l'intégration en Afrique, Supra* note 126 à la p.9.

du compte. En effet, selon le Département des affaires économiques de l'Union africaine, le volume des échanges commerciaux intra-Africains demeure très faible par rapport aux échanges de l'Afrique avec le reste du monde. Dans une publication intitulée *L'état du commerce intra-africain*¹⁵⁰, paru en 2012, il ressort que : de 2000 à 2010 l'Afrique importait du reste du monde en moyenne pour 174 milliards de dollars US par an alors qu'elle y exportait pour environ 418 milliards de dollars US annuellement¹⁵¹. Hors, dans la même période, les importations intra-africaines s'élevaient à peine à 29 milliards de dollars US annuellement et les exportations, pas plus que de 30 milliards¹⁵².

Toujours selon le rapport, cela représente une croissance annuelle moyenne 14.4% pour les importations et 14.6% pour les exportations¹⁵³. Si l'on fait la comparaison entre le commerce intra-africain et le commerce africain en général, on se rend compte que les importations intra-africaines s'élèvent à environ 16.7% en moyenne des importations africaines. Tandis que les exportations intra-africaines représentent à peine en moyenne 7% des exportations de l'Afrique durant la période étudiée. Ce qui fait dire au Département des affaires économiques de l'UA africaine que, bien «qu'ayant une évolution croissante, le commerce intra-africain demeure très faible au niveau du commerce africain.»¹⁵⁴ Pour parer à ces carences et mener à bien le processus d'intégration prévu par la mise en place de l'CEA, le rapport formule un certain nombre de recommandations. On note par exemple que les États membres doivent s'engager résolument et effectivement à mettre en œuvre les décisions, traités et protocoles dans lesquels ils sont engagés. De cette mise en œuvre dépend, dans une large mesure, le succès du processus d'intégration¹⁵⁵. De plus, les communautés

¹⁵⁰ Département des affaires économiques de l'Union africaine, Doc. Off, *L'état du commerce intra-africain*, 2012, en ligne : <http://www.au.int/fr/dp/ea/sites/default/files/Trade%20yearbook,%20Status%20of%20Intra-Africa%20Trade.pdf>, consultée le 25 février 2012.

¹⁵¹ *Supra*, note 131 à la p.7.

¹⁵² *Ibid.*, à la p 8.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ *État de l'intégration en Afrique*, Op.cit., page 11

économiques régionales doivent « collaborer entre elles, en vue de partager les expériences couronnées de succès, en gardant à l'esprit une vision élargie d'une intégration continentale »¹⁵⁶. Étant donné que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest semble constituer un modèle, au regard de l'avance de la mise en œuvre de la CEA, elle pourrait partager ses expériences sur les points de blocages et la manière de les contourner. Bref, le rapport du DAEUA laisse entendre que les États africains sont imputables de la lenteur entourant le processus de mise en place de la Communauté économique africaine. Parmi les raisons évoquées par le DAEUA pour expliquer la lenteur du processus de réalisation de la CEA, il y a bien entendu ce qu'il convient d'appeler le manque de volonté politique du fait que les gouvernements peinent à appliquer les différents accords qu'ils ont signés et ratifiés. Il ressort que le processus est aussi confronté au manque de financement et sur ce point, le DAEUA rappelle que les principales sources de financement proviennent des partenaires internationaux. Dans ce contexte la disponibilité des fonds dépend le plus souvent de la dynamique économique et financière mondiale. Notons également que la situation économique et sociopolitique interne des États africains a généralement pour effet de changer les priorités des gouvernements. Ceci peut avoir pour effet de retarder certaines décisions ou leur exécution.

3.4.4 La CEA, le Panafricanisme à travers l'intégration régionale

La Communauté économique africaine est sensée être le premier pas juridique vers l'unité et la solidarité appelées de tous les vœux dans la Charte de l'OUA. Selon le Directeur des affaires économiques à la Commission de l'Union africaine, René N'Guettia Kouassi, le Traité d'Abuja « constitue une véritable feuille de route pour le processus d'intégration régionale et continentale. »¹⁵⁷ En effet, la stratégie mise de

¹⁵⁶ *Supra*, note 155

¹⁵⁷ René N'Guettia Kouassi, « L'Intégration en Afrique : pourquoi peine-t-on à accélérer? », *Revue*

l'avant dans le Traité d'Abuja part de l'intégration régionale à travers les CER vers l'intégration continentale sur la base d'un marché commun africain¹⁵⁸. Cette stratégie découle en effet d'une large prise de conscience de la part des Africains et Africaines, toutes catégories confondues, que l'unité africaine ne pouvait pas être juste des vœux et principes formulés dans la Charte de l'OUA. Un tel idéal ne pouvait pas non plus se limiter à la lutte pour la libération de l'Afrique contre le colonialisme.

Au-delà des mots et des incantations, la nécessité d'un projet concret s'imposait d'elle-même. Un projet communautaire pour rapprocher les peuples d'Afrique, leur faire sentir qu'ils avaient non seulement une histoire commune, mais aussi un avenir en commun. C'est avenir communautaire, les peuples africains devaient le définir et le bâtir eux-mêmes. Pour cela, il fallait initier et développer un esprit communautaire. De manière générale, il fallait que l'Afrique se prenne en mains. Il apparaît qu'avec le Traité d'Abuja, l'OUA appréhendant la fin progressive de la lutte de libération coloniale, s'est attardée à mettre en marche l'émancipation économique de l'Afrique. On le voit à travers les différentes initiatives économiques lancées par l'OUA à la fin des années 70 et début 80, soient la Conférence de Monrovia en 1979 et la Conférence de Lagos en 1981, que le ton est à la promotion de l'indépendance économique du continent. Et pour y arriver, on mise sur un développement auto-entretenu en s'appuyant sur ses propres ressources, tant matérielles qu'humaines : *«if Africa should permanently rid itself of poverty and misery, it must rely on itself alone.»*¹⁵⁹ L'Afrique doit, pour se relever, s'appuyer sur elle-même et engager ses ressources humaines et matérielles au service de ses peuples. En ce sens, on retiendra premièrement que la Communauté économique africaine satisfait aux objectifs de la

africaine de l'Intégration, Vol.5, No.1, octobre 2011, page 65

¹⁵⁸ Pour des analyses sur la question de l'intégration régionale en Afrique voir notamment: Oppong Richard Frimpong, «The African Union, the African Economic Community and Africa's Regional Economic Communities : Untangling complex Web » (2010) 18 Afr J Int'l & Comp L 92. Olowu, Dejo, « Regional integration, Development, and the African Union Agenda : Challenges, Gaps and Opportunities » (2003) 13 Transnat'l L &Contemp Probs 211

¹⁵⁹ René N'Guettia Kouassi « Itinerary of the African Integration Process: an Overview of the Historical Landmarks » (2007) 1 AIR 2

Charte de l'OUA et en particulier à celui de coordonner et d'intensifier les efforts des États membres et leur coopération en vue d'offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples africains.

Deuxièmement, on remarque que la stratégie juridique préconisée dans le processus de mise en place de la Communauté économique africaine obéit à la vision inter-étatique de l'unité africaine soit : l'intégration progressive par les ensembles sous-régionaux à travers la coopération (économique) interétatique pour plus tard, aboutir à l'unité de toute l'Afrique. D'ailleurs, le Traité d'Abuja stipule clairement que : «la Communauté sera mise en place principalement à travers la coordination, l'harmonisation et l'intégration progressive des activités des communautés économiques régionales.»¹⁶⁰ Troisièmement, on comprend à travers la Communauté économique africaine dont le processus de mise en place est toujours en cours, que l'unité africaine a pour fondements idéologique l'indépendance et le développement économiques de l'Afrique.

D'un point de vue juridique, l'unité africaine repose désormais sur l'intégration socioéconomique et politique de l'Afrique. Plus précisément, nous dirons que l'indépendance économique de l'Afrique tant recherchée se réalisera par le biais de l'intégration régionale. De plus, depuis la fondation de l'OUA en 1963, c'est seulement la première fois que l'objectif de l'unité africaine a juridiquement et schématiquement pris forme. On peut donc définitivement dire que le Traité d'Abuja, partie intégrante de la Charte de l'OUA¹⁶¹, tend à pallier à la principale lacune de la Charte concernant l'objectif de l'unité africaine : l'absence d'une stratégie concrète pour l'unité de l'Afrique. Et la pertinence du Traité d'Abuja comme cadre juridique et schématique du processus d'intégration régionale en Afrique est telle que lors de la dissolution de l'OUA en 2001, l'Union africaine qui lui a succédé n'en a pas remis en question la validité. Si les dispositions de l'Acte constitutif de l'UA «ont

¹⁶⁰*Traité d'Abuja, supra* note 8 à l'art 88.1

¹⁶¹*Traité d'Abuja, supra* note 9 à l'art 99.

préséance et remplacent les dispositions du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, qui pourraient être contraires au présent Acte»¹⁶², le traité demeure entièrement en vigueur.

De plus, étant partie intégrante de l'OUA et que cette dernière, dans le cadre de la succession entre organisations internationales, doit «prendre les mesures appropriées pour le transfert de ses prérogatives, de ses biens, de ses droits et de ses obligations à l'Union...»¹⁶³, le traité n'est-il pas de facto partie intégrante de l'Union ? D'ailleurs, René N'Guettia Kouassi abonde dans le même sens en soulignant que le Traité d'Abuja a «été entériné par l'Acte constitutif de l'UA...»¹⁶⁴ Comme nous verrons à la section suivante, l'Union africaine s'est en effet approprié le projet de la Communauté économique africaine à travers notamment l'objectif qui lui est assigné d'accélérer le processus d'intégration régionale en Afrique.

¹⁶² *Acte constitutif de l'Union africaine*, *supra* note 2 à l'art 33.2.

¹⁶³ *Ibid.* à l'art 33.1.

¹⁶⁴ *N'Guettia Kouasi*, *Supra*, note 140

CHAPITRE IV

L'UNION AFRICAINE : LA REDYNAMISATION PHILOSOPHIQUE, INSTITUTIONNELLE ET JURIDIQUE DU PANAFRICANISME.

La création de l'Union africaine constitue, à plusieurs titres, une étape importante dans le processus de construction d'une Afrique unie lancé à Addis-Abeba en 1963. En effet, selon Tiyanjana Maluwa, la création de l'Union africaine représente « *the latest manifestation of the search for the realization of the long-cherished idea of a politically and economically integrated and united Africa.* »¹⁶⁵ Considérant les nombreux objectifs que l'UA est appelée à réaliser à long terme, on peut dire que sa création est significative aux points de vue philosophique, institutionnelle et juridique¹⁶⁶.

Dans une perspective philosophique, il fallait réactualiser le Panafricanisme et redéfinir voir préciser les contours du Panafricanisme tout en s'inspirant des « idéaux qui ont guidé les pères fondateurs de notre Organisation et des générations de panafricanistes dans leur détermination à forger l'unité, la solidarité et la cohésion, ainsi que la coopération entre les peuples d'Afrique et entre les États africains. »¹⁶⁷ Cette réactualisation philosophique de l'idéal de l'unité africaine devait répondre à la « nécessité impérieuse et l'extrême urgence de raviver les aspirations de nos peuples à une plus grande unité, solidarité et cohésion dans une communauté plus large des peuples, qui transcende les différences culturelles, idéologiques, ethniques et nationales. »¹⁶⁸ Au plan institutionnel, il apparaissait que malgré les efforts et les différentes initiatives mises de l'avant par l'OUA, la marginalisation économique de

¹⁶⁵ Tiyanjana Maluwa, « Reimagining african unity: some preliminary reflections on the Constitutive Act of the african Union », (2001) 9AYIL 3.

¹⁶⁶ Pour une analyse plus approfondie de l'UA et ses prérogatives, lire Corrine. A. A. Parke et Donald Rukare, « The New African Union and Its Constitutive Act » (2000) 96 2 Am J Int'l L 365

¹⁶⁷ Déclaration de Sirte, 9 septembre 1999, au para. 5. En ligne : http://www.africa-union.org/Official_documents/Assemblée%20fr/ASS99b.pdf, consultée le 16 mars 2012

¹⁶⁸ Ibid. au para. 3

l'Afrique dans le cadre de la mondialisation ne cessait de croître. De plus, face à différentes questions telles les conflits, les catastrophes naturelles, la famine, bref les nombreux défis de l'Afrique libérée du colonialisme, l'OUA ne se trouvait pas nécessairement outillée. Et de manière générale, le projet d'une Communauté économique africaine lancée par l'entrée en vigueur du Traité d'Abuja en 1994 ne semblait pas avancer selon l'échéancier prévu. Dès lors, il est apparu évident que «notre Organisation continentale doit être revitalisée afin qu'elle puisse jouer un rôle plus actif et continuer à répondre aux besoins de nos peuples et aux exigences de la conjoncture actuelle.»¹⁶⁹ En clair, il fallait donner une nouvelle impulsion à l'OUA.

Et cette impulsion est venue principalement des «propositions importantes faites par le Colonel Mouammar Kadhafi (...) et particulièrement sa vision d'une Afrique forte et unie capable de relever les défis qui se posent à elle au niveau mondial et d'assumer sa responsabilité de mobiliser les ressources humaines et naturelles du continent afin d'améliorer les conditions de vie de ses peuples.»¹⁷⁰ En termes juridiques, cela revenait soit à réformer l'organisation existante, l'OUA, en modifiant ses statuts pour lui donner les moyens de ses ambitions ou alors, de la dissoudre et en créer une nouvelle plus adaptée et forgée en fonction des réalités géopolitiques et socioéconomiques de l'Afrique actuelle. Finalement, après avoir «franchement et longuement discuté de l'approche à adopter quant au renforcement de l'unité de notre continent et de ses peuples...»¹⁷¹ il a été convenu de «créer une Union africaine, conformément aux objectifs fondamentaux de la charte de notre Organisation continentale et aux dispositions du Traité instituant la Communauté économique africaine.»¹⁷² L'institution qu'est l'UA tend donc à répondre à une triple nécessité qui s'imposait à l'OUA : réactualiser son contenu idéologique; restructurer ses organes et ses institutions; définir ses pouvoirs et ses moyens d'action.

¹⁶⁹ *Déclaration de Sirte, supra* note 147 au para. 6

¹⁷⁰ *Ibid.* au para. 7

¹⁷¹ *Ibid.* au para. 8

¹⁷² *Ibid.*

4.1 Réactualisation du contenu idéologique du panafricanisme

Fait particulier sur le plan juridique de la création de l'UA, c'est que contrairement à son prédécesseur l'OUA, elle a clairement pour mandat de réaliser l'intégration régionale en Afrique. Et cette intégration doit se faire par l'accélération du processus de mise en œuvre du traité instituant la Communauté économique africaine, en particulier en : abrégant le calendrier d'exécution du Traité d'Abuja; créant plus rapidement toutes les institutions prévues dans le Traité d'Abuja, telles que la Banque centrale africaine, l'Union monétaire africaine, la Cour africaine de justice et le Parlement panafricain; renforçant et consolidant les CER, piliers pour la réalisation des objectifs de la Communauté économique africaine et de l'Union envisagée¹⁷³. En somme, il semble que le choix opéré à Sirte en 1999 a été celui de créer une structure continentale dont l'action est orientée vers la réalisation de l'intégration régionale, dotée d'un pouvoir de décision et d'initiative : des considérations qui manquaient à l'Organisation de l'unité africaine.

De fait, la nouvelle vision de l'unité africaine, soit une Afrique forte et unie capable de relever les défis qui se posent à elle et d'assumer sa responsabilité de mettre ses ressources aux services des peuples africains, se traduit largement dans les principes et objectifs que doit réaliser l'Union africaine. En commençant par le préambule de l'Acte constitutif de l'UA qui reprend presque intégralement les dispositions de la Déclaration de Sirte. On remarque : une revalorisation des idéaux panafricanistes (par.1) ; la prise en compte des objectifs de la Charte de l'OUA et surtout ceux du Traité d'Abuja (par. 2) ; la reconnaissance du rôle déterminant joué par l'OUA en tant que cadre unique d'action collective en Afrique dans les luttes de libération du continent, l'affirmation d'une identité commune et la réalisation de l'unité du continent, ainsi

¹⁷³ *Déclaration de Sirte, ibid.* au para. 8.2.a, b et d

que dans les relations de l'Afrique avec le reste du monde (par. 4) . On souligne la nécessité de s'adapter et de s'outiller pour mieux répondre aux défis multiformes auxquels est confrontée l'Afrique ainsi que les changements socioéconomiques et politiques liés à la mondialisation (par.5) ; l'urgence d'accélérer la mise en œuvre de la Communauté économique africaine afin de promouvoir le développement socioéconomique de l'Afrique (par. 6). On observe le partage et la promotion d'une vision commune d'une Afrique unie et forte (par.7) ; la conscience que les conflits constituent un frein au développement socioéconomique et à la réalisation de l'intégration régionale, l'engagement à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent comme conditions préalables au développement à l'intégration (par.8). On note également la promotion et la protection des droits de l'Homme et des Peuples ainsi que la promotion de la culture démocratique et de la bonne gouvernance (par.9) ; l'engagement à renforcer les institutions communautaires en les dotant de pouvoirs et de ressources nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs (par.10).

Et en vertu de ces considérations philosophiques, c'est l'article 2 de l'Acte constitutif qui crée l'Union africaine : « il est institué par les présentes une Union africaine conformément aux dispositions du présent Acte. »¹⁷⁴ Selon l'article 3 qui dispose des objectifs de l'Union africaine, on peut conclure que celle-ci a une vocation à la fois spécifique, c'est-à-dire de réaliser l'unité africaine par l'intégration régionale ; et une vocation générale en ce sens qu'elle poursuit des buts généraux relatifs à tous les domaines de la coopération : paix et sécurité, développement économique, bien-être social, coopération internationale, les droits de la personne, etc. Il est évident que ces objectifs, aussi généraux soient-ils, concourent tous à la réalisation d'un même but ultime : une Afrique unie, forte et prospère.

¹⁷⁴ *Acte constitutif de l'Union africaine, supra* note 2 à l'art 2.

Pour les objectifs spécifiques à l'unité africaine, l'UA est appelée entre autres à : réaliser une plus grande unité et solidarité entre les peuples africains et les pays africains (art. 3a); défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et politique des États membres (art. 3b); accélérer l'intégration politique et socio-économique du continent (art. 3c); promouvoir et défendre les positions africaines communes sur les questions d'intérêt pour le continent et ses peuples (art. 3d) ; promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent (art.3f) ; promouvoir le développement durable aux plans économique, social et culturel, ainsi que de l'intégration des économies africaines (art.3j) ; coordonner et harmoniser les politiques entre les Communautés économiques régionales existantes et futures en vue de la réalisation graduelle des objectifs de l'Union (art.3l) ; accélérer le développement du continent par la promotion de la recherche dans tous les domaines, en particulier en science et en technologie (art.3m) ; développer et promouvoir des politiques communes sur le commerce, la défense et les relations internationales afin d'assurer la défense du continent et renforcer sa position dans les négociations internationales (art.3.p).¹⁷⁵Bref, ces objectifs se résument à la promotion d'un cadre régional panafricain propice à la poursuite de la coopération entre les États et le développement des conditions favorables à la réalisation de l'unité africaine.

Étant une organisation à vocation générale, l'Union africaine doit : favoriser la coopération internationale, en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (art.3e) ; promouvoir les principes et les institutions démocratiques, la participation populaire et la bonne gouvernance (art.3g) ; promouvoir et protéger les droits de l'Homme et des Peuples conformément à la Charte africaine des droits de l'Homme et de Peuples (art.3h) ; créer les conditions appropriées permettant au continent de jouer le rôle qui est le sien dans

¹⁷⁵ Article rajouté lors d'une série d'amendements à l'Acte constitutif de l'Union africaine.

Amendements introduits à travers le *Protocole sur les amendements à l'Acte constitutif de l'Union africaine*, Maputo, Mozambique, 11 juillet 2003. Pas encore en vigueur. RTUA, en

ligne : http://au.int/en/sites/default/files/PROTOCOL_AMENDMENTS_CONSTITUTIVE_ACT_OF_THE_AFRICAN_UNION.pdf, consultée le 16 mars 2012

l'économie mondiale et dans les négociations internationales (art.3i) ; promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité humaine en vue de relever le niveau de vie des peuples africains (art.3k) ; œuvrer de concert avec les partenaires internationaux pertinents en vue de l'éradication des maladies évitables et de la promotion de la santé sur le continent (art.3n) ; assurer la participation effective des femmes dans le processus de prise des décisions, en particulier dans les domaines politique, économique et socioculturel(art.3.o) ; inviter et encourager la pleine participation de la Diaspora africaine en tant que partie importante du continent dans la construction de l'Union africaine (art.3.q). Il s'agit ici d'objectifs typiques à toute organisation internationale dont la vocation est générale. Elle doit favoriser la coopération dans tous les domaines de l'activité humaine.

Pour réaliser les objectifs qui lui sont assignés par l'Acte constitutif, il est prévu que l'Union articule son action selon un certain nombre de principes repris de la Charte de l'OUA et d'autres qui traduisent l'esprit de la nouvelle organisation. D'après les dispositions de l'article 4 de l'Acte, les principes fondateurs de l'Union africaine peuvent être classés en deux catégories : les principes purement juridiques et les principes socioéconomiques. De façon concomitante cependant, ces principes se rattachent tous à l'objet ultime de l'Union : bâtir une Afrique unie, forte et prospère. Les principes juridiques ont pour objet essentiel de régir la coopération et les relations entre les États membre de l'UA et se lisent comme suit : l'égalité souveraine et interdépendance des États membres de l'Union (art. 4a) ; respect des frontières existant au moment de l'accession à l'indépendance (art.4b) ; mise en place d'une politique de défense commune pour le continent africain (art.4d) ; règlement pacifique des conflits entre les États membres de l'Union par les moyens appropriés qui peuvent être décidés par la Conférence de l'Union (art.4e) interdiction de recourir ou de menacer de recourir à l'usage de la force entre les États membres de l'Union (art.4f) ; non-ingérence d'un État membre dans les affaires intérieures d'un autre État membre (art.4g) ; le droit de l'Union d'intervenir dans un État membre sur la décision

de la Conférence, dans certaines circonstances graves, à savoir : les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide (art.4h) ; coexistence pacifique entre les États membres de l'Union et leur droit de vivre dans la paix et la sécurité (art.4i) ; le droit des États membres de solliciter l'intervention de l'Union pour restaurer la paix et la sécurité (art.4j) ; promotion de l'auto dépendance collective, dans le cadre de l'Union (art.4k) .

Quant aux principes socioéconomiques qui correspondent au caractère d'organisation internationale à vocation générale , on peut les regrouper de la manière suivante : c) participation des peuples africains aux activités de l'Union (art.4c) ; promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes (art.4l) ; respect des principes démocratiques, des droits de l'homme, de l'État de droit et de la bonne gouvernance (art.4m) ; promotion de la justice sociale pour assurer un développement économique équilibré (art.4n) ; respect du caractère sacro-saint de la vie humaine et condamnation et rejet de l'impunité, des assassinats politiques, des actes de terrorisme et des activités subversives (art.4o) ; condamnation et rejet des changements anticonstitutionnels de gouvernement (art.4q). Il est à noter que ces principes socioéconomiques traduisent en effet le renouveau idéologique incarné par l'Union africaine.

Au regard de la Charte de l'OUA par exemple, on verra qu'il n'est nulle part question de la participation des peuples africains aux affaires de l'Organisation continentale. Il n'est pas fait mention du principe d'égalité entre les femmes et les hommes, ni du respect et de la promotion des droits de la personne ainsi que de la justice sociale. Le constat s'applique à certains principes juridiques. Ainsi, le droit de l'Union d'intervenir dans un État et celui des États membres de solliciter eux-mêmes cette intervention sont totalement nouveaux. De plus, si la Charte stipule que les États africains coordonnent et harmonisent leurs politiques nationales en matière de défense par exemple, l'Acte constitutif prescrit que l'action de l'UA est régie par la volonté, entre autres, de mettre en place une politique africaine de défense commune.

Signe que l'époque de la lutte pour la décolonisation de l'Afrique est révolue, l'Acte constitutif n'en fait aucunement référence mis à part la reconnaissance des luttes des peuples africains pour se libérer. Ces quelques remarques permettent de démarquer le contenu idéologique de l'OUA de l'esprit nouveau qui a animé la création de l'Union africaine. Cependant, l'Acte constitutif de l'UA accorde trop peu de place à la formulation des voies et moyens permettant de réaliser enfin de l'unité africaine hormis l'objectif d'accélérer le processus d'intégration régionale. La multitude d'objectifs et de principes énoncés dans l'Acte donnent l'impression que l'on est davantage devant un code de conduite que les États africains ont adopté dans le souhait d'entretenir entre eux des relations harmonieuses. Bien entendu, l'unité africaine impose en effet que les États africains entretiennent des rapports paisibles qui favorisent la coopération.

Nul ne saurait non plus ne pas adhérer aux objectifs socioéconomiques tels la promotion et le respect des droits de la personne humaine et des peuples, la poursuite de la paix et de la stabilité sur le continent, le développement économique afin de s'accrocher au train de la mondialisation. À notre avis, l'Union africaine devrait être entièrement orientée vers un objectif prioritaire; l'intégration régionale, qui, une fois réalisée, permettra l'atteinte de tous ses autres objectifs. Or, à force de vouloir s'attaquer simultanément à différents défis, les dirigeants africains nous semblent oublier, voire négliger l'essentiel et la raison d'être de l'Union, soit de réaliser l'unité africaine par l'aboutissement du processus d'intégration régionale initié dans le Traité d'Abuja. Le constat est que, dans ses dispositions et ses prérogatives conventionnelles actuelles, l'Union africaine, tout comme l'OUA à son époque, manque d'explications et de précisions quant à la façon de parvenir à l'unité africaine et surtout la forme que cette unité doit prendre à long terme. Il faut dès lors chercher d'autres sources d'explications. En ce sens, il s'avère que le cadre stratégique prévu par le Traité d'Abuja, comme nous l'avons montré précédemment, donne un début de réponse en posant clairement que c'est par l'intégration régionale que l'Afrique

parviendra à l'unité. Mais la question demeure entière, à savoir, l'unité sous quelle forme : politique sous la forme d'un État ou d'un Gouvernement panafricain; ou alors économique par le biais de l'intégration économique régionale?

4.1.1 Vers un Gouvernement panafricain?

Lors de la huitième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine tenue du 29 au 30 janvier 2007 à Addis-Abeba, les Chefs d'État et de Gouvernement ont évoqué la perspective de l'unité politique de l'Afrique en décidant de consacrer leur 9^e session ordinaire pour débattre d'un éventuel Gouvernement de l'Union africaine¹⁷⁶. Dans une des décisions arrêtées à cette conférence, les dirigeants africains ont affirmé clairement que « l'objectif ultime de l'Union africaine est l'intégration économique et politique du continent en vue de la création des États-Unis d'Afrique... »¹⁷⁷ Le but du débat sur le Gouvernement de l'Union africaine était, selon les termes de la *Déclaration d'Accra*¹⁷⁸, de « déterminer une vision claire de l'avenir de l'Union africaine et de l'Unité africaine. »¹⁷⁹ Une fois de plus, les Chefs d'État et de Gouvernement se sont dits convaincus que le but ultime de l'UA est la création des États-Unis d'Afrique « avec un Gouvernement de l'Union tel qu'envisagé par les pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité africaine et en particulier par le dirigeant visionnaire, le Dr. Kwame Nkrumah du Ghana »¹⁸⁰. Il est notamment précisé que le Gouvernement de l'Union doit reposer sur des valeurs

¹⁷⁶Conférence de l'UA, *Décision relative au rapport de la neuvième session extraordinaire du Conseil exécutif sur les propositions relatives au Gouvernement de l'Union*, Déc. Conf 156(VIII), Doc.off.Conf UA, 8^esess., Assembly/AU/Dec.156 VIII, en ligne :http://au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_FR_29_30_JANUARY_2007_AUC_THE_AFRICAN_UNION_EIGHTH_ORDINARY_SESSION.pdf, consultée le 30 mars 2012.

¹⁷⁷*Ibid.* au para.2

¹⁷⁸*Déclaration d'Accra*, 3 juillet 2007, Accra, Ghana, en ligne :http://au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_FR_01_JULY_03_JULY_2007_AUC_NINTH_ORDINARY_SESSION_DECISIONS_DECLARATIONS.pdf, consultée le 30 mars 2012

¹⁷⁹*Déclaration d'Accra*, *Ibid.* préamb au para 1

¹⁸⁰*Ibid.* préamb. au para.2

communes à convenir et à définir. De plus, un Comité ministériel a été mis sur pieds pour déterminer le contenu du Gouvernement de l'Union et ses relations avec les gouvernements nationaux; ses domaines de compétence et son impact sur la souveraineté des États membres; ses relations avec les communautés économiques régionales; une feuille de route et l'échéancier pour sa réalisation¹⁸¹, etc. Afin de parvenir au Gouvernement de l'Union il est recommandé de « rationaliser et renforcer les communautés économiques régionales, conformément à notre précédente décision de créer un marché commun africain à travers les phases prévues par le Traité instituant la Communauté économique africaine avec un calendrier revu et plus court qui fera l'objet d'un accord en vue l'intégration économique et, si possible, politique.»¹⁸²

Vu ces considérations, il a été convenu « d'accélérer l'intégration économique et politique du continent africain, à travers, notamment la formation d'un Gouvernement d'Union pour l'Afrique, l'objectif ultime de l'Union africaine étant la création des États-Unis d'Afrique »¹⁸³. Finalement, lors d'une session spéciale de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement tenue à Addis-Abeba le 1^{er} février 2009, il a été décidé « de transformer tout simplement la Commission de l'Union africaine en une Autorité de l'Union africaine; de renforcer l'Autorité de l'Union africaine; que l'autorité a une structure composée d'un Président, d'un Vice-président et de Secrétaires ayant des portefeuilles basés sur des domaines de compétence partagés, tel que convenu. »¹⁸⁴ Le Conseil exécutif, organe exécutif de l'Union africaine, a estimé que pour transformer la Commission en une Autorité de l'Union, il fallait : amender l'Acte constitutif de l'Union africaine selon les dispositions de son article 32

¹⁸¹ *Supra*, note 180 à l'art 2

¹⁸² *Ibid.* à l'art 2(a)

¹⁸³ *Ibid.* à l'art 1

¹⁸⁴ Conférence de l'UA, *Décision de la Session Spéciale de la Conférence sur le Gouvernement de l'Union*, *Assembly/AU/Dec.233(XII)*, préamb au para.1, en ligne : http://www.au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_FR_1_3_FEBRUARY_2009_AUC_TWELFTH_ORDINARY_SESSION_DECISIONS_DECLARATIONS_%20MESSAGE_CONGRATULATIONS_MOTION.pdf, consultée le 30 mars 2012

et inviter les États à accélérer la ratification des amendements; examiner plus en détails les propositions concernant les fonctions de l'Autorité, sa taille, les fonctions des secrétaires et les incidences financières de la mise en place de cette Autorité¹⁸⁵. En lieu et place de la création d'un Gouvernement d'Union telle que décidée à Accra en 2007, les dirigeants africains ont opté pour une mutation institutionnelle au sein de l'Union africaine. Ainsi, il a été statué de transformer la Commission en une Autorité dont les contours et les fonctions restent à définir. De plus, on remarque que lors des réunions subséquentes, il n'y a pas eu davantage de développement dans la mise en place de l'Autorité. Selon la décision *Assembly/AU/Dec.263(XIII)* adoptée lors de la 13^e session ordinaire de la Conférence à Syrte le 3 juillet 2009, on exhorte la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour élaborer : les instruments juridiques devant régir les différents amendements; la structure de la nouvelle Autorité en tenant compte du mandat qui lui a été donné; les incidences financières de la transformation de la Commission en l'Autorité¹⁸⁶.

À la 15^e session ordinaire de la Conférence tenue à Kampala en juillet 2010, la Conférence réaffirme « son engagement à l'égard du projet de transformation progressive de la Commission de l'Union africaine en Autorité de l'Union africaine afin de renforcer les capacités institutionnelles de l'Union africaine et accélérer l'intégration du continent »¹⁸⁷. Cet engagement de poursuivre le processus de transformation de la Commission en une Autorité en vue de renforcer le processus de mise en place institutionnelle de l'Union africaine et d'accélérer l'intégration économique et politique du continent est réaffirmé à la seizième session ordinaire de

¹⁸⁵*Supra*, note 164 au para.3.1

¹⁸⁶Conférence de l'UA, *Décision sur la transformation de la Commission de l'Union africaine en une Autorité de l'Union africaine*, *Assembly/AU/Dec.263(XIII)*, à l'art 3.1, en ligne : http://au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_FR_1_3_JULY_2009_BCP_ASSEMBLY_OF_THE_AFRICAN_UNION_THIRTEENTH_ORDINARY_SESSION.pdf, consultée le 30 mars 2012

¹⁸⁷Conférence de l'UA, *Décision sur la transformation de la Commission de l'Union africaine en une Autorité de l'Union africaine*, *Assembly/AU/Dec.298(XV)*, à l'art 2, en ligne : http://www.au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_FR_25_27_July_2010_BCP_ASSEMBLY_OF_THE_AFRICAN_UNION_Fifteenth_Ordinary_Session.pdf, consultée le 30 mars 2012

la Conférence en janvier 2011¹⁸⁸. Lors de la session de juillet 2011 il a été décidé de reporter l'examen de la question de la transformation de la Commission en une Autorité à la session de janvier 2012¹⁸⁹. Sauf qu'à la session ordinaire de la Conférence tenue à Addis-Abeba, du 30 au 31 janvier 2012, il a été également statué de remettre l'examen de la question pour la session de juin 2012¹⁹⁰. Finalement, la session ordinaire de la Conférence a été tenue en juillet 2012 et la décision de transformer la Commission en l'Autorité de l'Union était absente de l'ordre du jour¹⁹¹.

Au demeurant, il apparaît que l'idée d'un Gouvernement d'Union a été abandonnée ou du moins, mise de côté pour le moment. En revanche, on peut tirer différents enseignements résultants de la tentative de mettre en place un Gouvernement panafricain. Premièrement, on est un peu plus situé quant à la vision de l'unité continentale qu'entend réaliser l'Union africaine : une Afrique économiquement et politiquement intégrée sous la forme d'un «super-État fédéral dans lequel il n'y aura plus d'État national par ce que les frontières nationales n'auront plus de sens.»¹⁹²

Deuxièmement, le schéma stratégie prévu dans le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine semble être le chemin privilégié pour parvenir à

¹⁸⁸Conférence de l'UA, *Décision sur la transformation de la Commission de l'Union africaine en une Autorité de l'Union africaine*, Assembly/AU/Dec.341(XVI), à l'art 2 en ligne : http://au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_FR_30_31_JANUARY_2011_AUC_ASSEMBLY_AFRICAN_UNION_SIXTEENTH_ORDINARY_SESSION.pdf, consultée le 30 mars 2012

¹⁸⁹Conférence de l'UA, *Décision sur la transformation de la Commission de l'Union africaine en une Autorité de l'Union africaine*, Assembly/AU/Dec.372(XVII), à l'art 2, en ligne : [http://au.int/en/sites/default/files/Assembly_AU_Dec_363-390_\(XVII\)_F.pdf](http://au.int/en/sites/default/files/Assembly_AU_Dec_363-390_(XVII)_F.pdf), consultée le 30 mars 2012.

¹⁹⁰Conférence de l'UA, *Décision sur la transformation de la Commission de l'Union africaine en une Autorité de l'Union africaine*, Assembly/AU/Dec.415(XVII), à l'art 2, en ligne : [http://au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY%20AU%20DEC%20391%20-%20415%20\(XVIII\)%20_F.pdf](http://au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY%20AU%20DEC%20391%20-%20415%20(XVIII)%20_F.pdf), consultée le 30 mars 2012

¹⁹¹Conférence de l'Union africaine, *décisions, déclarations et résolution de la 19^e session ordinaire de la Conférence*, 15-16 juillet 2012, Addis-Abeba. En ligne : [http://au.int/en/sites/default/files/Assembly%20AU%20Dec%20416-449%20\(XIX\)%20_F_Final-1.pdf](http://au.int/en/sites/default/files/Assembly%20AU%20Dec%20416-449%20(XIX)%20_F_Final-1.pdf), consultée le 30 mars 2012

¹⁹²René N'Guettia Kouassi, «L'intégration en Afrique : pourquoi peine-t-on à l'accélérer?» (2011)5 AIR 1 à la p 70

l'intégration régionale en Afrique. La Déclaration d'Accra fait foi de ce constat en demandant de raccourcir le calendrier de mise en œuvre du Traité d'Abuja pour la création d'un marché commun africain.

Troisièmement, il apparaît que la volonté politique d'unir l'Afrique sur tous les plans existe bel et bien comme le soutient René N'Guettia Kouassi, précisant que cette volonté « s'est maintes fois exprimée à travers l'adoption d'initiatives majeures. »¹⁹³ Mais ce qui semble faire défaut trop souvent, c'est le saut qualitatif qui consiste à mettre effectivement en œuvre ces différentes initiatives intégratrices qui sont : la Déclaration de Monrovia, le Plan d'action et l'Acte final de Lagos, le Traité d'Abuja, l'Acte constitutif de l'Union africaine, la Déclaration d'Accra, etc. Selon Kouassi, ces multiples projets et programmes d'intégration se butent souvent et surtout sur des insuffisances financières et l'enracinement des souverainetés nationales. Or, leur réalisation « s'inscrit dans la logique, soit du partage des souverainetés individuelles, soit de l'abandon total ou partiel desdites souverainetés. »¹⁹⁴

Quatrièmement, concernant de manière générale la portée juridique de l'Union africaine, Ahmed Mohamed Ghadhi conclue, presque avec déception, qu'on est « loin d'une véritable structure d'union puisque aucune disposition ne l'envisage, pas même dans un avenir proche. »¹⁹⁵ Il importe de préciser que l'Union africaine n'a aucunement l'ambition d'être une structure d'union au sens étatique du terme, ni à le devenir. Elle n'a pas non plus pour dessin d'être l'aboutissement du processus d'intégration de l'Afrique. Tout comme l'a été en son temps l'OUA, l'UA a pour objet de servir de cadre institutionnel d'action collective aux dirigeants africains dans l'optique de réaliser l'unité de l'Afrique. Selon nous, il y a bien une nette distinction à faire entre l'Union africaine et l'unité africaine. C'est par ailleurs ce qui ressort de la Déclaration d'Accra lorsqu'elle rappelle que le but de la conférence était

¹⁹³ René N'Guettia Kouassi, *supra* note 172 à la p.60

¹⁹⁴ *Ibid.* à la p. 65

¹⁹⁵ Ahmed Ghadhi, *supra* note 22 à la p.301

d'organiser un Grand débat sur le Gouvernement de l'Union en vue de déterminer une vision claire de *l'avenir de l'Union africaine et de l'Unité africaine*. Concrètement, cela revient à dire qu'il y a d'un côté une institution : l'UA; et il y a de l'autre, un objectif à atteindre : l'unité africaine. Nous considérons qu'entre les deux notions, il existe une relation d'interdépendance. D'une part, la volonté des peuples africains de s'unir dans un ensemble plus grand et plus fort a donné lieu à la mise en place d'institutions, dont précédemment l'OUA et aujourd'hui l'UA. D'autre part, ces organisations et institutions ont pour objet principal de permettre la concrétisation de ce vieux rêve d'unité africaine. Or, si les organisations panafricaines sont modelées en fonction des objectifs qu'elles doivent réaliser ainsi que par les principes qui régissent leur action, en va-t-il de même pour leurs organes? Quels sont ces organes? Quels en sont les missions et les attributs juridiques?

4.2 Redynamisation institutionnelle du panafricanisme

On remarque que lors de la succession entre l'OUA et l'Union africaine, cette dernière a reconduit les 4 organes prévus dans la Charte tout en modifiant leur dénomination ainsi que leurs attributs. Partant de ce fait, nous avons privilégié de présenter et d'analyser seulement les organes de l'Union africaine tels que prévus à l'article 5 de l'Acte constitutif. D'après l'article 7 de la Charte, l'OUA était originalement composée des 4 organes suivants: la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, le Conseil des Ministres, le Secrétariat Général, ainsi que la Commission d'arbitrage, de médiation et de conciliation. Selon l'article 5.1 de l'Acte constitutif de l'UA, ces organes sont respectivement devenus : La Conférence de l'Union, le Conseil exécutif, la Commission. La Commission d'arbitrage, de conciliation et de médiation a pour sa part été remplacée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union, créé à travers le *Protocole relatif à la création du Conseil de paix*

*et de sécurité de l'Union africaine*¹⁹⁶ et en vertu de l'article 5.2 de l'Acte constitutif de l'Union africaine. Car comme on peut le voir, le CPS n'est pas explicitement prévu dans l'Acte constitutif.

Il est donc créé par l'interprétation de l'Acte du pouvoir discrétionnaire dont dispose la Conférence aux termes de l'article 5.2. Ainsi, en plus de ceux susmentionnés, l'Union africaine dispose de 6 autres organes pour atteindre ses objectifs : le Parlement panafricain, la Cour de justice, les Institutions financières, les Comités techniques spécialisés, le Comité des Représentants permanents, le Conseil économique, social et culturel. Il est également prévu au paragraphe 2 de l'article 5 que la Conférence peut décider de créer d'autres organes. En ce sens, on a pu créer la Commission de l'Union africaine sur le Droit international à travers le *Statut de la Commission de l'Union africaine sur le Droit international*¹⁹⁷, ainsi que le Conseil consultatif sur la corruption au sein de l'Union africaine, créé selon les termes de la *Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption*¹⁹⁸. Les attributs, le fonctionnement et même la composition de ces organes sont généralement définis dans l'Acte constitutif de l'Union africaine ou dans l'instrument juridique spécifique portant leur création¹⁹⁹. Nous nous limitons à la présentation des organes les plus significatifs et l'analyse de leurs attributs : la Conférence, la Commission, le Conseil exécutif, le Conseil de paix et de sécurité, les Comités techniques spécialisés, ainsi que la Cour africaine de justice et des droits de l'Homme.

¹⁹⁶ *Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine*, 9 juillet 2002, Durban, en ligne : http://www.au.int/en/sites/default/files/Protocol_peace_and_security.pdf, consultée le 20 mai 2012

¹⁹⁷ *Statut de la Commission de l'Union africaine sur le Droit international*, 4 février 2009, Addis-Abeba, en ligne : <http://au.int/en/content/statute-african-union-commission-international-law>, consulté le 20 mai 2012

¹⁹⁸ *Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption*, 11 juillet 2003, Maputo, en ligne : <http://au.int/en/content/african-union-convention-preventing-and-combating-corruption>, consultée le 20 mai 2012

¹⁹⁹ Pour une analyse détaillée des organes de l'UA, consulter : Guy Mvelle, *L'Union africaine. Fondements, organes, programmes et actions*, L'Harmattan, Paris, 2007, 467 pages

4.2.1 La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement

La Conférence de l'Union, composée des Chefs d'État et de Gouvernement ou de leurs représentants dûment accrédités (art.6.1), est l'organe suprême de l'Union (art.6.2). Cette suprématie de la Conférence se traduit notamment dans l'étendue de ses pouvoirs et ses fonctions (art.9.1) En termes de fonctions, la Conférence doit : définir les politiques communes de l'UA ; recevoir, examiner et statuer sur les rapports que lui soumettent les autres organes de l'Union ; examiner les demandes d'adhésion ou de cessation d'État membre. Quant aux pouvoirs, la Conférence a autorité pour : créer tout organe de l'Union ; adopter le budget de l'Union ; assurer le contrôle de la mise en œuvre des politiques et décisions de l'Union et veiller à leur application par tous les États membres ; nommer et mettre fin aux fonctions des juges de la Cour de justice de l'Union ; donner des directives au Conseil exécutif sur la gestion des conflits, des situations de guerres et autres situations d'urgence ainsi que sur la restauration de la paix²⁰⁰ ; nommer le Président, le ou les vice-présidents ainsi que les commissaires, déterminer leurs fonctions et leurs mandats. La Conférence a également le pouvoir de déléguer certains de ses pouvoirs et attributions à d'autres organes de l'Union.

Dans son fonctionnement, l'article 6 stipule que la Conférence se réunit au moins une fois par année en session ordinaire et sur demande d'un État membre mais après l'approbation des deux tiers des États membres, elle peut se réunir en session extraordinaire. Même si dans sa composition on retrouve outre les Chefs d'État et de Gouvernement, leurs représentants dûment accrédités, il est précisé plus loin que la présidence de la Conférence est assurée par un Chef d'État et de Gouvernement, élu

²⁰⁰ À noter que la gestion des conflits, des situations de guerre et autre situations d'urgence ainsi que la restauration de la paix sont des prérogatives du Conseil de paix et de sécurité depuis l'entrée en vigueur du protocole portant sa création, le 23 décembre 2003

pour un mandat d'un an après consultations entre les États membres (art.6.4). En clair, seul un Chef d'État ou chef de Gouvernement peut être élu Président de la conférence. Ce qui exclut de facto les représentants dûment accrédités.

Les décisions de la Conférence sont prises par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des États membres de l'Union (art.7.1). Cependant, les décisions de procédure sont adoptées à la majorité simple. La Conférence attient son quorum au deux tiers des États membres présents (art.7.2). Au regard de ses pouvoirs et fonctions on peut conclure que la Conférence est l'organe d'impulsion politique, de contrôle, d'harmonisation et de coordination, ainsi que la source d'autorité de l'Union africaine. Comme nous le verrons, tous les autres organes de l'Union africaine répondent devant la Conférence, en commençant par le Conseil exécutif.

4.2.2 Le Conseil exécutif de l'UA.

Composé des ministres des affaires étrangères ou de tous autres ministres ou autorités désignés par les États membre de l'UA, le Conseil fonctionne de la même manière que la Conférence en ce qui a trait à la prise de décision et de la constitution du quorum. De manière générale, le Conseil se veut l'organe chargé de la mise en œuvre des politiques de l'Union puisqu'il « se réunit pour examiner les questions dont il est saisi et contrôler la mise en œuvre des politiques arrêtées par la Conférence »²⁰¹ tout en étant responsable devant celle-ci²⁰².

Le Conseil contrôle la mise en œuvre des politiques relatives aux domaines suivants : le commerce extérieur; l'énergie, l'industrie et les ressources renouvelables; l'alimentation, l'élevage, l'agriculture et les ressources animales; les ressources en eau et l'irrigation; protection de l'environnement, action humanitaire et gestion des

²⁰¹ *Acte constitutif de l'Union africaine, supra* note 2 à l'art 13.2

²⁰² *Supra*, note 180.

catastrophes; transports et communications; assurances; éducation, culture, science et technologies; nationalité, résidences des ressortissants étrangers et les questions d'immigration; sécurité sociale et élaboration des politiques de protection de la mère et de l'enfant ainsi que des personnes handicapées; etc. (art.13.1a-k). Il s'assure aussi du suivi de l'exécution des arrêts de la Cour africaine de justice et des droits de l'Homme.²⁰³ Le pouvoir de contrôle et de décision du Conseil lui permet, en vertu de l'article 13.3, de déléguer tout ou une partie de ses prérogatives aux Comités techniques spécialisés. On peut prendre connaissance de l'ensemble des pouvoirs et fonctions du Conseil exécutif à travers son règlement intérieur²⁰⁴, dont l'initiative et l'adoption lui reviennent d'ailleurs selon l'article 12 de l'Acte constitutif. Au nombre de 7, composés des ministres ou hauts fonctionnaires chargés des secteurs relevant de leurs domaines de compétence respectifs, les Comités techniques spécialisés rendent compte au Conseil exécutif (art.14.1).

Ils sont respectivement chargés des questions telles que : économie rurale et agriculture; monnaie et finance; commerce, douanes et immigration; industrie, science et technologie, énergie, ressources naturelles et environnement; transports, communications et tourisme; santé, travail et affaires sociales; éducation, culture et ressources humaines; (art.14.1a-g). Selon son domaine de compétence, chaque Comité a pour tâches de : préparer des projets et programmes de l'Union et de les soumettre au Conseil exécutif; assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des décisions prises par les organes de l'Union; assurer la coordination et l'harmonisation des projets et programmes de l'Union; présenter des rapports et recommandations au Conseil exécutif, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Conseil, sur

²⁰³ *Protocole portant statut de la Cour africaine de justice et des Droits de l'Homme*, 1^{er} juillet 2008, Sharm-el-Sheikh, à l'art 43(5-6), Shar-el-Sheikh, en ligne : http://au.int/en/sites/default/files/PROTOCOL_STATUTE_AFRICAN_COURT_JUSTICE_AND_HUMAN_RIGHTS.pdf, consultée le 11 novembre 2012

²⁰⁴ *Règlement intérieur du Conseil exécutif de l'Union africaine*, 10 juillet 2002, Durban, en ligne : http://www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_Conventions_fr/Reglt%20Int%20Conseil%20ex%E9cutif_b_fr%20new.pdf, consultée le 11 novembre 2012.

l'exécutif des dispositions de l'Acte constitutif; s'acquitter de toute tâche qui pourrait lui être confiée, en application des dispositions de l'Acte (art.15a-e). Il est prévu que chaque Comité technique se réunisse aussi souvent que nécessaire et établisse son règlement intérieur devant être soumis au Conseil pour approbation (art.16). En définitive, les Comités techniques spécialisés, comme l'indique leur nom, sont appelés à s'occuper des aspects techniques, en termes de mise en application, des politiques de l'Union africaine.

4.2.3 Le Parlement panafricain.

Les politiques de l'Union africaine visent, entre autres, à améliorer les conditions de vie des populations africaines. Il est donc apparu normal que ces populations participent dans le processus de prise de décision et d'intégration régionale de l'Afrique, d'où la création du Parlement panafricain. La composition, les pouvoirs et l'organisation du Parlement ne sont pas contenus dans l'Acte constitutif. La complexité et l'importance d'une telle institution a nécessité l'élaboration et l'adoption d'un instrument juridique à part: le *Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine relatif au Parlement panafricain*.²⁰⁵ Le Protocole dispose par exemple que «La création du Parlement panafricain²⁰⁶ s'inscrit dans le cadre de la vision tendant à offrir une plate-forme commune aux peuples africains et à leurs organisations communautaires en vue d'assurer leur plus grande participation aux décisions et à la prise de décisions concernant les problèmes et les défis qui se

²⁰⁵ *Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine relatif au Parlement panafricain*, 2 mars 2001, Syrte, en ligne : [http://www.africa-union.org/Official documents/Treaties Conventions fr/Protocole%20CEA%20-%20PARLEMENT%20PANAFRICAIN.pdf](http://www.africa-union.org/Official%20documents/Treaties%20Conventions%20fr/Protocole%20CEA%20-%20PARLEMENT%20PANAFRICAIN.pdf), consultée le 1^{er} novembre 2012.

Pour aller plus loin sur la question du Parlement panafricain, voir : DemekeTsgaye, « The New Pan-African Parliament: Prospects and Challenges in View of the Experience of The European Parliament » (2004) 4 Afr Hum Rts LJ 53. Voir aussi : Konstantinos D. Magliveras & Gino J. Nladi, « The Pan-African Parliament of the African Union: an overview » (2003) 3 Afr Hum Rts LJ 222

posent au continent.»²⁰⁷ Afin de bien refléter cette vision, l'article 2.2 du Protocole stipule que les parlementaires panafricains et panafricaines représentent toutes les populations africaines.

Le Parlement est donc réputé être composé des représentants de tous les pays africains et refléter de la diversité d'opinions à l'intérieur de chaque État membre, qui y est représenté par 5 parlementaires dont au moins une femme (art.4). À terme, selon l'article 2.3 du Protocole, le Parlement panafricain est appelé à devenir une institution législative à part entière, c'est-à-dire, dotée de pleins pouvoirs et dont les membres sont élus au suffrage universel direct. À l'instar d'un parlement national, le Parlement panafricain pourra voter des lois qui s'appliqueront aux États membres de l'Union africaine et ce, selon son champ de compétences. Mais en attendant que les États en décident autrement, les pouvoirs du Parlement ne sont que d'ordre consultatif (art.2.3.i). Et de fait, le caractère purement consultatif du Parlement se traduit notamment au niveau des objectifs généraux qui lui sont assignés : faciliter la mise en œuvre effective des politiques et objectifs de l'Union ; promouvoir les principes des droits de l'Homme et de la démocratie en Afrique ; encourager la bonne gouvernance ; familiariser les peuples africains aux objectifs et politiques visant l'intégration du continent ; promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité ; favoriser l'autosuffisance collective et le redressement économique en vue de contribuer à un avenir prospère des peuples africains ; faciliter la coopération et le développement économique ; renforcer la solidarité continentale et créer un sentiment de destin commun parmi les peuples africains ; faciliter la coopération économique entre les communautés économiques régionales et leurs forums parlementaires (art.3.1-9).

Pourtant, pour atteindre ces différents objectifs, le Parlement doit disposer d'un minimum de pouvoir, au moins en termes d'initiatives ou de prise de décision. L'article 11 stipule que le Parlement est investi de pouvoirs législatifs, tels que

²⁰⁷ *Ibid.*, préamb. au para 4

définis par la Conférence. Mais il est précisé en même temps que, pour compléter l'article 2, durant «le premier mandat de son existence, le Parlement panafricain n'exerce que des pouvoirs consultatifs.»²⁰⁸ En cela, on peut constater en vertu de l'article 11 que le Parlement est principalement investi de la prérogative d'examiner, de débattre et de faire des recommandations aux organes habilités à décider de l'Union africaine. Et son champ d'action se limite aux questions relatives au respect des droits de l'homme, la culture démocratique et la bonne gouvernance ; à son budget et celui de la Communauté économique africaine à mettre en place ; aux défis posés par la mise en œuvre du processus d'intégration régionale en Afrique et les moyens de les relever ; etc. L'institution du Parlement panafricain parmi les organes de l'UA témoigne de la volonté des dirigeants africains d'impliquer la société civile africaine dans la construction d'une Afrique unie et prospère.

En même temps, vu son confinement actuel au rôle de simple organe consultatif, on a l'impression que les Chefs d'État et de Gouvernement Africains ont tout simplement voulu se départir de la perception selon laquelle l'UA « est un syndicat de Chefs d'État et de Gouvernement...un club d'amis qui ne se montre qu'à l'occasion de ses sommets biannuels.»²⁰⁹ En d'autres termes, l'Union africaine serait une institution panafricaine mais déconnectée et éloignée des peuples africains. Mais à bien y regarder, on constate que la création du Parlement panafricain est l'aboutissement d'une idée déjà envisagée dans le Traité instituant la CEA et reprise dans l'Acte constitutif de l'Union africaine. Elle démontre que les masses africaines non seulement refusent d'être éternellement laissées de côté et leurs opinions ignorées; exigent désormais de faire partie de la prise de décision et que des comptes leurs soient rendus concernant la conduite et la gestion des affaires de leur continent. Or dans son statut actuel d'organe consultatif, il faut reconnaître que le Parlement ne satisfait pas entièrement cette exigence.

²⁰⁸ *Protocole au Traité d'Abuja, supra* note 185 à l'art 11.

²⁰⁹ *Intégration en Afrique, supra* note 172 à la p.59

D'ailleurs, on peut légitimement se demander à quel point ses recommandations et ses avis sont suivis et appliqués par la Conférence des États membres. De plus, on ignore combien de temps durera la période dite transitoire pendant laquelle le Parlement n'exercera qu'un pouvoir de consultation. Le nombre limité de secteurs dans lesquels le Parlement est appelé à mener des études et soumettre des recommandations laisse penser que les dirigeants africains n'ont pas souhaité lui donner un rôle prépondérant en matière d'unité africaine. Cela est d'autant plus évident du fait que les questions de politique et de commerce extérieurs de l'Afrique sont exclues de son champ de compétence, même si celle-ci n'est que consultative. La Conférence, l'organe plénipotentiaire de l'Union, se réserve donc tous les pouvoirs relativement à la construction de l'unité continentale. Le seul domaine où la Conférence partage son pouvoir décisionnel concerne la prévention, la gestion et la résolution des conflits en Afrique, une tâche qui échoie au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

4.2.4 Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA (CPS)

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, CPS, vise à renforcer les capacités de l'Afrique « à faire face au fléau des conflits sur le continent et assurer que l'Afrique, à travers l'Union africaine, joue un rôle de premier plan dans la restauration de la paix, de la stabilité et de la sécurité sur le continent »²¹⁰. Pour ce faire, le CPS est appelé à être « un organe de décision permanent pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits »²¹¹ en Afrique. Sa structure est composée du Président de la Commission de l'Union africaine, d'un système continental d'alerte rapide, d'une force africaine pré positionnée, d'un Groupe des sages et d'un Fonds

²¹⁰ *Protocole relatif à la création du CPS, supra note 176 préamb. au para. 16*

²¹¹ *Ibid.* à l'art 2.1

spécial. De manière générale le CPS fait siens, les principes de l'Union africaine et fonctionne en conséquence.

En termes d'objectifs (art.3a-f), le CPS doit : promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique afin de protéger les populations civiles ; anticiper et prévenir les conflits et lorsque ceux-ci ont éclaté, il devra rétablir et consolider la paix en vue de faciliter le règlement desdits conflits ; promouvoir et mettre en œuvre les activités de consolidation de la paix et de reconstruction après les conflits ; coordonner et harmoniser les efforts de l'Afrique dans la prévention et la lutte contre le terrorisme dans tous ses aspects ; élaborer une politique de défense commune de l'Union africaine ; promouvoir et protéger les droits de l'Homme et des peuples, les pratiques et institutions démocratiques, etc. Pour atteindre ses objectifs en matière de promotion et de maintien de la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA assume des fonctions telles : les bons offices, la médiation, la conciliation et l'enquête ; alerte rapide et diplomatie préventive ; action humanitaire et gestion des catastrophes ; reconstruction post-conflits ; opérations de maintien de la paix, etc. Mais de quels pouvoirs dispose le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour mener à bien sa mission et atteindre ses multiples objectifs²¹² ? Selon l'article 7.1 du protocole portant sa création, il est prévu que le CPS partage les pouvoirs avec le Président de la Commission de l'UA. Généralement, le CPS a l'autorité de se prononcer sur toute question pouvant menacer le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique. Plus précisément, le CPS anticipe et prévient les différends et les conflits ainsi que toutes politiques susceptibles de conduire à un génocide et aux crimes contre l'humanité.

²¹² Sur le rôle de l'UA en matière de paix et de sécurité en Afrique, lire : Majinge, Charles Riziki, « The Future of peace keeping in Africa and the Normative Role of the African Union » (2010) 2 Goettigen J Int'l L 463. Pour le fonctionnement du Conseil de paix et de sécurité en particulier, consulter : Delphine Lecoutre, « Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, clef d'une nouvelle architecture de sécurité en Afrique ? » (2004) 4. 212 *Afrique contemporaine* 131

Le CPS des activités de rétablissement et de consolidation de la paix ; autorise l'organisation et le déploiement des opérations d'appui à la paix ; élabore les directives générales relatives aux missions d'appui à la paix, leur mandat et procède à une révision périodique de ces directives. Le CPS recommande à la Conférence, dans certaines circonstances graves, une intervention dans un État membre ; approuve les modalités de cette intervention après décision de la Conférence. Il impose des sanctions à chaque fois qu'un changement anticonstitutionnel se produit dans un État membre et met en œuvre la politique africaine de défense commune.

Il est important de noter que même si le CPS se veut un organe décisionnel en matière de paix, de sécurité et de stabilité en Afrique, il ne fonctionne pas de manière autonome et indépendante. En effet, le Conseil de paix et de sécurité, comme tous les autres organes de l'Union africaine, est soumis à l'autorité suprême de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement. Pour preuve, c'est à la Conférence que revient de décider d'une intervention dans un État membre, ainsi que de ces modalités, en cas de situations graves comme les génocides ou les crimes contre l'humanité, le CPS se contentant de d'approuver les modalités opérationnelles de cette intervention (art.7f). Ensuite, la Conférence se réserve le droit d'évaluer périodiquement dans quelle mesure les membres du CPS, c'est-à-dire les États et donc le CPS lui-même, continuent de remplir leurs engagements contractés en vertu des termes du protocole (art.5.4). Finalement, le CPS assume toute fonction décidée et qui lui est assignée par la Conférence (art.6g) et exerce les pouvoirs que lui délègue cette dernière (art.7r). Cependant, même s'il doit répondre devant la Conférence, le CPS est quand même doté du pouvoir et de la légitimité d'agir au nom de tous les membres de l'Union africaine. Car, tous les États membres de l'UA reconnaissent que dans l'exercice de ses fonctions, le CPS agit en leur nom (art.7.2) et ils conviennent d'une part, d'accepter et d'appliquer ses décisions (art.7.3) et d'autre part, de lui apporter leur entière coopération afin de faciliter toute action qu'il entreprend en lien avec la prévention, la gestion et le règlement des conflits en Afrique (art.7.4). On peut dire

qu'au-delà de la volonté de donner à l'Union africaine la capacité de faire face et de manière efficace à la question de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits en Afrique, cette question est indissociable non seulement à la problématique du développement mais aussi à tout projet d'intégration régionale. Or la « vision d'avenir de l'union africaine est une Afrique intégrée, prospère et en paix... »²¹³ Le développement économique qui amènera la prospérité, l'intégration régionale et la paix sont des objectifs complémentaires et indissociables de l'Union africaine.

4.2.5 La Commission de l'UA (CUA).

Ces objectifs sont poursuivis par tous les organes de l'Union mais en particulier par la Commission qui a pour mission de « (...) conduire le processus d'intégration et développement de l'Afrique en étroite collaboration avec les États membres, les communautés économiques régionales et les citoyens africains. »²¹⁴ En effet, si elle été créée pour être le secrétariat de l'Union africaine²¹⁵, la Commission joue plus qu'un rôle d'organe administratif. Globalement, la Commission a pour mandats généraux de : représenter l'UA et défendre ses intérêts sous l'autorité de la Conférence et du Conseil exécutif ; initier des propositions à soumettre aux autres organes et exécuter les décisions arrêtées par ces derniers ; assister les États membres dans l'exécution des programmes et des politiques de l'Union ; élaborer les positions communes et coordonner les actions des États membres lors des négociations

²¹³ Commission de l'Union africaine, *plan stratégique de la Commission de l'Union africaine : Vision d'avenir et missions de l'Union africaine 2004-2007*, Vol.1, mai 2004, à la p.29, en ligne : <http://www.africa-union.org/au%20summit%202004/volume%203%20final%20-%20french%20-%20204%20june%202004%20fr.pdf>, consultée le 1^{er} novembre 2012.

²¹⁴ Commission de l'Union africaine, *Plan stratégique de la Commission de l'UA 2009-2012*, mai 2009, à la p.10, en ligne : http://www.au.int/en/sites/default/files/Plan_Strategique_2009_2012.pdf, consultée le 1^{er} novembre 2012.

²¹⁵ *Acte constitutif de l'Union africaine*, *Supra* note 2 à l'art 20.1.

internationales²¹⁶. La mission générale et la portée de la Commission dans le système panafricain peuvent être mesurés par le rôle qu'elle est appelée à remplir dans des domaines plus spécifiques tels que : l'intégration politique et économique, la gouvernance, le renforcement des capacités institutionnelles de l'Union ainsi que la paix et la sécurité. La Commission a mandat de coordonner la mise en œuvre des programmes et politiques portant sur l'intégration politique et économique. En matière de gouvernance, elle se trouve investie d'un rôle de supervision et de leadership permettant de déterminer et de mettre en application un processus de normes de gouvernance continentale ; constitue une plate forme continentale unique d'échanges et de partage d'expériences de gouvernance.

Concernant le renforcement des capacités institutionnelles, la Commission assure l'harmonisation des décisions des États membres et les traduit en plans d'action qui seront mis en œuvre par les États membres et les CER. Enfin, sur le plan de la paix et de la sécurité, elle est habilitée à diriger, en collaboration avec le CPS, les programmes de paix et de sécurité et fournir un appui continental à la prévention, la gestion et le règlement des conflits²¹⁷. Dans ce domaine, on voit souvent la Commission jouer un rôle très actif en Afrique pour la gestion et le règlement des conflits comme en Lybie et en Côte d'Ivoire. A priori, au regard des dispositions de l'Acte constitutif de l'Union africaine, la Commission ne semble pas vouée à un rôle prépondérant dans le processus d'intégration régionale. On y constate tout simplement qu'il est créé une Commission qui est le secrétariat de l'Union, qu'elle est composée d'un Président, d'un ou des Vice-présidents et des commissaires (art.20.2) et que sa structure, ses attributions et ses règlements sont déterminés par la Conférence (art.20.3). En réalité, même si elle est soumise à l'autorité de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement ainsi que celle du Conseil exécutif, la Commission se veut un «organe panafricain unique, qui a le mandat de

²¹⁶*Supra*, note 190 à la p.32.

²¹⁷*Plan stratégique 2009-2012, ibid.* à la p.19.

développement de l'espace politique et de parler au nom de l'Afrique.» En ce sens, on peut dire qu'elle occupe une place centrale dans la structure organisationnelle ainsi que dans l'action de l'Union africaine, à l'instar de la Cour africaine de justice et des droits de l'Homme.

4.2.6. La Cour de justice et des droits de l'Homme de l'UA

Prévue par les articles 5d et 18.1 de l'Acte constitutif de l'Union africaine, la «Cour de justice et des droits de l'homme est l'organe judiciaire principal»²¹⁸ de l'organisation panafricaine. La création de la Cour résulte de la fusion entre la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et la Cour de justice de l'Union africaine. La première avait été créée par le *Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*²¹⁹. Elle avait pour mandat d'«accompagner et assister la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples dans l'exercice de ses fonctions de protection des droits de l'homme et des peuples en Afrique.»²²⁰ La seconde, soit la Cour de justice de l'Union africaine, avait été créée en 2003 par le *Protocole de la Cour de justice de l'Union africaine*²²¹, dans le but de service de principal organe judiciaire à l'Union²²². La Nouvelle Cour africaine de justice et des droits de l'homme est donc sensée, dès l'entrée en vigueur du protocole qui s'y

²¹⁸ *Protocole portant statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme*, 1^{er} juillet 2008, Sharm-El-Sheikh, à l'art.2.1, en ligne : <http://au.int/en/content/protocol-statute-african-court-justice-and-human-rights>, consultée le 12 novembre 2012.

²¹⁹ *Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples*, 10 juin 1998, Ouagadougou, en ligne : <http://au.int/en/content/protocol-african-charter-human-and-peoples-rights-establishment-african-court-human-and-peop>, consultée le 12 novembre 2012.

²²⁰ Cour africaine des droits de l'homme et des peuples : <http://www.african-court.org/fr/index.php/about-the-court/mandate>, consultée le 12 novembre 2012.

²²¹ *Protocole de la Cour de justice de l'Union africaine*, 11 juillet 2003, Maputo, en ligne : <http://au.int/en/content/protocol-court-justice-african-union>, consultée le 12 novembre 2012.

²²² *Ibid.* à l'art 2.2.

rapporte, intégrer et assumer les fonctions des deux Cours fusionnées et leurs compétences. S'il est voulu que la Cour soit la pièce judiciaire de l'Union africaine, de quelle compétence dispose-t-elle ? Le protocole portant statut de la Cour stipule en son article 28 que celle-ci exerce d'une compétence dite matérielle, c'est-à-dire qu'elle est habilitée à entendre toutes affaires ou différends d'ordre juridique qui lui sont soumis.

Cependant, ces différends doivent porter sur des domaines précis tels que : l'interprétation de l'Acte constitutif ; l'interprétation, l'application ou la validité de tout autre traité ou instruments juridiques dérivés de l'UA ou de l'OUA ; l'interprétation et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ou de tout autre instrument juridique relatif aux droits de l'homme et auxquels les États membres sont parties ; toute question de droit international ; actes, décisions, directives et règlements des organes de l'Union africaine ; toutes questions prévues dans tout autre accord que les États parties pourraient conclure entre eux ou avec l'UA et qui donne compétence à la Cour ; l'existence de tout fait qui, s'il est établi, constituerait la violation d'une obligation envers un État partie ou l'UA ; et la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international (art.28.a-h). On peut donc saisir la Cour de toute affaire ou différend relatif à ces différents domaines du droit. Or, seulement certains sujets de droits ou «entités»²²³ ont qualité pour ester devant la Cour relativement aux domaines de droits ci-haut mentionnés : la Conférence, le Parlement et les autres organes de l'Union autorisés par la Conférence ; les membres du personnel de l'Union, sur recours, dans un litige et dans certaines limites et conditions définies les Statut et règlement du personnel de l'Union (art.29a-c).

La Cour peut également être saisie en matière de violation des droits de la personne garantis par la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples ; la Charte

²²³ *Protocole de la Cour, ibid.* à l'art.29.

africaine des droits et du bien-être de l'enfant ; le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, ou par tout autre instrument relatif aux droits de l'homme dont les États membres sont parties (art.30). Comme l'accent est ici mis sur la protection des droits de la personne, parmi les entités pouvant saisir la Cour, on note : la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples ; le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant ; les organisations intergouvernementales africaines accréditées auprès de l'UA ou de ses organes ; les institutions nationales de promotion des droits de l'homme (art.30a-e); etc.

Les personnes physiques ainsi que les organisations non-gouvernementales accréditées auprès de l'Union ou de ses organes et institutions peuvent également ester devant la Cour mais sous réserve de certaines dispositions (art.30f). En effet, le *Protocole portant statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme* stipule en son article 8.3 que les États parties peuvent faire une déclaration acceptant la compétence de la Cour pour recevoir les requêtes énoncées à l'article 30(f). Autrement, les requêtes ne seraient pas recevables, faute de compétence de la Cour. Or l'Union africaine ayant pour objectif de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, on peut se demander si elle ne se trouve fragilisée par la faculté que se sont attribués les États membre d'accepter par déclaration ou non la compétence de la Cour dans ce domaine. L'autre question qui se pose concerne la portée des décisions de la Cour : obligent-elles les États membres ou sont-elles facultatives ? L'article 46 du statut de la Cour précise que les arrêts de celle-ci ont force obligatoire. En ce sens, les parties au litige doivent se conformer aux décisions de la Cour et en assurer l'exécution (art.46.3). Lorsqu'une partie au litige ne se soumet pas à la décision de la Cour, celle-ci a la faculté de porter le différend devant la Conférence qui décidera des mesures à prendre afin de donner effet à la décision (art.46.4) y compris l'imposition des sanctions économiques, politiques et la rupture des liens de transport et

communications avec les autres États membres²²⁴. En définitive, on peut dire que la Cour africaine de justice et des droits de l'homme, principal organe judiciaire de l'Union africaine, est appelée à la fois à arbitrer les différends de nature internationale et à statuer sur les violations des droits de l'homme en Afrique. Les quelques organes présentés ici et leurs fonctions, parmi la multitude d'organes dont est dotée l'UA, témoignent d'une importante évolution dans le processus de régionalisation en Afrique, tant au plan institutionnel que juridique.

4.3 De la coopération interétatique à l'intégration régionale : la redynamisation juridique du Panafricanisme.

Il ne fait pas doute que la conception de l'unité africaine ait évolué depuis le compromis qui a donné lieu à la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963. Et cette évolution se situe à plusieurs niveaux qui, de manière concomitante, font en sortes que de nos jours, l'idée de l'intégration régionale soit davantage d'actualité dans les rencontres panafricaines. Premièrement, du point de vue institutionnel, l'avènement de l'Union africaine nous l'avons vu précédemment, vise à doter le continent tout entier d'une plateforme commune, opérationnelle et qui répond aux aspirations de l'Afrique postcoloniale. Car, les différentes luttes pour la décolonisation de l'Afrique ayant abouti, de multiples défis se sont vite présentés : promouvoir et maintenir la paix et la sécurité sur continent à travers la prévention, la gestion et la résolution des conflits ; le développement économique et sociopolitique ; la promotion et la protection des droits de la personne ; la préservation, l'exploitation et la gestion des ressources naturelles. Il apparaît que tout cela n'est possible que dans le cadre d'une Afrique unie, d'où l'objectif de parvenir à l'intégration régionale. On peut donc voir que la structure organisationnelle de l'Union africaine est composée d'organes ou institutions pour chacun de ses domaines d'activités.

²²⁴ *Acte constitutif de l'Union africaine, supra note 2 à l'art 23.2*

Sous la direction politique de la Conférence, ces organes sont les outils de l'Union africaine pour atteindre les différents objectifs qui lui sont assignés dans l'Acte constitutif. En ce sens, l'UA semble disposée de plus capacités institutionnelles comparativement à l'Organisation de l'unité africaine. On se souvient que cette dernière n'avait, lors de sa création, que quatre organes : la Conférence des chefs d'États et de Gouvernement, le Secrétariat général, le Conseil des ministres ainsi que la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage. Le petit nombre d'organes de l'OUA traduit peut-être le fait que les États africains ne s'attendaient pas à ce que celle-ci joue un rôle important dans leurs affaires, dans celles du continent au-delà de la lutte de libération coloniale, et encore moins sur la scène internationale.

C'est d'ailleurs pour cette raison que l'article 2.2 de la Charte précise les domaines de coopération entre les États africains dans le cadre de l'OUA : politique et diplomatie ; économie, transports et communications ; éducation et culture ; santé, hygiène et nutrition ; science et technique ; défense et sécurité. C'est aussi pourquoi certains principes ont guidé la création de l'OUA : la non-ingérence dans les affaires intérieures des États membres ; le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale des États membres et leur inaliénable à une existence indépendante, etc. Même si à première vue plusieurs idées et considérations ont inspiré la rédaction de la Charte, (l'autodétermination, le progrès général de l'Afrique, la création d'institutions communes, créer les conditions de paix et de sécurité, etc.)²²⁵, le but fondamental de l'OUA était «la lutte collective pour la libération des pays africains du colonialisme et la défense de leur souveraineté nationale.»²²⁶ Il apparaît dès lors que la configuration juridique de l'OUA, une organisation de coopération intergouvernementale²²⁷, et le sens de son action institutionnelle (centraliser la coopération et les efforts des États membres) s'articulaient autour de l'objectif de décolonisation de l'Afrique et ensuite.

²²⁵ *Charte de l'OUA, ibid. Préambule*

²²⁶ *Plan stratégique 2004-2007 de la CUA, ibid. à la p.26*

²²⁷ *Ibid.*

de la sauvegarde de la souveraineté de ses États. Ce n'est finalement que dans les années 80, avec la fin progressive de la décolonisation, que l'OUA a commencé à se pencher sur d'autres problèmes du continent et en particulier celui du développement économique.

Ce changement d'orientation, on l'a vu, a pris graduellement forme à travers le *Plan d'action* et *L'Acte final de Lagos* devant finalement donner lieu au *Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine*. Il faut reconnaître que, si les efforts de l'OUA ont été concentrés dans les luttes de libération coloniale, c'est évidemment parce la décolonisation de l'Afrique conditionnait de facto toutes les autres aspirations des peuples africains, particulièrement le développement économique et l'unité continentale. A la lumière des objectifs de l'Union africaine, on peut conclure que celle-ci poursuit le processus lancé par l'OUA dans les années 80. Ce processus vise l'amélioration des conditions de vie des populations africaines ; le développement et le renforcement des capacités institutionnelles de l'Afrique ; la préservation, l'exploitation et la gestion indépendante et équitable des ressources naturelles ; le renforcement du sentiment d'un destin communautaire ; le développement économique et sociopolitique, avec pour levier, l'intégration régionale.

Ce qui nous amène, deuxièmement, à considérer que de la défunte OUA à l'actuelle Union africaine, l'objectif de l'intégration régionale posé dans l'Acte constitutif représente la principale évolution juridique dans la marche de l'Afrique vers son unité. Or, on se souvient que le Panafricanisme, avec pour «objectifs entre autres l'unité africaine à travers la création des États-Unis d'Afrique [et] qui visait à bannir non seulement les frontières et les limites coloniales, mais également les différences tenant aux pluralismes ethniques, raciaux ou linguistiques»²²⁸, a été complétement exclu de la Charte de l'OUA en 1963. De ce fait, la coopération

²²⁸ *Plan stratégique 2004-2007 de la CUA, Ibid. à la p.23.*

intergouvernementale, basée sur la coordination et l'harmonisation des politiques ainsi que le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale des États membres, fut le fondement juridique de l'Organisation de l'unité africaine.

A l'ère de l'Union africaine, on remarque tout d'abord une certaine réactualisation du Panafricanisme lorsque les rédacteurs de l'Acte constitutif rendent hommage aux générations de panafricanistes pour leur détermination à promouvoir l'unité des peuples africains²²⁹. Ensuite, l'inclusion de la Communauté économique africaine comme partie intégrante de l'Union africaine témoigne de la volonté des États africains de dépasser le stade de coopération intergouvernementale et d'engager l'Afrique progressivement et résolument dans le processus d'intégration régionale. En ce sens, il semble désormais acquis que «l'intégration apparaît comme le moyen privilégié d'accélérer le développement économique, social, culturel et politique des pays africains. D'une part, parce que l'affirmation d'une volonté commune de rapprochement et d'intégration est de nature à atténuer les sources de conflits. En outre, l'élargissement des marchés nationaux et l'harmonisation des cadres réglementaires contribueront à créer un environnement favorable à la rentabilité des investissements effectués sur le continent.»²³⁰ Et de fait, l'Acte constitutif pose clairement que l'Union africaine a pour objectif de réaliser l'intégration politique et socioéconomique de l'Afrique, puisqu'elle a pour tâche d'en accélérer le processus (art.3.c). De plus, si certains principes de l'époque OUA subsistent de nos jours tels : la non-ingérence, le respect de la souveraineté et des frontières des États membre de l'Union africaine, leurs effets se trouvent atténués par des dispositions de l'Acte constitutifs. Parmi ces dispositions, on note : le droit de l'Union d'intervenir dans les affaires intérieures d'un État membre lors de situations graves ; la promotion et la défense des positions africaines communes sur les questions d'intérêt pour l'Afrique ; la mise en place d'une politique de défense commune pour le continent ; la

²²⁹ *Acte constitutif de l'Union africaine, Ibid.* préamb au para 1

²³⁰ *Supra*, note 205 à la p.19.

participation des peuples africains dans les activités et le processus de décision de l'Union ; promotion de l'auto dépendance collective dans le cadre de l'Union, etc. Ces dispositions, qui sont en fait des objectifs et des principes de l'Union africaine, contribuent à notre avis à développement et à renforcer, du moins progressivement, une approche plus communautaire des problèmes de l'Afrique. L'idée étant bien entendu de faciliter le chemin de l'intégration régionale.

Finalement, on peut également mesurer l'évolution juridique qu'opère l'UA dans le processus africain de régionalisation à travers l'élargissement des sources de pouvoirs dans sa structure organisationnelle. En effet, alors que l'OUA ne disposait que d'une source d'autorité, la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, l'Union africaine en compte au moins trois selon la logique de la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire : la Conférence, le Parlement panafricain et la Cour africaine de justice et des droits de l'homme. Selon les statuts actuels et les attributions de ces trois organes, le Parlement et la Cour sont encore soumis à l'autorité de la Conférence en sa qualité d'organe suprême de l'Union africaine. La Cour compte sur l'autorité politique et décisionnelle de la Conférence pour assurer la mise en application effective de ses arrêts et ce, même si ces arrêts ont force obligatoire pour les parties impliquées. Pour sa part, le Parlement, en attendant d'exercer pleinement ses pouvoirs législatifs, est un organe consultatif.

Nous dirons que l'émergence de nouvelles sources de pouvoirs au sein de l'UA permet l'implication de plus d'acteurs dans le processus de régionalisation et contribue à sa vulgarisation voire à sa démocratisation. Il faut cependant reconnaître que l'Union africaine demeure une organisation d'États souverains et indépendants et cet état de fait est réaffirmé dans l'Acte constitutif. Inévitablement donc, les États africains restent les principaux acteurs de la marche de l'Afrique vers l'unité continentale. Du coup, il devient légitime de questionner les rapports qu'ils entretiennent individuellement avec l'idéal de l'unité africaine. Ceci nous a amené à

chercher à comprendre comment ou par quels mécanismes les États africains s'approprient-ils individuellement l'objectif de l'unité africaine.

DEUXIÈME PARTIE

LA PRATIQUE CONSTITUTIONNELLE DU PANAFRICANISME ENAFRIQUE.

L'historique du Panafricanisme nous a montré qu'avant son institutionnalisation à travers la création de l'OUA en 1963, l'engouement pour l'unité de l'Afrique avait fait le tour du continent. Ce vent favorable à l'unité continentale a notamment donné lieu à plusieurs tentatives de regroupements régionaux pour finalement aboutir à la Conférence décisive d'Addis-Abeba en mai 1963. De cette conférence, on l'a vu, est née la première organisation panafricaine dont la portée juridique se voulait continentale: l'Organisation de l'unité africaine. La signature de son instrument fondateur, la Charte de l'OUA, par tous les États présents à la conférence démontre l'intérêt de ces derniers pour la cause de l'unité africaine. Cet intérêt s'est manifesté tout au long de l'existence de l'OUA comme en témoigne notamment le fait que tous les États africains indépendants après 1963 en sont devenus membres.

De ce constat, nous estimons que tous les États parties à la Charte de l'OUA, et aujourd'hui à l'Acte constitutif de l'Union africaine, adhèrent à l'objectif de réaliser l'unité africaine. En effet, ils ont tous signé et ratifié les différents traités, chartes, déclarations, etc. bref tous les instruments juridiques se rapportant à l'objectif de l'unité africaine. Ce qui est tout à fait normal, en soi, puisqu'il s'agit d'une obligation juridique si un État veut être membre de l'organisation internationale et jouir de tous les avantages qui s'y rattachent. Au-delà donc de ces actes juridiques que sont la signature, la ratification et le dépôt de leurs instruments de ratification, de quelle autre façon les États africains manifestent-ils leur engagement à promouvoir et à réaliser l'unité africaine ? Vu l'approche positiviste de notre démarche méthodologique, nous avons opté d'analyser la pratique constitutionnelle des États africains au regard de leur obligation conventionnelle de promotion de réalisation de l'unité africaine. Notre démarche s'inspire de l'idée que la constitution, loi fondamentale de tout État

souverain, traduit les idéaux, les principes et les valeurs sur lesquels se fondent d'une part la nation toute entière et d'autre part, l'action de l'État à travers ses branches législative, judiciaire et exécutive. Dès lors, l'objectif de cette partie du travail est de voir en premier lieu, à travers leur constitution respective, si les États africains expriment ou non leur adhésion à l'idéal de l'unité africaine et comment s'y prennent-ils dans la pratique. En ce sens, nous avons examiné les constitutions des 54 États membres de l'UA afin de voir s'ils y ont introduit une quelconque disposition relativement à l'unité africaine.

En second lieu, il s'agit de voir si l'adhésion constitutionnelle à l'objectif d'unir l'Afrique influence ou non l'action des États africains dans leur quête d'unité. Pour cela, nous avons constaté la rapidité avec laquelle les États ont ratifié les différents textes juridiques devant organiser l'unité africaine dont deux particulièrement : le *Traité d'Abuja instituant la communauté économique africaine* et l'*Acte constitutif de l'Union africaine*. La validité du critère de la rapidité ici se fonde sur l'idée que : plus rapidement un traité obtient le nombre de ratifications requises selon ses propres dispositions, plus vite il entre vigueur amenant les États à mobiliser leurs actions dans le sens de l'objet et du but dudit traité.

Soulignons que nous avons retenus ces deux instruments juridiques parce que le premier pose les fondements de l'intégration régionale en Afrique; tandis que le second, plus récent, est le cadre juridique principal sur lequel repose le système régional africain. Nous avons aussi comparé les délais de ratification du Traité d'Abuja et de l'Acte constitutif de l'UA en faisant le parallélisme entre les États qui ont introduit une disposition relative à l'unité africaine dans leur constitution et ceux qui ne l'ont pas fait. En dernier lieu, il est question de déterminer si l'introduction par les États, de dispositions relatives à l'unité africaine dans leur droit constitutionnel respectif exerce une influence sur la conduite du processus d'intégration régionale en Afrique. Pour ce faire nous avons étudié le lien entre l'entrée en vigueur du Traité d'Abuja et de l'Acte constitutif de l'UA versus la rapidité avec laquelle les États les

ont ratifiés et déposé les instruments de ratification auprès du Gouvernement éthiopien qui en est le dépositaire.

CHAPITRE V

L'INTRODUCTION DU PANAFRICANISME DANS LA PRATIQUE CONSTITUTIONNELLE EN AFRIQUE

Dans ce chapitre, on constate de manière générale que l'introduction et la promotion de l'unité africaine constituent une donnée réelle dans le droit constitutionnel africain. En effet il ressort que la majorité des États africains prévoient dans leur constitution des dispositions qui font référence à l'unité africaine. De plus, suivant les États, l'approche constitutionnelle employée pour signifier son engagement à promouvoir et à réaliser l'unité africaine peut varier. On remarque aussi que seules quelques constitutions comme celles de l'Afrique du Sud, du Ghana, du Kenya, de la Libye, etc. sont muettes sur la question de l'unité de l'Afrique.

5.1 Introduction du Panafricanisme dans la pratique constitutionnelle : état des lieux

Sur les 54 États que compte aujourd'hui l'Union africaine, plus de la moitié soit 28 au total, ont introduit une disposition relative à l'unité africaine dans leur constitution respective. Ils signifient, en plus de l'adhésion conventionnelle, du coup leur attachement à l'idéal d'une Afrique unie. Quant aux 26 autres États dont la constitution ne comporte aucune mention de l'objectif de l'unité continentale, certains se contentent de déclarer leur adhésion aux principes et droits contenus dans la *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*. Parmi ceux-ci on compte : la Guinée Équatoriale (préambule, paragraphe 6) ; le Gabon (préambule, paragraphe 2) ; Madagascar (préambule, paragraphe 5.2) et le Rwanda (préambule, paragraphe 9). Dans le cadre de cette étude, nous nous intéressons essentiellement aux constitutions dont les dispositions font référence à l'objectif de l'unité africaine.

Comme le nous le verrons d'ailleurs plus en détails, le tableau suivant classe les 54 pays membres de l'Union africaine au regard de leur pratique constitutionnelle en matière d'unité africaine. Suivant ce tableau, on voit que les États africains qui expriment leur adhésion à l'objectif de l'unité africaine à travers la pratique constitutionnelle peuvent être classés selon deux tendances. La première comprend tous les États qui, par une référence générale dans le préambule de leur constitution, réaffirment, proclament ou déclarent leur attachement à l'unité de l'Afrique et s'engagent, dans certains cas, à la réaliser. Quant à la seconde tendance, elle comprend les différentes constitutions dans lesquelles est prévu un article traitant de la question de l'unité africaine et ce, nonobstant une référence dans le préambule. De plus, à l'intérieur de ce groupe d'États, nous avons créé une sous-catégorie comprenant les pays dont la pratique constitutionnelle montre qu'ils sont disposés à un abandon partiel ou total de la souveraineté nationale en vue de réaliser l'unité africaine.

Tableau 1: *classification des États africains selon les références constitutionnelles au Panafricanisme*

aucune référence	dans le préambule	un article
Afrique du Sud	Bénin	Angola
Algérie	Burundi	Burkina Faso
Botswana	Cameroun	Cap Vert
Congo	Comores	Centrafrique
Djibouti	Côte d'Ivoire	Congo (RDC)
Égypte	Guinée Conakry	Éthiopie
Érythrée	Liberia	Guinée Bissau
Guinée Équatoriale	Mauritanie	Mali
Gabon	Tchad	Mozambique
Gambie	Togo	Niger
Ghana		Nigeria
Kenya		Rép. Arabe Sahraouie
Lesotho		São Tomé et Príncipe
Libye		Sénégal
Île Maurice		Sierra Leone
Madagascar		Somali
Malawi		Soudan du Sud
Namibie		Ouganda
Rwanda		Swaziland
Seychelles		
Soudan		
Tanzanie		
Tunisie		
Zambie		
Zimbabwe		

5.2 La référence au Panafricanisme à travers le préambule

Bon nombre d'États africains expriment leur engagement contractuel à promouvoir et à réaliser l'unité africaine à travers le préambule de leur constitution. Dans cette catégorie, nous avons inclus la République d'Angola, l'Union des Comores, la République démocratique de Sao Tomé et Príncipe ainsi que le Royaume de Swaziland. Les constitutions de ces trois pays ne comportent aucune référence ou disposition témoignant explicitement de leur attachement à l'objectif de l'unité africaine, mais plutôt un attachement à certains textes juridiques qui s'y rapportent. Dans ce sens, on peut voir que la République d'Angola s'engage à respecter et à appliquer les principes de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine²³¹.

Pour l'Union des Comores, le préambule stipule que le «peuple Comorien affirme solennellement sa volonté de (...) marquer son attachement aux principes et droits fondamentaux tels qu'ils sont définis par la Charte des Nations Unies, celle de l'Organisation de l'unité africaine...et la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples.»²³² Concernant la République démocratique de Sao Tomé et Príncipe, elle «proclame son adhésion(...) aux principes et objectifs de l'Union africaine.»²³³ Quant au Royaume de Swaziland, la constitution prévoit à l'article 236 que « in dealing with other nations, Swaziland endeavour to uphold the principles, aims and ideals of (...) African Union, the Southern african development community.»²³⁴ À notre avis, le fait que ces États expriment leur adhésion à différents instruments

²³¹République d'Angola, *Constitution*, 2010, à l'art 15, en ligne : http://www.comissaoconstitucional.ao/pdfs/lei_constitucional.pdf, consultée le 28 novembre 2012.

²³²Union des Comores, *Constitution*, 2001, préamb. au para. 1.5, en ligne: <http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Comores.pdf>, consultée le 28 novembre 2012

²³³République de Sao Tomé et Príncipe, *Constitution*, 2003, à l'art. 12.2, en ligne: <http://www2.camara.gov.br/saotomeeprincipe/constituicao/constituicao-da-republica-democratica-de-s.tome-e#a1>, consultée le 28 novembre 2012

²³⁴Royaume de Swaziland, *Constitution*, 2005, à l'art. 236.1(d), en ligne: <http://www.ide.uniswa.sz/documents/resources/constitution2004.pdf>, consultée le 28 novembre 2012

juridiques panafricains confirme leur engagement vis-à-vis de l'objectif de l'unité africaine. Au-delà de ces quatre pays, la pratique constitutionnelle au regard de l'objectif de l'unité africaine reste donc le même si on remarque des différences quant à la manière dont la reconnaissance est articulée. Dans de nombreuses constitutions, l'attachement à l'unité africaine est exprimé de manière sommaire et en de termes très simples. Ainsi, la République du Burundi réaffirme son attachement à la cause de l'unité africaine conformément à l'Acte constitutif de l'Union africaine.²³⁵ La République du Cameroun se dit pour sa part convaincue que le salut de l'Afrique se trouve dans la réalisation d'une solidarité de plus en plus étroite entre les peuples africains et de ce fait, affirme sa volonté d'œuvrer à la construction d'une Afrique unie et forte.²³⁶ Dans le même ordre d'idées, pour la République de Mauritanie, il s'agit d'une question de conscience de la nécessité de resserrer les liens entre peuples frères, dont le peuple africain, et pour cela, le peuple mauritanien proclame qu'il œuvrera entre autres, à la réalisation de l'unité de l'Afrique²³⁷.

Il en va de même pour la République Arabe Sahraoui Démocratique qui souligne d'une part sa conscience de la nécessité, entre autres, de concrétiser les efforts des États pour l'unité de l'Afrique²³⁸ ; et d'autre part soutien les efforts de l'OUA pour « la consolidation de la stabilité en Afrique et la réalisation de la complémentarité économique entre les États membres. »²³⁹ Pour le Libéria dont le peuple garde à

²³⁵ République du Burundi, *Constitution*, 2005, préamb. au para. 10, en ligne: http://www.bi.undp.org/election2010/doc/constitution_rpburundi.pdf, consultée le 28 novembre 2012.

²³⁶ République du Cameroun, *Constitution*, 1996, préamb. au para. 2 ; en ligne: http://www.assembleenationale.cm/images/stories/DOCUMENTS_PDF/constitution.pdf, consultée le 28 novembre 2012.

²³⁷ République de Mauritanie, *Constitution*, 1991, préamb. au para. 3, en ligne: <http://www.mauritania.mr/fr/index.php?niveau=5&coderub=4&codsousseous=74&codesousrub=1>, consultée le 28 novembre 2012.

²³⁸ République Arabe Sahraoui Démocratique, *Constitution*, 1999, préamb. au para. 6, en ligne: <http://www.arso.org/03-const.99.htm>, consultée le 28 novembre 2012.

²³⁹ *Ibid.* à l'art. 24.

l'esprit l'obligation de promouvoir l'unité africaine²⁴⁰, il s'agit davantage d'un devoir. En second lieu, on remarque que certains États traduisent ce devoir de promotion de l'unité africaine en un objectif plus concret. Ainsi, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Tchad et le Togo, non seulement expriment leur attachement à la cause de l'unité africaine, mais aussi, ils précisent en outre la voie juridique pour réaliser cette unité.

Dans le préambule de la constitution de la République du Bénin par exemple, on peut lire que : « Nous, peuple béninois, proclamons notre attachement à la cause de l'unité africaine et nous engageons à tout mettre en œuvre pour réaliser l'intégration sous-régionale et régionale.»²⁴¹ Pour la République de Côte d'Ivoire, elle « s'engage à promouvoir l'intégration sous-régionale et régionale, en vue de la constitution de l'unité africaine.»²⁴² Dans la constitution guinéenne, il est mentionné que le peuple guinéen proclame son adhésion aux principes et idéaux de l'Acte constitutif de l'UA d'une part, et «réaffirme son attachement à la cause de l'unité africaine, de l'intégration sous-régionale et régionale du continent.»²⁴³ La République du Tchad et celle du Togo abondent dans le même sens en exprimant leur adhésion à l'unité africaine et militent pour l'intégration régionale. Le préambule de la constitution tchadienne prévoit au paragraphe 13 que le peuple du Tchad proclame son attachement à la cause de l'unité africaine et son engagement pour la réalisation de l'intégration sous-régionale et régionale²⁴⁴. Quant à la constitution togolaise, elle prévoit que le peuple est «résolument à défendre cause de l'unité nationale, de

²⁴⁰République du Libéria, *Constitution*, 1986, préamb. au para. 5, en ligne : <http://confinder.richmond.edu/admin/docs/liberia.pdf>, consultée le 28 novembre 2012.

²⁴¹République du Bénin, *Constitution*, 1990, préamb. au para. 10, en ligne: http://www.bj.refer.org/benin_ct/cop/assemble/constitution/constitution0.html#toc1, consultée le 29 novembre 2012.

²⁴²République de Côte d'Ivoire, *Constitution*, 2000, préamb. Au para. 7, en ligne: http://www.gouv.ci/ci_texte_1.php, consultée le 29 novembre 2012.

²⁴³République de Guinée, *Constitution*, 2010, préamb. au para 4, en ligne: <http://mjp.univ-perp.fr/constit/gn2010.htm#pr>, consultée le 29 novembre 2012.

²⁴⁴République du Tchad, *Constitution*, 1996, préamb. au para 13, en ligne: http://www.presidentetchad.org/Constitution_Tchad.pdf, consultée le 29 novembre.

l'unité africaine et à œuvre à la réalisation de l'intégration sous-régionale et régionale.»²⁴⁵ On voit bien que ce groupe d'États se distingue de ceux précédemment étudiés (expression sommaire et simplifiée, dans le préambule, de l'attachement à l'unité africaine) sur deux points.

Premièrement, leur pratique constitutionnelle souligne leur *engagement* à réaliser l'unité africaine. Sur ce point, l'étude des premières constitutions a montré que les États concernés ne faisaient qu'exprimer leur *adhésion ou leur attachement* à la cause de l'unité africaine. Deuxièmement, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée; le Tchad ainsi que le Togo précisent de quelle manière ils entendent réaliser l'unité africaine. Pour ces pays, l'intégration régionale est la voie juridique qui mènera à l'unité continentale. On comprend donc mieux que leur adhésion à la cause de l'unité africaine passe par l'engagement à promouvoir et à réaliser l'intégration sous-régionale et régionale du continent. En ce sens, on peut dire que leur approche constitutionnelle de l'unité africaine se rapproche de la seconde tendance que nous avons observée : les États qui ont introduit un article spécifique dans leur constitution pour traiter de l'unité de l'Afrique.

5.3 Référence constitutionnelle au panafricanisme au moyen d'un article

On a pu constater que certains pays allaient au-delà de la simple déclaration idéologique au niveau du préambule de leur constitution pour indiquer qu'ils adhéraient à la légitime volonté de peuples africains de s'unir et qu'ils travailleraient à matérialiser cet objectif. Ces États se démarquent de la majorité des États membres de l'Union africaine du fait que leurs constitutions respectives prévoient un article propre à l'objectif de l'unité continentale. Pour bon nombre d'États africains, l'unité

²⁴⁵République du Togo, 1992, *Constitution*, préamb. paragraphe 7, en ligne : http://www.unhcr.org/refworld/country_LEGALLEGISLATION_TGO_456d621e2_48ef43c72_0.html, consultée le 29 novembre 2012

de l'Afrique est un objectif politique et particulièrement de politique étrangère. Pour certains autres États, la réalisation de l'objectif de l'unité africaine peut impliquer l'abandon d'une partie ou la totalité de leur souveraineté nationale. Sur les 13 pays dont la constitution prévoit un article spécifique concernant l'objectif de l'unité africaine, 7 l'intègrent comme un élément de leur politique étrangère. Parmi ceux-ci, on compte : le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique, le Nigéria, la Siéra Leone, le Sud Soudan et l'Ouganda. L'article 11(6) de la constitution capverdienne stipule que l'État du Cap Vert s'engage à renforcer l'identité, l'unité et l'intégration africaines ainsi qu'à mettre en œuvre les accords en faveur du développement²⁴⁶. Pour la République de Guinée-Bissau, l'article 18(3) de la constitution précise que : « Sans préjudice des conquêtes obtenues à travers la lutte de libération nationale, la République de Guinée-Bissau participe aux efforts des États africains, sur la base régionale ou continentale, en vue de la réalisation de l'unité africaine. »²⁴⁷

Dans le cas de la République du Mozambique, deux articles traitent de la question de l'unité africaine. L'article 62(2) indique que la République accepte, observe et applique les principes de l'OUA²⁴⁸; tandis que l'article 63(1) pour sa part établit que « The Republic of Mozambique shall be in solidarity with the struggle of the african peoples and States for unity in respect of their freedom, dignity and right to economic and social progress. »²⁴⁹ Dans la même logique, on retrouve la République de Siéra Leone dont la constitution dispose à l'article 10(b) que l'un des objectifs de la politique étrangère est la « promotion of sub-regional, regional inter-africano-

²⁴⁶République du Cap Vert, *Constitution*, 2010, à l'art.11.6, en ligne : <http://www.parlamento.cv/Downloads/Constitui%C3%A7%C3%A3o%20da%20Rep%C3%BAblica%20de%20Cabo%20verde,%202010.pdf>, consultée le 30 novembre 2012.

²⁴⁷République de Guinée-Bissau, *Constitution*, 1984, à l'art. 18.3, en ligne : http://confinder.richmond.edu/admin/docs/Guinea_Bissau_French.pdf, consultée le 30 novembre 2012.

²⁴⁸République du Mozambique, *Constitution*, 1990, à l'art.62.2, en ligne : http://confinder.richmond.edu/admin/docs/Constitution_%28in_force_21_01_05%29%28English%29-Mozlegal.pdf, consultée le 30 novembre 2012.

²⁴⁹*Ibid.* à l'art. 63.1.

operation and unity»²⁵⁰ alors que pour la République du Sud Soudan cet objectif de politique étrangère sera, selon l'article 43(b), « the achievement of african economic integration, within the ongoing regional plans and fora as well as promoting african unity and co-operation as foreseen those plans.»²⁵¹

Quant à la République fédérale du Nigéria, le paragraphe 1 du préambule affirme que le pays est dédié à la promotion de la solidarité interafricaine et ce dévouement est confirmé à l'article 19(b) de la constitution selon lequel, les objectifs de la politique étrangère sont, entre autres, «the promotion of african integration and african unity.»²⁵² Enfin, l'article 28(3) de la loi fondamentale ougandaise affirme que « The state shall promote regional and pan-african cultural, economic and political cooperation and integration»²⁵³. L'intégration régionale semble donc pour beaucoup d'États être le processus juridique qui amènera à l'unité africaine et au développement de l'Afrique. Or il ne suffit pas de vouloir réaliser l'intégration régionale pour concrétiser l'unité africaine, il faut aussi poser des actes concrets en faveur de cette unité.

Des actions qui finalement, rendent l'unité possible, voir probable. Dans cette optique, nous constatons que quelques États africains, dans leur droit constitutionnel, ont exprimé leur disposition à délaissier partiellement ou totalement leur souveraineté en vue de la réalisation de l'unité continentale. Car en effet, l'idée d'intégration régionale implique de la part des États de la région concernée, d'abandonner soit une partie, soit la totalité de leurs prérogatives d'États souverains au profit d'une entité supra étatique appelée à agir en leurs noms. On verra comment, dans la section

²⁵⁰ République de Sierra Leone, *Constitution*, 1991, à l'art. 10. b. en ligne : <http://www.sierra-leone.org/Laws/constitution1991.pdf>, consultée le 30 novembre 2012.

²⁵¹ République du Sud Soudan, *Constitution*, 2011, à l'art.43.b.

²⁵² République Fédérale du Nigéria, *Constitution*, 1999, à l'art.19.b, en ligne : <http://www.nigeria-law.org/ConstitutionOfTheFederalRepublicOfNigeria.htm>, consultée le 30 novembre 2012

²⁵³ République d'Ouganda, *Constitution*, 1995, à l'art 28.3, en ligne : http://www.uganda.at/Geschichte/verfassung_der_republik_Uganda_2008.pdf, consultée le 30 novembre 2012

suivante, quelques États africains sont constitutionnellement prêts à faire ce saut qualitatif pour concrétiser l'unité politique, économique et socioculturelle de l'Afrique. Il s'agit : du Burkina Faso, de la République Centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Mali, du Niger et du Sénégal.

5.4 Abandon de souveraineté nationale en vue de réaliser l'unité africaine

À l'instar des constitutions que nous avons citées jusqu'à présent dans ce chapitre, le préambule sert ici aussi à annoncer l'engagement juridique de l'État en faveur de la cause de l'unité africaine. Ainsi, la République du Burkina Faso annonce qu'elle recherche *l'intégration économique et politique avec les peuples d'Afrique en vue de constituer une unité fédérative de l'Afrique*²⁵⁴; la République centrafricaine réitère sa volonté (...) *d'œuvrer pour l'Union africaine conformément à l'Acte constitutif adopté le 12 juillet 2000*²⁵⁵; la République Démocratique du Congo se dit animée par la *volonté de voir tous les États africains s'unir et travailler de concert en vue de promouvoir et consolider l'unité africaine à travers les organisations continentales, régionales et sous-régionales pour offrir de meilleures perspectives de développement et de progrès socio-économique aux Peuples d'Afrique*²⁵⁶; la République du Mali réaffirme son attachement à la réalisation de l'unité africaine²⁵⁷; le Niger réaffirme son attachement à l'unité africaine et s'engage à tout mettre en

254République du Burkina Faso, *Constitution*, 1991, préamb. au para. 6, en ligne : <http://presidence.bf/constitution.php?sid=22>, consulté le 10 décembre 2012

255République centrafricaine, *Constitution*, 2004, préamb. para. 12, en ligne : http://www.law.yale.edu/rcw/rcw/jurisdictions/afm/centralafricanrepublic/car_const.pdf, consultée le 10 décembre 2012.

256République démocratique du Congo, *Constitution*, préamb. au para. 6, en ligne : http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Constitution_de_la_RDC.pdf, consultée le 10 décembre 2012

257République du Mali, *Constitution*, 1992, préamb. au para. 6, en ligne : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan002746.pdf>, consultée le 10 décembre 2012

*œuvre pour réaliser l'intégration régionale et sous-régionale*²⁵⁸; et finalement, la République du Sénégal est *attachée à l'idéal de l'unité africaine*²⁵⁹. Cette déclaration d'intentions est par la suite renforcée par un article de la constitution exprimant clairement les actions que chaque État est, individuellement, prêt à mener pour réaliser l'unité avec les autres États africains.

Dans le cas de la République du Burkina Faso, l'article 46 de la constitution dispose que l'État *peut conclure avec tout État africain des accords d'association ou de communauté impliquant un abandon total ou partiel souveraineté*. Cet acte ne peut prendre effet qu'après l'approbation du peuple burkinabè à travers un vote favorable du parlement²⁶⁰ national. Pour la Centrafrique, l'article 70 indique la république *peut, après référendum, conclure, avec tout État africain, des accords d'association ou de fusion comprenant un abandon total ou partiel de la souveraineté en vue de réaliser l'unité africaine*. Sans nécessairement préciser à travers quel mécanisme, l'article 217 de la constitution de la RDC indique que cette dernière *peut conclure des traités ou accords d'association ou de communauté comportant un abandon partiel de souveraineté en vue de promouvoir l'unité africaine*.

Pour le Mali, c'est l'article 117 de la constitution qui régit la question de l'unité africaine et celui-ci stipule que la *république peut conclure avec tout État africain des accords d'association ou de communauté comprenant abandon partiel ou total de souveraineté en vue de réaliser l'unité africaine*. On retrouve la même disposition dans la constitution du Niger puisque l'article 133 énonce que *la république du Niger peut conclure avec tout État africain des accords d'association ou de communauté emportant abandon partiel ou total de souveraineté en vue de réaliser l'unité africaine*. Finalement, c'est le même libellé qui est employé dans la constitution du

258République du Niger, *Constitution*, 2010, préamb. au para. 6, en ligne :<http://cour-constitutionnelle-niger.org/constitution.php>, consultée le 10 décembre 2012

259République du Sénégal, *Constitution*, 2001, préamb. au para. 6, en ligne :
<http://www.gouv.sn/IMG/pdf/Constitution.pdf>, consultée le 10 décembre 2012.

260Ibid. à l'art. 147.

Sénégal selon l'article 96(4) qui établit clairement que *la république du Sénégal peut conclure des accords d'association ou de communauté comprenant abandon partiel ou total de souveraineté en vue de réaliser l'unité africaine*. Si le libellé de la disposition constitutionnelle traitant de l'unité africaine est identique ou presque d'un texte à l'autre, notons qu'il existe quand même quelques particularités.

Tout d'abord, la RDC, contrairement aux autres États, est disposée à abandonner seulement une partie de sa souveraineté pour réaliser l'unité africaine. Cela signifie-t-il que ce pays serait désintéressé par tout projet d'intégration régionale avec abandon total de souveraineté? Une lecture *stricto sensu* de l'article 217 répondrait par l'affirmative. Cependant, on peut penser que cette position peut évoluer pendant le processus des négociations devant mener au parachèvement de l'intégration régionale. Ensuite, on remarque que les mécanismes constitutionnels prévus pour entériner la décision d'entrer dans une association ou une communauté d'États ne sont pas nécessairement les mêmes d'un pays à l'autre.

On peut en effet voir que dans certains cas, la constitution prévoit une consultation populaire à travers le référendum; alors que dans d'autres, c'est le parlement national qui devra se prononcer. Dans certaines constitutions aucun mécanisme n'est explicitement prévu. Dans ce derniers cas de figure, il semblerait que la ratification du traité afférent par les autorités légalement reconnues, le Président de la république ou le Parlement, selon le cas, soit un acte juridique suffisant pour confirmer l'adhésion de l'État à une communauté. Enfin, le Mali, le Niger et le Sénégal présentent une autre particularité constitutionnelle significative concernant l'objectif de l'unité africaine. La pratique constitutionnelle de l'unité africaine de ces États démontre que, le Président de la république, au moment de prêter serment, est appelé à inclure la réalisation de l'unité africaine parmi ses objectifs de mandat. Par exemple, selon l'article 37 de la constitution du Mali, le Président de la République s'engage *solennellement et sur l'honneur à mettre tout en œuvre pour la réalisation de l'unité africaine*. D'après l'article 39 de la constitution nigérienne, le Président prête serment

en jurant sur le Livre saint de ne ménager aucun effort pour la réalisation de l'unité africaine. Et quant au Sénégal, en vertu de l'article 37 de la constitution, le Président du Sénégal jure devant Dieu et devant la Nation sénégalaise de ne ménager aucun effort pour la réalisation de l'unité africaine. Il est difficile de pouvoir faire un bilan de l'action des chefs d'État de ces trois pays pour la réalisation de l'unité africaine. Mais d'après leur droit constitutionnel, ces États semblent témoigner une très grande ouverture pour la question de l'unité du continent africain. On peut en effet faire le même diagnostic pour les 4 autres États disposés à abandonner la totalité ou une partie de leur souveraineté en vue de concrétiser l'unité africaine.

On remarque en ce sens que lors de la conférence d'Addis-Abeba en 1963 devant créer l'OUA, les discours de ces États (Burkina Faso, Sénégal, Mali, Tchad, République centrafricaine et RDC)²⁶¹ avaient une teneur intégrationniste. nous l'avons mesurée notamment à travers la rapidité avec laquelle les États africains ont ratifié et déposé leurs instruments de ratification du *Traité d'Abuja* et de l'*Acte constitutif* de l'UA. Concernant précisément le Mali, le Niger et le Sénégal, on a pu remarquer ces États ratifient les instruments juridique de l'unité africaine dans des délais relativement plus court que le délai moyen des autres États. Ainsi, tandis que les 3 pays ont ratifié l'Acte constitutif moins d'un an après sa signature, le Niger et le Sénégal ont pris un an pour ratifier le Traité d'Abuja alors pour le Mali, ce processus a nécessité un an et demi. Qu'en est-il des autres pays membres de l'Union africaine ?

²⁶¹Nous n'avons pas pu obtenir la déclaration du Président du Niger en 1963. La RDC ou République Démocratique du Congo s'appelait la République Congo à l'époque.

CHAPITRE VI

LES DELAIS DE RATIFICATION DES INSTRUMENTS JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES COMME PRATIQUE CONSTITUTIONNELLE DE L'UNITÉ AFRICAINE.

Notre démarche méthodologique s'est appuyée au premier chef sur les données disponibles dans le recueil en ligne des traités de l'Union africaine. Pour chaque traité, on peut notamment consulter la liste des pays l'ayant signé et ratifié, la date de signature, celle de la ratification et ainsi que la date de dépôt des instruments de ratification par chacun des États membres. A partir de ces informations, nous avons pu étudier les délais de ratification du Traité d'Abuja et de l'Acte constitutif. Pour rappel, nous cherchons ici à déterminer si la pratique constitutionnelle au regard de l'unité africaine influence les délais de ratification des différents instruments juridiques qui s'y rapportent.

Plus précisément, la question est de savoir si les États ayant introduit, dans leur constitution respective, des dispositions relatives à l'unité africaine adhèrent plus rapidement aux textes juridiques qui régissent cette unité. Les tableaux 2 et 3 ci-dessous regroupent les pays selon le temps qu'il leur a fallu pour compléter le processus d'adhésion au *Traité d'Abuja* et à l'Acte constitutif de l'Union africaine, dont le premier fut signé le 3 juin 1991 et le second, le 11 juillet 2000. Nous avons classé les États en fonction de la date de dépôt des instruments de ratification du traité, considérant le fait que c'est cet acte final dans le processus d'adhésion qui conditionne l'entrée en vigueur dudit traité.

6.1 Les intervalles de ratification du Traité d'Abuja et de l'Acte constitutif de l'Union africaine

Le *Traité d'Abuja*, est entré en vigueur 3 ans plus tard après sa signature. Nous avons de ce fait regroupé les États selon quatre intervalles : un processus de ratification rapide, moyen, lent et très lent. Soit des délais suivants : 1 an; 2 ans; 3ans; 3ans et plus. Par conséquent, on peut voir que la majorité des États africains, soit un total de 31, ont mené à terme leur processus d'adhésion au traité dans un intervalle de 2 ans. De ce nombre, 11 pays ont rempli cette obligation conventionnelle à l'intérieur de la première année et 20 au cours de la seconde. On constate également que quatre États l'ont rempli dans un délai de 3 ans. À l'opposé, il a fallu plus de 3 ans à une quinzaine de pays africains pour ratifier et déposer leurs instruments de ratification du traité instituant la communauté économique africaine.

On note par que ailleurs le Traité d'Abuja a pris effet 30 jours après le dépôt par la Sierra Leone de ses instruments de ratification. De ce fait, elle devenait le 34^e pays seulement à s'acquitter de ses obligations et remplissait de surcroît la condition juridique posée à l'article 101 qui stipule que le traité entre en vigueur 30 jours après le dépôt des instruments de ratification par les deux-tiers des États membres de l'OUA. Il faut noter que lors de la signature du traité instituant la Communauté économique africaine en juin 1991, l'OUA comptait 52 États membres, le Maroc s'étant retiré, tandis que l'Afrique du Sud (exclue du fait de la politique d'apartheid qui y était pratiquée notamment) et le Soudan du Sud (indépendant en juin 2011) n'en étaient pas encore membres.

Tableaux 2 et 3. *Les États africains selon le délai de ratification du Traité d'Abuja (juin 1991)*²⁶²

Délais de ratification du traité d'Abuja par les États n'ayant introduit aucune disposition constitutionnelle relative à l'unité africaine			
1 an et moins	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 ans et +
Ghana	Égypte	Malawi	Afrique Du Sud
Ile Maurice	Gambie	Rwanda	Algérie
Seychelles	Kenya		Botswana
Tanzanie	Libye		Congo
Zimbabwe	Namibie		Guinée Équatoriale
	Soudan		Gabon
	Zambie		Lesotho
			Tunisie

Délais de ratification du traité d'Abuja par les États ayant introduit au moins une disposition constitutionnelle relative à l'unité africaine			
1 an et moins	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 ans et +
Angola	Burundi	Sierra Leone	Bénin
Burkina Faso	Cap-Vert	Tchad	Cameroun
Nigeria	Centrafrique		Comores
Sénégal	Congo RDC		Mauritanie
	Côte d'Ivoire		Soudan du Sud
	Éthiopie		Swaziland
	Guinée Conakry		Togo
	Liberia		
	Mali		
	Mozambique		
	Niger		
	Rép. Arabe Sahraouie		
	São Tome et Principe		

262 À noter que quatre pays n'ont pas à ce jour ratifié le traité instituant la CEA : Érythrée, Somalie, Djibouti et Madagascar.

En d'autres termes, on peut dire que le processus d'adhésion au Traité d'Abuja a été relativement long puis qu'il l'aura fallu au moins trois ans avant qu'il ne prenne force. La situation est très différente lorsqu'on examine les délais de ratification de l'Acte constitutif de l'Union africaine d'après les données du tableau 3 ci-dessous. Tout d'abord, l'Acte constitutif est entré en vigueur moins d'un an à peine après sa signature. Ceci nous a permis de classer les États en trois catégories en fonction du délai de ratification de l'Acte constitutif. Certains États ont complété leur processus d'adhésion à l'acte constitutif dans un délai de moins d'un an, d'autres dans un délai d'un à deux ans. Et enfin, très peu ont déposé leurs instruments de ratification dans un délai de deux ans et plus. A partir des données du tableau 3 ci-après, on observe que la quasi-totalité des États africains ont parachevé la ratification de l'Acte constitutif de l'Union africaine dans un intervalle de temps de moins de 2 ans.

Le cas du Soudan du Sud étant différent comme précédemment souligné, à peine deux pays, la Guinée Bissau et le Madagascar ont dépassé ce délai pour parachever leur adhésion à l'Acte constitutif. Étant donné le fait que l'Acte constitutif de l'Union africaine est entré en vigueur moins d'un an après sa signature, cela signifie donc qu'il a été ratifié par les deux-tiers des pays membres dans ce laps de temps. Il s'agit au total de 35 pays. Pour 14 autres pays, la pleine adhésion au traité s'est effectuée dans un intervalle de 1 à 2 ans. Ce qui nous amène à dire que dans le cas de l'Acte constitutif de l'Union africaine, le processus de ratification a été très rapide si nous le comparons à celui du Traité d'Abuja. Mais, peut-on établir un lien de causalité entre le délai de ratification d'un traité relatif à l'objectif de l'unité africaine et la reconnaissance constitutionnelle de cet objectif ?

Tableau 4. *Les États africains selon les délais de ratification de l'Acte constitutif de l'Union africaine (juillet 2000)*

Délais de ratification de l'Acte de l'Union africaine selon l'introduction ou non d'une disposition constitutionnelle relative à l'unité africaine			
disposition constitutionnelle		aucune disposition constitutionnelle	
Pays	délais	Pays	délais
Afrique du Sud	0 à 1 an	Angola	1 à 2 ans
Algérie	1 à 2 ans	Bénin	1 à 2 ans
Botswana	0 à 1 an	Burkina Faso	0 à 1 an
Congo	1 à 2 ans	Burundi	0 à 1 an
Djibouti	0 à 1 an	Cameroun	1 à 2 ans
Égypte	1 à 2 ans	Cap Vert	1 à 2 ans
Érythrée	0 à 1 an	Centrafrique	0 à 1 an
GuniéeÉquatoriale	0 à 1 an	Comores	0 à 1 an
Gabon	1 à 2 ans	Congo (RDC)	1 à 2 ans
Gambie	0 à 1 an	Côte d'Ivoire	0 à 1 an
Ghana	1 à 2 ans	Éthiopie	0 à 1 an
Kenya	0 à 1 an	Guinée Bissau	2 ans +
Lesotho	0 à 1 an	Guinée Conakry	1 à 2 ans
Lybie	0 à 1 an	Liberia	0 à 1 an
Île Maurice	0 à 1 an	Mali	0 à 1 an
Madagascar	2 ans +	Mauritanie	1 à 2 ans
Malawi	0 à 1 an	Mozambique	1 à 2 ans
Namibie	0 à 1 an	Niger	0 à 1 an
Rwanda	0 à 1 an	Nigeria	0 à 1 an
Seychelles	0 à 1 an	Ouganda	0 à 1 an
Soudan	0 à 1 an	Rép. Arabe Sahraouie	0 à 1 an
Tanzanie	0 à 1 an	Sao Tomé et Príncipe	0 à 1 an
Tunisie	0 à 1 an	Sénégal	0 à 1 an
Zambie	0 à 1 an	Sierra Leone	0 à 1 an
Zimbabwe	0 à 1 an	Somali	0 à 1 an
		Soudan du Sud	2 ans +
		Swaziland	1 à 2 ans
		Tchad	0 à 1 an
		Togo	0 à 1 an

6.2 L'introduction du panafricanisme dans la pratique constitutionnelle des États africains : quelle influence sur la construction de l'unité africaine?

L'analyse des informations fournies par les tableaux 2, 3 et 4 tendent en effet à démontrer que les États africains ayant intégré l'objectif de l'unité africaine dans leur droit constitutionnel ont plus de promptitude à ratifier les instruments juridiques que nous avons particulièrement étudiés ici. De manière générale donc, en prenant l'exemple du Traité d'Abuja, on remarque que sur les 31 pays l'ayant ratifié au cours des deux années suivant sa signature, 18 ont introduit une disposition dans leur constitution (préambule ou un article) traitant de l'objectif de l'unité africaine ; soit 6 durant la première année et 12 pendant la seconde. Or, cela représente 18 pays sur un total de 29 dont la pratique constitutionnelle reconnaît l'objectif l'unité africaine. On constate également que, à l'exception du Swaziland (le cas du Soudan du Sud étant particulier), tous les États dont la constitution consacre un article sur la question de l'unité africaine ont ratifié le traité instituant la Communauté économique africaine dans un délai maximal de 2 ans. A l'inverse, parmi les 23 États qui ont ratifié le Traité d'Abuja dans un délais de 2 ans et plus, 11 seulement sont ceux dont la constitution comporte une référence à l'objectif de l'unité africaine.

En même temps, 4 États dont le droit constitutionnel ne réfère aucunement à l'unité africaine (Ghana, Île-Maurice, Seychelles et Zimbabwe) ont ratifié le traité moins d'un an après sa signature sur un total de 11. Concernant l'Acte constitutif de l'Union africaine, étant donné la rapidité avec laquelle il est entré en vigueur la comparaison montre que la différence dans les délais de ratification entre groupe d'États n'est pas significative. En effet, la presque totalité des pays membres de l'UA africaine ont ratifié son traité constitutif moins de deux ans après sa signature. Seuls la Guinée Bissau et le Madagascar, deux pays aux prises avec des troubles politiques au début des années 2000, l'ont ratifié dans un intervalle de plus de 2 ans. On peut principalement retenir que, suivant le traité à l'étude, le processus d'adhésion peut

être plus ou moins long. Il apparaît de manière générale que les États dont le droit constitutionnel témoigne d'un certain engagement à promouvoir et à réaliser l'unité africaine adhèrent plus rapidement aux textes juridiques que nous avons analysés. Par exemple, Le Burkina Faso, la Centrafrique, le Mali, le Niger, la RDC ainsi que le Sénégal ont complété leur processus d'adhésion au Traité d'Abuja au cours des deux premières années après sa signature. On se souvient que ces pays font partie d'un groupe de sept États, avec le Tchad, dont la constitution prévoit un abandon partiel ou total de la souveraineté en vue de réaliser l'unité africaine. C'est également le cas concernant l'adhésion à l'Acte constitutif de l'Union africaine.

On constate en effet qu'à l'exception de la République démocratique du Congo les 6 autres pays dont la constitution prévoit l'abandon de souveraineté en vue de réaliser l'unité africaine ont complété à l'intérieur de la première année suivant la signature de l'Acte constitutif. Nous ne pouvons pour autant affirmer sans réserve que le fait d'inclure ou non une disposition relative à l'unité africaine dans leurs constitutions amène les États à ratifier plus rapidement les documents qui régissent la construction de cette unité. En effet, beaucoup de paramètres peuvent intervenir dans le processus d'adhésion d'un État à un traité : la complexité de la procédure constitutionnelle, la situation sociopolitique, la question des réserves émises soit par un ou plusieurs États, le contexte géopolitique de l'État, sans oublier la portée juridique dudit traité.

Or, plus rapidement un traité obtient le nombre d'adhésions requis dans ses dispositions, plus vite il entre en vigueur. Ceci a nécessairement une influence sur la conduite de l'objet du traité. S'il est vrai qu'une fois sa signature apposée, tout État «doit s'abstenir d'actes qui priveraient un traité de son objet et de son but»²⁶³, il n'existe cependant aucune obligation pour les États de mettre en œuvre ledit traité, même de bonne foi, avant son entrée en vigueur. De plus, il est à remarquer que dans le cas qui nous concerne ici, les États semblent plus portés à adhérer plus rapidement

²⁶³ *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969, art.18, RTNU, Vol. 1155, p.331

aux instruments juridiques moins contraignants ou qui leur demande moins concessions et ce, même s'ils sont d'avis que de telles contraintes ou concessions sont décidées collégialement pour l'intérêt collectif. Sinon, comment comprendre le fait que les États africains ont ratifié plus rapidement le l'Acte constitutif de l'Union africaine comparativement au traité instituant la Communauté économique africaine ?

À notre avis, on peut expliquer la promptitude des États africains à adhérer à l'Acte constitutif de l'Union africaine versus le Traité d'Abuja par deux considérations. La première considération est sociopolitique. En effet, la décennie 90 est caractérisée par une certaine instabilité politique en Afrique avec le phénomène de démocratisation qui y bat son plein et les coups d'États à répétition. Bref cette instabilité peut avoir amené certains États à réorienter leurs priorités comme s'occuper d'abord des problèmes internes. Les questions africaines ou interafricaines sont dans ce cas, si elles ne l'étaient pas déjà d'ailleurs, relayées au second plan. Dans les années 2000, si l'instabilité sociopolitique persiste dans certains coins de l'Afrique, force est de reconnaître qu'il s'agit des cas de plus en plus isolés.

La deuxième considération est d'ordre juridique. A bien y regarder, le contenu juridique de l'Acte constitutif de l'Union africaine apparaît beaucoup moins contraignant que le Traité d'Abuja. Avec l'Acte constitutif, on reste dans le domaine des généralités ou de grands principes juridiques, voir, idéologiques. Si entendu que l'UA a pour objectif, entre autres, d'accélérer la mise en place de la Communauté économique africaine et de ce fait réaliser l'intégration régionale africaine il demeure difficile de dire par quels moyens ou mécanismes elle est sensée y parvenir. Or, nous l'avons vu, le Traité d'Abuja est tout à l'opposé ou presque. Ce traité précise, pour la mise en place de la Communauté économique africaine, les actions que les États doivent mener dans leur sous-région respective ainsi que les intervalles pour y parvenir. Puis-ce que notre démarche se limite à la pratique constitutionnelle de l'objectif de l'unité africaine, nous n'avons pas étendu notre analyse sur la mise en œuvre effective par les États africains des différents traités qu'ils signent et ratifient

dans l'optique de réaliser l'unité de l'Afrique. Ce que nous retenons c'est bien évidemment que l'aboutissement de l'unité africaine est un objectif partagé par l'ensemble des pays africains. Cette observation se fonde sur deux considérations : la qualité de membre des OIA et pour certains, la reconnaissance constitutionnelle.

Premièrement, nous avons vu que la Charte de l'OUA, portant création de la première organisation internationale africaine à vocation continentale, est le fait de la signature des 32 pays africains indépendants présents à Addis-Abeba en mai 1963. Or aujourd'hui, l'Union africaine compte 54 pays membres. En d'autres termes, tous les États africains qui ont obtenu leur indépendance après la création de l'OUA en sont devenu membres par la signature et la ratification de son acte fondateur. À l'exception du Maroc, cette adhésion a été renouvelée lorsque l'UA a succédé à l'OUA en 2002.

Deuxièmement, la pratique constitutionnelle de tous les États africains témoigne de leur attachement à l'objectif de l'unité africaine du fait notamment de la ratification des différents instruments qui s'y rapportent. Mais pour bon nombre des pays membres de l'UA, cette pratique s'étend à la reconnaissance constitutionnelle de la volonté de s'unir du grand ensemble africain. Cette reconnaissance est manifeste tantôt à travers le préambule, ou par le biais d'un article dans la constitution. On remarque finalement que cette reconnaissance s'accompagne, dans certaines constitutions, par un engagement des États à tout mettre en œuvre pour réaliser l'unité africaine, y compris, abandonner une partie ou la totalité de la souveraineté nationale.

On est en droit de se poser la question à savoir si la pratique constitutionnelle des États africains, au regard de l'objectif de l'unité africaine, se reflète dans la sphère politique. En d'autres termes, qu'en est-il de la mise en œuvre effective de l'attachement constitutionnel dont témoigne nombre d'États africains à parvenir à l'unité économique, politique et socioculturel de l'Afrique? Bien que cette question dépasse le cadre de cette étude et qu'y répondre nécessite des travaux plus approfondis

en examinant par exemple la pratique exécutive, législative et judiciaire des États, elle nous est tout de même apparue suffisamment légitime à ce stade de notre démarche. Car, l'on serait en effet interpellé, mais sans plus, par le fait que plusieurs États africains ont introduit dans leur constitution respective, des dispositions en faveur de l'objectif de l'unité africaine.

Une telle initiative, aussi juste et pertinente soit-elle dans le cas d'espèce, ne nous permet pas d'avoir une idée suffisamment claire de la réelle volonté des États concernés à mettre en œuvre les instruments juridiques relatifs à l'unité africaine. Et de surcroît, on peut également dire que l'introduction ou l'absence de dispositions constitutionnelles en faveur de l'unité africaine n'expliquent pas à elles seules, l'engagement d'un État à réaliser l'unité des États et des peuples d'Afrique. Une telle critique constitue une limite majeure qui bien évidemment va au-delà de notre approche théorique. Il s'agit ici d'étudier la mise en œuvre quotidienne des instruments qui encadrent le projet d'unité africaine et ce, tant pour les États ayant introduit des dispositions constitutionnelles relatives à l'unité africaine que pour ceux qui ne l'ont pas fait. Cette limite pourra éventuellement être levée dans un autre cadre. Dans la prochaine section, nous analysons sommairement la pratique politique des États africains quant à l'enjeu de l'unité africaine et ce, au regard de leur droit constitutionnel.

6.3 Les manifestations politiques de l'introduction du Panafricanisme dans la pratique constitutionnelle

Les deux premières sections de ce chapitre nous ont amené à constater qu'il existe en Afrique, une certaine pratique constitutionnelle relative à l'enjeu de l'unité africaine. Cette pratique, nous l'avons vue, va de l'absence à l'introduction de dispositions constitutionnelles relatives à l'unité africaine d'une part; et à des délais variables

concernant la rapidité avec laquelle les États complètent leur processus de ratification des différents instruments juridiques communautaires dont: le Traité d'Abuja et l'Acte constitutif. En définitive, il apparaît que les États africains sont très attachés à l'enjeu de l'unité africaine comme le démontre la pratique constitutionnelle de la majorité d'entre eux, et de manière générale aussi, leur prise de position sur la question. De la première conférence panafricaine de mai 1963 à la célébration du cinquantenaire de l'OUA en mai 2013 on peut remarquer que les États africains n'ont fait que consolider leur adhésion à l'objectif de l'unité africaine.

Premièrement, nous avons vu dans la première partie de cette étude que les dirigeants africains Étaient arrivés à la conférence d'Addis-Abeba en mai 1963 fermement décidés à réaliser l'unité africaine. Car en effet, « The road of African unity is already lined with landmarks. The past years are crowded with meetings, with conferences; with declarations and pronouncements (...) Unity is the acceptable goal. »²⁶⁴ Le Président Égyptien Gamal Nasser renchérit en affirmant que le but ultime de la conférence d'Addis-Abeba portait sur la concrétisation d'une seule et libre Afrique soit « the existence of a free and one African will. »²⁶⁵ Selon le Président Nasser, la tenue de la conférence d'Addis-Abeba devant aboutir à la création de l'OUA n'était pas un hasard encore moins une simplicité. Car souligne-t-il, « We have come through various paths and our coming was subject to endeavours which finally succeeded because emanate from an overwhelming call for unity, which neither we could resist nor were others to keep us away from. »²⁶⁶

L'unanimité autour de l'enjeu de l'unité africaine lors de la création de l'OUA est particulièrement notable dans cette déclaration du Président de la Côte d'Ivoire, Félix

²⁶⁴ Discours de l'Empereur Haile Sélassié d'Éthiopie lors de la conférence fondatrice de l'OUA à Addis-Abeba, mai 1963, en ligne : <http://summits.au.int/en/21stsummit/speeches/address-delivered-his-imperial-majesty-haile-selassie-ist-emperor-ethiopia>,

²⁶⁵ Discours du Président Égyptien Gamal Nasser lors à la conférence fondatrice de l'OUA du 23 au 25 mai 1963 à Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : <http://summits.au.int/en/21stsummit/speeches/address-delivered-he-gamal-abdel-nasser-president-united-arab-republic>,

²⁶⁶ Nasser, *supra*, note 265

Houphouët Boigny, lorsqu'il dit à la blague : « je n'ai rien à rajouter. Tout a été dit, si bien dit, si ce n'est vous affirmer que je suis entièrement d'accord avec vous pour adopter ensemble, au terme de ce débat émouvant, combien émouvant, la Charte commune de l'Afrique. »²⁶⁷ Cette unité, qu'elle soit politique ou économique et à travers quelques arrangements institutionnelles et juridiques que ce soit, seule « mieux que les violents discours, qui hâtera le départ des colonialistes impénitents de qui veulent encore conserver des possessions en Afrique. »²⁶⁸ La création de l'OUA est intervenue en plein processus de décolonisation de l'Afrique et dès lors l'unité africaine signifiait « toutes les forces du continent réunies pour la libération de l'Afrique. »²⁶⁹ Le Président du Ghana, Kwame N'Nkrumah, abondait dans le même sens en demandant à ses confrères Chefs d'État et de Gouvernement si l'Afrique possédait une meilleure arme que l'unité contre l'oppression et le sous-développement : « Is not our unity essential to guard our own freedom as well as to win freedom for our oppressed brothers, the Freedom Fighters? Is it not unity alone that can weld us into an effective force, capable of creating our own progress and making valuable contribution to world peace? »²⁷⁰ Il apparaît des différentes déclarations faites à la conférence d'Addis-Abeba du 23 au 25 mai 1963 que la question de la décolonisation de l'Afrique constituait le but premier de l'enjeu de l'unité africaine. Mais au-delà de la libération des peuples africains encore sous

²⁶⁷ Discours du Président Félix Houphouët Boigny à la conférence fondatrice de l'OUA du 23 au 25 mai 1963 à Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : <http://summits.au.int/en/21stsummit/speeches/address-delivered-he-houphou%C3%ABt-boigny-president-republic-ivory-coast>,

²⁶⁸ Maurice Yaméogo, discours prononcé à l'occasion de la conférence fondatrice de l'OUA, du 23 au 25 mai 1963 à Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : <http://summits.au.int/en/21stsummit/speeches/address-delivered-he-maurice-yam%C3%A9ogo-president-republic-upper-volta>,

²⁶⁹ Discours du Président François Tombalbaye du Tchad lors de la conférence fondatrice de l'OUA du 23 au 25 mai 1963, Addis Abéba, Éthiopie, en ligne : <http://summits.au.int/en/21stsummit/speeches/address-delivered-hee-f-tombalbaye-president-republic-chad>,

²⁷⁰ Discours du Président Kwame Nkrumah lors de la conférence fondatrice de l'OUA, du 23 au 25 mai 1963, à Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : <http://summits.au.int/en/21stsummit/speeches/address-delivered-he-osagyefo-dr-kwame-nkrumah-president-republic-ghana>,

domination étrangère et sous le joug de l'Apartheid, il fallait penser le développement économique de l'Afrique.

L'unité africaine devait donc également poser les bases du développement économique des peuples africains dans l'optique de « bâtir les conditions effectives, les conditions objectives de la dignité et de la liberté ». ²⁷¹ S'il est admis que le développement passe par la croissance économique il ne saurait cependant se limiter aux seuls indices de cette croissance. L'unité africaine a alors pour but, « par et par de-là la croissance économique, par et par de-là le mieux-être, que nous fassions de chaque africain, un homme qui mange et s'instruit à sa faim : un homme développé et porté à la limite de ses possibilités, à son plus-être (...) » ²⁷². On peut dénoter de ces différentes déclarations, un double objectif de l'enjeu de l'unité africaine: la libération de l'Afrique et le développement économique et sociopolitique des peuples et des États africains.

Ce constat est par ailleurs visible dans la pratique de l'unité africaine au sein des OIA. À la lecture de Charte de l'OUA par exemple l'objectif d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes en Afrique est assez explicite. Alors que l'acte constitutif de l'UA met particulièrement l'accent sur les questions relatives au développement économique et sociopolitique. Deuxièmement, l'introduction dans la constitution de dispositions relatives à l'unité africaine s'est déroulée après la création de l'OUA en mai 1963. Et ce, pour la quasi-totalité des États africains. Rappelons que 32 États africains sont membres fondateurs de l'OUA et il s'agit évidemment de ceux qui étaient indépendants à l'époque. Tout d'abord, sur les 32, seuls le Ghana et République centrafricaine avaient, si on se fie aux différentes déclarations des chefs

²⁷¹ Maurice Yaméogo, *Supra*, note 243

²⁷² Discours du Président Léopold Sédar Senghor du Sénégal à la conférence fondatrice de l'OUA du 23 au 25 mai 1963 à Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : <http://summits.au.int/en/21stsummit/speeches/address-delivered-he-l%C3%A9opold-sedar-senghor-president-republic-senegal>,

d'États et de gouvernement du 23 au 25 mai 1963, introduit des références à l'objectif de l'unité africaine dans leur constitution respective.

David Dacko, Président de la République centrafricaine affirmait ainsi que « dès 1958, la toute première constitution de son pays, inspirée par son prédécesseur Barthélemy Boganda, prévoyait un abandon d'une part importante de ses attributs et de sa souveraineté au profit d'une Nation africaine plus grande et plus solide. »²⁷³ Quant à la République du Ghana, la première constitution, soit celle de 1957, prévoit également un abandon partiel ou total de souveraineté dans l'optique de réaliser l'unité africaine. D'après le Président Kwame Nkrumah, le préambule de cette constitution stipulait en matière d'unité africaine que : « We the people of Ghana...in the hope that we may by our actions this day help to further the developement of a Union of African States... »²⁷⁴ De plus, la constitution elle-même prévoyait l'abandon de souveraineté pour réaliser l'unité africaine en ces termes : « the Union of Africa should be striven for by every lawful means (...) and the independence of Ghana should not be surrendered or diminished on any grounds others than the furtherance of African Unity. »²⁷⁵ Il convient cependant de préciser que la constitution actuelle du Ghana ne comporte aucune référence à l'objectif de l'unité africaine. Ensuite, notons qu'au total, 19 des 32 États membres fondateurs de l'OUA ont introduit l'objectif de l'unité africaine dans leur droit constitutionnel. Quant aux 22 territoires africains ayant accédé à la souveraineté après 1963, la constitution nationale respective de 9 d'entre ces États fait référence à l'unité de l'Afrique. Comme on le constate, l'introduction du Panafricanisme dans le droit constitutionnel en Afrique est presque totalement postérieure à la création de l'OUA. Elle évoque aussi bien les amendements constitutionnels que nécessite une telle procédure, pour les

²⁷³ Discours David Dacko, président de la République centrafricaine à la conférence fondatrice de l'OUA du 23 au 25 mai 1963 à Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : <http://summits.au.int/en/21stsummit/speeches/address-delivered-he-david-dacko-president-central-african-republic>,

²⁷⁴ Kwame Nkrumah, *Africa Must unite*, International Publishers, New York, 1970, page 85

²⁷⁵ *Ibid.*

constitutions existante, que l'adhésion des nouveaux États africains aux thèses panafricanistes. Plus encore, le Panafricanisme dans la pratique constitutionnelle en Afrique est une autre expression, après la signature des instruments juridiques communautaire, de la volonté politique des États concernés à réaliser l'unité africaine.

Troisièmement, alors que l'union africaine célèbre en cette année 2013 le cinquante de la création de l'OUA, les États africains dans leurs discours en appellent à une plus grande unité à travers notamment la réalisation de l'intégration régionale. Du coup, ils réaffirment leur pleine adhésion au Panafricanisme Il à remarquer que par rapport aux déclarations de 1963 faisant largement échos au processus de décolonisation en Afrique, les dirigeants africains sont aujourd'hui davantage préoccupés par les enjeux tels que : l'intégration régionale, la paix et la sécurité sur le continent, la question de l'identité africaine, la prospérité et l'autosuffisance; les questions de démocratie et de gouvernance, d'inclusion sociale, d'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que la place de l'Afrique dans le monde²⁷⁶. Pour la Présidente de la Commission de l'UA, célébrer le cinquantenaire du Panafricanisme c'est bien entendu regarder le chemin parcouru vers l'objectif de l'unité; mais c'est aussi et surtout l'occasion de méditer sur ce qui reste à faire.

Il faut donc en ce sens premièrement, renforcer davantage la solidarité entre les États africains pour trouver des solutions communes aux problèmes de l'Afrique. Deuxièmement, le Panafricanisme doit être au centre des stratégies de modernisation de l'Afrique, l'intégration, l'industrialisation et le développement du capital humain. Troisièmement, les États africains doivent accélérer le processus d'intégration régionale et agir dans l'urgence pour parachever la mise en place du Marché commun

²⁷⁶ Discours la Présidente de la Commission de l'UA, Dr Nkosazana Dlamini Zuma, marquant l'ouverture de la 23eme session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA, le 22 mai 2013, Addis-Abeba, en ligne : http://summits.au.int/fr/sites/default/files/AUC%20Chairperson%20Dr.%20Dlamini%20Zuma%20speech%20EC%2022%20May%202013_0.pdf,

africain. Quatrièmement, l'Afrique doit valoriser sa plus grande ressource : son peuple, en investissant massivement dans l'éducation de la jeunesse. Et enfin, il apparaît nécessaire de réactualiser le Panafricanisme et les idéaux de la renaissance africaine afin que l'Afrique prenne conscience à ses capacités et son obligation de prendre en mains son destin²⁷⁷.

Dans le même sens, le Premier ministre Éthiopien et Président en exercice de l'UA souligne que le cinquantenaire de la création de l'OUA ne signifie pas uniquement un pas en avant « in the Pan-Africanist quest of freedom, independence and unity but also the beginning of our collective endeavour for the realization of Africa's socio-economic emancipation. »²⁷⁸ Le développement économique de l'Afrique ainsi que les enjeux qui s'y rapportent tels les conflits, la gouvernance, les droits de la personne apparaissent résolument comme le prochain défi du Panafricanisme. Car en effet, les dirigeants africains reconnaissent à l'OUA le mérite d'avoir mené à la décolonisation de l'Afrique et jeté les bases de l'unité africaine : « j'exprime notre profonde gratitude aux pionniers du Panafricanisme pour leur combat courageux et déterminé contre la colonisation et le régime d'Apartheid et pour l'unité africaine. »²⁷⁹ Il appartient maintenant à l'UA réaliser l'indépendance économique à travers l'intégration régionale : « je rêve d'une Afrique dynamique, interconnectée par des voies de communication fluides facilitant les échanges et la circulation des biens et des personnes; je rêve d'une Afrique industrialisée, capable de produire et de consommer

²⁷⁷ Dre Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la CUA discours prononcé lors de la cérémonie marquant le cinquantenaire de la création de l'OUA, le 25 mai 2013, Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : <http://summits.au.int/fr/21stsummit/speeches/statement-he-dr-nkosazana-dlamini-zuma-chairperson-african-union-commission-occa>,

²⁷⁸ Discours du Premier ministre Éthiopien, Président de l'Union africaine, Haile Mariam Dessalegn à l'occasion des célébrations marquant le cinquantenaire de la création de l'OUA, le 25 mai 2013, Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : http://summits.au.int/fr/sites/default/files/Opening_Remarks_Chairperson_of_AU_0.pdf

²⁷⁹ M. MackySall, Président du Sénégal, discours prononcé lors des activités entourant le cinquantenaire de la création de l'OUA, le 25 mai 2013, Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : <http://www.presidence.sn/content/discours-d%E2%80%99ouverture-de-sem-macky-sall-president-en-exercice-du-comite-d%E2%80%99orientation-des>,

localement tout ce dont elle a besoin (...). »²⁸⁰ Pour le Président du Sénégal et également Président du Comité d'orientation des Chefs d'État et de Gouvernement du NEPAD, il faut souhaiter une accélération de la cadence dans la marche commune des États africains « vers l'Afrique de nos rêves : Une Afrique forte, une Afrique apaisée, une Afrique unie et prospère pour le bonheur de ses peuples. »²⁸¹ Bref, une Afrique qui saura redonner honneur et dignité à chacun de ses peuples, du Nord au Sud, et d'Est en Ouest. Cette Afrique imaginée depuis les premières conférences panafricaines à Londres au début du 20^e siècle, affranchie de toute domination et ingérence extérieure. Une Afrique unifiée par et pour les peuples africains. Les États africains démontrent autant par leur pratique constitutionnelle que politique, que non seulement le rêve d'une Afrique unie est permanent, il est un objectif toujours actuel.

²⁸⁰ Allocution de M. Idriss Déby Itno, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la CÉÉAC et de la CEN-SAD à l'occasion du cinquantenaire de l'unité africaine, le 25 mai 2013, Addis-Abeba, Éthiopie, en ligne : http://summits.au.int/fr/sites/default/files/CEN-SAD_Speech_Fr.pdf,

²⁸¹ MackySall, *Supra*, note 255

CONCLUSION

«...l'idée de fédération doit refléter chez nous tous, et chez les dirigeants politiques en particulier, un souci de survie (par le moyen d'une organisation politique et économique efficace à réaliser dans les meilleurs délais), au lieu de n'être qu'une expression démagogique dilatoire répétée sans conviction du bout des lèvres».

- Cheikh AntaDiop

Cette recherche a porté sur les fondements juridiques de l'unité africaine dont la construction a été mise en marche dans la capitale éthiopienne le 25 mai 1963. S'il est indéniable que, même avant la conférence d'Addis-Abeba, les dirigeants africains s'entendaient pour dire que l'avenir de l'Afrique, voire de leurs pays respectifs, dépend de sa capacité à s'unir, il est aussi apparu qu'ils ne s'entendent toujours pas sur la manière d'y parvenir. Car en effet, tandis que beaucoup d'entre eux, la majorité, préconisent le schéma classique qui caractérise les relations entre États souverain, c'est-à-dire, la coopération internationale, certains privilégient l'intégration régionale qui consiste à un transfert au moins partiel «de compétences, de pouvoirs, de facultés et de fonctions étatiques à des organes communs supranationaux, distincts des gouvernements des États membres.»²⁸²

C'est ainsi que tout au long de ce travail, nous avons gardé à l'esprit de déterminer au moyen de l'analyse des différents outils juridiques communs dont les États africains se sont dotés pour construire une Afrique unie, comment s'articule l'objectif de l'unité africaine. En ce sens, notre problématique s'est posée en ces termes : de l'OUA à l'UA, quelle option juridique les États africains privilégient-ils pour réaliser l'unité africaine: est-ce la coopération interétatique dans le cadre d'une organisation

²⁸² Jean Salmon, dir., *Dictionnaire de droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001, à la p.591.

internationale, ou l'intégration régionale sous la forme d'un État panafricain ? Nous nous sommes proposé de répondre à la question en trois étapes. Premièrement, nous avons discuté du concept du Panafricanisme. Cet exercice nous a permis de mettre en exergue les origines de la question de l'unité africaine.

Dans ce contexte, nous avons montré que si le Panafricanisme est né et a été conceptualisé hors des côtes de l'Afrique en tant que mouvement politico-culturel visant la réhabilitation des populations noires à travers le monde, c'est pourtant sur le continent que son impact est le plus mesurable. Tout d'abord, le Panafricanisme a joué un rôle déterminant dans les luttes de certains peuples africains pour leur indépendance. Il appelait en effet les Africains à travailler de concert, ceux qui étaient déjà indépendants tout comme ceux qui se battaient encore, pour lutter afin que chaque parcelle de l'Afrique soit totalement libérée du colonialisme. **Le Panafricanisme est donc une idéologie de lutte pour l'indépendance de l'Afrique.** Ensuite, à travers cette idée que la libération de l'Afrique était une lutte collective, Kwame Nkrumah le rappelait d'ailleurs en disant que l'indépendance du Ghana n'aurait aucune signification tant que certains coins du continent souffriraient encore des affres de la colonisation, le Panafricanisme a contribué au développement progressif de la conscience que les peuples africains avaient un destin commun.

Et cette destinée, ce n'est que par les Africains eux-mêmes et pour les Africains qu'elle pourra se construire. Or pour y arriver, il fallait se doter d'une structure par laquelle non seulement organiser la lutte de libération de l'Afrique, mais aussi consolider les indépendances progressivement acquises et mettre graduellement en place les fondements juridiques, économiques et sociopolitiques d'une Afrique unie. C'est dans cette logique que fruit d'un compromis entre les promoteurs d'une Afrique des États fondée sur la coopération interétatique, et les défenseurs de l'Afrique unifiée sur la base de l'intégration régionale, est née l'Organisation de l'unité africaine, première organisation panafricaine à vocation générale et continentale.

Comme son nom l'indique, elle avait pour mission principale d'organiser l'unité de l'Afrique.

Deuxièmement, nous nous sommes attardé à comprendre comment, d'un point de vue juridique, les organisations internationales africaines dont la défunte OUA et l'actuelle UA travaillent-elles à la réalisation de l'unité de l'Afrique. Sur ce point, nous avons vu d'une part que, selon ses statuts, l'OUA avait été conçue pour être un forum régional qui donnerait pleine voix à chaque État africain afin de participer aux discussions sur les questions d'importance pour l'Afrique et en particulier, la libération de tous les territoires africains encore sous domination coloniale. A ce titre donc, il nous est apparu que l'OUA a été le cadre institutionnel à travers lequel les nouveaux dirigeants africains débattaient des difficultés qui se présentaient à eux et formulaient des solutions aux défis de l'Afrique postcoloniale. C'est d'ailleurs pourquoi le rôle de l'Organisation de l'unité africaine a été essentiellement de coordonner et d'harmoniser les politiques de ses États membres dans des domaines définis comme : la diplomatie, la santé, l'alimentation, la défense, les transports et communications, etc. **Plus précisément, nous disons que dans le cadre institutionnel que représentait l'OUA, l'objectif de l'unité africaine était fondé sur le principe juridique de la coopération interétatique entre ses États membres.**

Par ailleurs, la Charte de l'OUA se trouve façonnée par cette vision de l'unité africaine animée par la stricte coopération entre les États. On peut le voir à travers les quatre principes prépondérants suivants de l'OUA : égalité souveraine des États membres ; non-ingérence dans leurs affaires intérieures ; respect de la souveraineté ; de l'intégrité territoriale de chaque État membre et de son droit inaliénable à une existence indépendante et le règlement pacifique des différends. En d'autres termes, l'Organisation de l'unité africaine avait pour simple ambition de servir plateforme d'échanges entre ses pays membres afin de permettre à ceux-ci d'apprendre à collaborer, c'est-à-dire, harmoniser leurs points de vue sur les questions d'importance

pour l'Afrique. Ce processus devait amener les États africains à développer une identité et le sentiment d'être partie intégrante d'une communauté.

D'ailleurs, lorsque les dirigeants africains décident de remplacer l'OUA par l'UA, ils reconnaissent à la première son apport inestimable dans la libération du continent, l'affirmation d'une identité commune et la promotion de l'unité africaine. D'autre part, nous avons proposé que, les indépendances acquises, l'OUA s'est attaquée à la délicate problématique du développement de l'Afrique et ce, à la fin des années 70. De nombreuses initiatives ont ainsi vu le jour dont principalement : la Déclaration de Monrovia ; le Plan d'action et l'Acte final de Lagos ; puis le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. Toutes ces résolutions ont un point en commun : **elles soulignent que l'Afrique doit impérativement prendre en charge son développement.** Or une question se pose : comment l'Afrique pourra-t-elle prendre en main son développement ? À l'examen des différentes décisions précédentes, nous estimons que la réponse à la question du développement de l'Afrique se trouve dans sa **capacité à s'unir. Concrètement, l'unité africaine est le fondement du développement économique, politique et socioculturel de l'Afrique.** Car dans l'optique de l'unité, il est question pour les États africains d'unir leurs capacités individuelles pour en faire une force collective plus importante ; de mettre en commun leurs ressources humaines, financières, naturelles et s'assurer qu'elles servent vraiment à améliorer les conditions de vie des populations africaines.

Dans l'idée de l'unité africaine, il s'agit pour les pays africains de fusionner leurs marchés nationaux pour en disposer d'un marché plus vaste à l'échelle continentale avec ses potentialités en termes d'intrants et d'extrants. Au final, c'est de mettre, au moins, un frein à l'extraversion économique de l'Afrique ainsi qu'à sa dépendance chronique à l'économie mondiale dominée par des entreprises multinationales étrangères et les institutions financières internationales dans lesquelles elle quasi absente. Loin de prôner l'isolement de l'Afrique de la mondialisation, la Communauté économique africaine, résultante du processus

d'intégration régionale mise en marche par le Traité d'Abuja depuis 1991, vise à doter le continent de conditions lui permettant de prendre effectivement en charge son développement. Or, s'il faut créditer l'Organisation de l'unité africaine d'avoir initié le processus d'intégration régionale qui doit à termes permettre à l'Afrique d'entretenir son développement, il apparaît en même temps qu'elle n'était pas outillée pour mener à bien un tel projet. D'abord, le pouvoir d'initiative de l'OUA reposait sur les seules autorité et volonté de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement. De plus, la structure organisationnelle de l'OUA, avec ses quatre organes (Conférence, Secrétariat, Conseil des ministres et la Commission de médiation, d'arbitrage et de conciliation) et ses commissions spécialisés, ne lui donnait pas les moyens institutionnels pour traiter des différents paramètres qui rentrent en compte dans la question du développement de l'Afrique. Ensuite, les Communautés économiques régionales existantes avant l'adoption du Traité d'Abuja n'avaient pas vraiment développé des liens avec l'organisation panafricaine.

Chacune travaillait en effet au renforcement des liens régionaux laissant ainsi peu de place à la défense et à la promotion des intérêts continentaux. Avec la mise en place de la Communauté économique africaine, les communautés économiques régionales sont considérées comme des piliers du processus d'intégration régionale de l'Afrique. Le Traité d'Abuja stipule dans ce sens que la CEA sera établie principalement à travers la coordination, l'harmonisation et l'intégration progressive des activités des communautés économiques régionales.²⁸³ Et il semble en définitive que la décision des Chefs d'État et de Gouvernement, prise à Sirte en 1999, de remplacer l'OUA par une nouvelle organisation continentale visait essentiellement à parer aux multiples lacunes de la première. C'est ainsi que d'autre part, nous avons montré que la venue de l'Union africaine opérait une redynamisation institutionnelle et juridique en plus de la revitalisation de l'objectif de l'unité africaine. Au plan institutionnel, le système régional africain est désormais doté d'un certain nombre d'organes lui permettant de

²⁸³ *Traité d'Abuja, ibid.* à l'art. 88.1.

jouer un rôle de premier ordre sur des questions de paix et de sécurité ; de prévention, de gestion et de résolution des conflits ; ainsi que du développement économique, politique et socioculturel en Afrique. D'où la création de nouveaux organes et la mise en place de ceux qui étaient déjà prévus par le Traité instituant la Communauté économique africaine. Il s'agit entre autres : du Conseil de paix et de sécurité ; de la Cour africaine de justice et des droits de l'Homme ; du Parlement panafricain ; de la Commission de l'UA et ses différents départements ; etc. L'on est de ce fait passé des 4 organes créés par la Charte de l'OUA à 9 organes selon l'Acte constitutif de l'Union africaine. Au point de vue juridique, l'évolution se situe à deux niveaux : soit sur la forme d'un côté, et sur le contenu de l'autre. En premier lieu, le changement en termes de forme implique que, même si la Conférence Chefs d'État et de Gouvernement reste l'organe suprême, on constate que les sources de pouvoirs sont désormais multiples. Certes la Conférence conserve l'autorité absolue en matière décisionnelle, mais les initiatives et les décisions peuvent également émaner de la Cour, de la Commission, du Conseil de paix et de sécurité, du Conseil des ministres ; et à termes, du Parlement panafricain. En second lieu, concernant l'objectif de l'unité africaine, le contenu de l'Acte constitutif de l'UA se démarque nettement de celui de la Charte de l'OUA.

Tandis que dans le cadre de l'OUA les États membres devaient coordonner et harmoniser leurs politiques en vue de réaliser l'unité africaine, l'Union africaine a pour mission d'accélérer le processus d'intégration régionale tel qu'il est prévu par le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. Par conséquent, le développement économique, politique et socioculturel de l'Afrique, développement qui passe par ailleurs par l'intégration régionale, est l'objectif de tout instant de l'Union africaine. **Dès lors, nous estimons que, dans le cadre institutionnel que représente l'Union africaine, l'unité de l'Afrique trouve son fondement**

juridique dans l'intégration régionale et ce, par le biais de la Communauté économique africaine dont la mise en place est actuellement en cours²⁸⁴.

Si l'élaboration du processus d'intégration régionale relève d'un engagement individuel et collectif des États africains pour le développement de l'Afrique, sa mise en place dépend cependant d'abord de leur bonne volonté et des efforts individuels qu'ils y concentrent. Car en effet, il revient aux États individuellement de créer les conditions qui favorisent la mise en place de la Communauté économique africaine et l'atteinte de ses objectifs. Ils doivent aussi, selon leurs procédures constitutionnelles respectives, prendre toutes les mesures nécessaires en vue mettre en œuvre les dispositions des différents traités qu'ils signent et ratifient par rapport à la question de l'unité africaine. C'est dans cet esprit que nous avons étudié l'objectif de l'unité africaine dans la pratique constitutionnelle des États africains. En examinant les constitutions des 54 pays membres de l'Union africaine, il ressort que la majorité d'entre eux ont une pratique constitutionnelle qui reconnaît l'objectif de l'unité africaine. Pour certains, cette reconnaissance fait partie des grands idéaux qui

²⁸⁴ Il est à noter que si l'UA a bien pour ambition de réaliser l'unité de l'Afrique à travers la mise en place de la CEA, elle s'est tout de même dotée d'un nouveau programme de développement économique en dehors des paramètres établis par le Traité d'Abuja. Ce programme de développement a pour nom : le NEPAD ou le new economic partnership for african development ou le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Nous avons choisi de ne pas traiter de ce programme dans notre recherche pour deux raisons : méthodologique et critique. Au point de vue méthodologique, le NEPAD est un programme d'actions et non un instrument juridique. En ce sens, il ne cadre pas nécessairement avec notre démarche méthodologique consistant à l'objectif de l'unité africaine dans la pratique juridique des OIA et du droit constitutionnel en Afrique. Au niveau critique, nous estimons que le NEPAD est un autre programme de développement qui vient s'ajouter à la panoplie déjà en place et surtout qu'il n'apporte rien de plus ni de mieux la Communauté économique africaine prévue par le Traité d'Abuja de 1991. Or les États africains traînent à mettre en place la CEA. L'Union africaine a été créée dans l'optique justement d'en accélérer la réalisation. Était-il vraiment nécessaire de lancer l'Afrique dans un nouveau programme et y englober les énergies et les ressources alors la CEA attend de se matérialiser ? Le NEPAD veut également favoriser l'intégration régionale en Afrique et ce, par le développement économique. La CEA a pour ambition première, le développement économique de l'Afrique et ce, à travers l'intégration régionale. Nous ne croyons pas le développement économique favorisera l'intégration régionale. C'est plutôt grâce à l'intégration économique et sociopolitique telle que prévue la mise en place de la CEA que l'Afrique pourra enfin se développer et se libérer. Pour plus de renseignements sur le NEPAD, voir : www.nepad.org

fondement l'existence de l'État et de ce fait, se retrouve généralement dans le préambule de la constitution concernée. Pour d'autres, on remarque qu'il existe une disposition dans la constitution qui traite de l'objectif de l'unité africaine. Et pour ces États, on constate un certain intérêt pour la réalisation de l'unité africaine sur la base de l'intégration régionale.

On souligne également que dans leur pratique constitutionnelle, certains pays membres de l'Union africaine sont disposés à abandonner partiellement ou totalement leur souveraineté pour réaliser l'unité africaine. Nous notons que les États qui intègrent l'objectif de l'unité africaine dans leur pratique constitutionnelle, en particulier ceux qui font la promotion de l'intégration régionale et ceux disposés à un abandon de leur souveraineté, sont majoritairement situés dans la sous-région ouest africaine. Cette zone géographique est représentée par la communauté économique sous-régionale de la CEDEAO, ou la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest. La Commission de l'Union africaine estimait dans son édition 2011 de *l'état de l'intégration en Afrique*, que la CEDEAO est la seule des 6 communautés économiques régionales africaines qui avait fait des avancées notables considérant l'échéancier prévu pour la mise en place de la Communauté économique africaine.

On a pu voir en ce sens que les États membres de la CEDEAO, à quelques exceptions près, sont ceux qui ont ratifié plus rapidement le Traité d'Abuja de 1991. Sans pour autant affirmer que les pays dont la constitution ne présente aucune reconnaissance de l'objectif de l'unité africaine freinent le processus d'unification de l'Afrique, on est en droit de se demander si ce processus ne serait pas plus accéléré dans la mesure où tous les États adopteraient les mêmes pratiques. Du moins, en ce qui concerne l'unité du continent, gage de l'indépendance individuelle et collective véritables, du développement et de la prospérité des peuples africains.

Or la question de l'unité africaine n'a de sens que lorsque rattachée à celle du développement de l'Afrique, et il est difficile de concevoir ce développement en dehors des paramètres de l'unité. Au-delà de l'histoire, de la géographie, de la géopolitique et de la mondialisation, Kwame Nkrumah estimait qu'il y a plus de ressemblances entre les Africains que leurs divergences basées sur les langues, les religions, la couleur de peau et les niveaux de développement économique²⁸⁵. En effet, de Pretoria à Tunis, d'Antananarivo à Praia, nous croyons que les conditions des populations africaines se ressemblent en termes d'accès à l'eau potable, au logement, à une alimentation saine et suffisante, à l'éducation, aux soins de santé, etc. Nous considérons que c'est aussi et surtout cela le développement : améliorer le sort au quotidien des populations. Le développement de l'Afrique doit se mesurer à travers l'évaluation des conditions socioéconomiques de ses peuples, non plus par le taux de croissance de ses économies individuelles et les PIB nationaux.

La seconde voie a amené les pays africains à couper dans les programmes publics, à délaisser les cultures vivrières et l'agriculture de subsistance pour se spécialiser dans l'exploitation et l'exportation de matières premières. Si certains groupes et individus sur le sol africain ont profité (et continuent à le faire aujourd'hui) des retombées de cette stratégie qui en réalité milite contre l'Afrique, c'est n'est pas le cas de l'essentiel des populations africaines. Celles-ci, à bien des égards, restent dépendantes du bon vouloir de la communauté internationale et de ses différentes agences de charité. C'est souvent le cas lors des périodes de crises comme la sécheresse, les pénuries de nourritures qui s'ensuivent, les conflits, etc. L'unité africaine doit avoir pour objet ultime de sortir l'Afrique de l'assistanat et de la charité de la communauté internationale. C'est en substance, ce qui ressort de la pensée de Kwame Nkrumah

²⁸⁵Kwame N'Nkrumah, *supra*, note 64 à la p. 133.

lorsqu'il se dit «convinced that African union will come and provide that united, integrated base upon which our fullest development will be secured. »²⁸⁶

En cette année du cinquantième de la création de l'OUA, il est à souhaiter que les hommes et les femmes qui ont en charge la construction de l'unité africaine ne manqueront pas de courage pour faire un bilan réaliste des objectifs qu'ils se sont fixés en signant la Charte de l'OUA le 25 mai 1963, des objectifs renouvelés et approfondis par l'Acte constitutif de l'Union africaine le 11 juillet 2000. Il est également à espérer qu'ils comprennent que l'unité africaine ne se résume pas aux conférences des Chefs d'État et de Gouvernement, à celles des ministres et autres diplomates de rang. Mais qu'en vertu de la Charte de l'OUA et de l'Acte constitutif de l'UA, l'unité s'étend aussi et surtout aux peuples africains. Car à notre avis, l'unité africaine, c'est d'abord et avant tout, l'unité des peuples d'Afrique. Si par l'idée de l'unité africaine les officiels ont obtenu de nombreux privilèges dont celui de passer d'une frontière africaine à l'autre sans tracasseries, les populations d'Afrique elles ont acquis, selon la même unité africaine, le droit de manger à leur faim ; de se loger, de se soigner, de s'éduquer ; de demander des comptes à qui de droit sur la gestion des affaires du continent ; de disposer et de jouir de leurs ressources ; de vivre dans un environnement sain et paisible. Et bien évidemment de pouvoir elles aussi, circuler d'un coin à l'autre de l'Afrique et s'y sentir chez elles.

Il est à attendre que finalement, les dirigeants africains intègrent le fait que la construction de l'unité africaine ne se limite pas à la signature et à la ratification des traités, mais qu'elle passe nécessairement par leur mise en œuvre effective. Et c'est à partir de ce moment seulement qu'ils pourront prendre la mesure des bienfaits d'une Afrique unie. Unie, l'Afrique doit pouvoir nourrir ses populations car elle regorge de suffisamment de terres agricoles à mesure de lui garantir l'autosuffisance alimentaire pour des générations à venir. Unie, l'Afrique disposera de moyens légaux pour

²⁸⁶ Kwame Nkrumah, *supra*, note 17 à la p. 170.

prévenir l'entrée et la circulation illicite des armes à travers le continent, les mêmes armes qui, avec les multiples conflits qu'elles entretiennent, empêchent toute possibilité de développement économique, politique et socioculturel. Unie, l'Afrique se donnera les capacités humaines et matérielles pour résoudre ses crises internes sans souffrir la concurrence des organisations internationales, les ONG et les puissances étrangères.

Unie, l'Afrique pourra retenir ses fils et filles sur son sol et amener ceux et celles qui sont partis à revenir bâtir un ensemble prospère. Car unie, l'Afrique créera enfin des cadres juridiques, sociopolitiques et économiques qui favorisent et garantissent: le respect, la promotion et la défense des droits de la personne ; la création d'emplois ; l'expression des cultures et des civilisations dans la richesse de sa diversité; l'éducation ; l'accès à de meilleures conditions de vies. Unie, l'Afrique aura les moyens de se donner une politique continentale d'exploitation, de gestion et de répartition des ressources. Elle mettrait un frein à l'accaparement de ses matières premières par des compagnies étrangères, leur dilapidation par des élites et dirigeants trop souvent préoccupés par leurs intérêts personnels et claniques que ceux des populations. Unie, l'Afrique pourra s'employer à l'édification d'une société panafricaine diversifiée, juste, démocratique et égalitaire. Enfin, l'Afrique unie pourra avoir son mot à dire dans la gestion des affaires internationales et même y apporter son héritage en termes de cultures et de civilisations pour construire un monde plus égalitaire, en paix et prospère pour tous. En dehors des paramètres d'une réelle unité politique et économique, le Professeur Cheik Anta Diop avait avancé que l'Afrique (Noire) «verrait une prolifération de petits États dictatoriaux sans liens organiques, éphémères, affligés d'une faiblesse chronique, gouvernés par la terreur à l'aide d'une police hypertrophiée, mais sous la domination économique de l'étranger, qui tirerait ainsi les ficelles à partir d'une simple ambassade (...)»²⁸⁷ 50 ans plus tard, l'Afrique

²⁸⁷ Cheikh Anta Diop, *Les fondements économiques et culturels d'un État Fédéral d'Afrique Noire*, Paris, Présence africaine, 1974, édition revue et corrigée, aux pp. 30-31

compte 55 pays, dont 54 sont membres de l'Union africaine. Sur les 55 pays, plus de la moitié, 32 au total, ont une population de 15 millions d'habitants et 27 d'entre ceux-ci ne compte même pas 10 millions d'habitants²⁸⁸. La remise en question de la viabilité et l'effectivité de nombre de ces États est monnaie courante en Afrique : rébellions chroniques ; coups d'États à répétition ; conflits ethniques ; insécurité générée par l'incapacité des États à exercer leur pleine autorité sur tout le territoire ; et bien évidemment la dégradation des conditions socioéconomiques des populations. Dans ces conditions, l'unité devient difficile ; le développement impossible. L'unité africaine par la voie de la coopération interétatique choisie en 1963 implique que les États qui coopèrent soient minimalement stables, souverains et disposent d'une assise et d'une légitimité populaires. C'est pourtant loin d'être le cas présentement pour beaucoup de pays africains et rien ne permet réellement de croire que la situation va s'améliorer dans un proche avenir.

L'Afrique dans son ensemble gagnerait à valoriser et à exporter partout sur le continent, les quelques exemples de stabilité et de continuité politiques que sont le Sénégal, l'Afrique du sud et le Ghana. Lorsque l'Union africaine, selon ses statuts, suspend un État membre pour un changement anticonstitutionnel de gouvernement, cette suspension devrait être effective jusqu'à ce que la preuve soit faite de l'élimination des causes et conditions ayant abouti à l'illégalité. Également, nous estimons que l'Union africaine tout comme les communautés économiques régionales devraient récompenser les États qui observent de manière régulière les objectifs et les principes relatifs à l'unité africaine tels que définis dans l'Acte constitutif. Elles devraient aussi primer les pays membres qui entreprennent des initiatives individuelles ou collectives en faveur de l'unité africaine. En ce sens, nous pensons à la République du Mali qui avant les événements tragiques qui y ont cours depuis 2012, organisait à chaque année une semaine d'activités pour souligner et célébrer

²⁸⁸Commission de l'Union africaine, *Annuaire statistique pour l'Afrique 2012*, à la p. 31, en ligne : http://ea.au.int/fr/sites/default/files/Yearbook_2012_web.pdf, consultée le 20 mars 2013.

l'intégration régionale soit : *la semaine de l'intégration africaine*. C'est un événement qui devrait être organisé simultanément ou à tour de rôle à la grandeur du continent. Car à notre avis, plus que le Parlement panafricain qui nous craignons risque d'être une lointaine institution, la *Semaine de l'intégration africaine* contribue à informer et à sensibiliser les populations locales par rapport aux enjeux de l'unité de l'Afrique.

Le Mali apparaît comme un cas appréciable concernant l'intériorisation de l'objectif de l'unité africaine par les États. Nous avons sommairement étudié cette question en essayant de comprendre comment les États intègrent l'objectif de l'unité dans leur pratique constitutionnelle respective. Il s'agit d'un début d'analyse, au point de vue du droit constitutionnel comparé, de la problématique de l'unité africaine. Notre étude étant davantage descriptive et généraliste, nous reconnaissons qu'il serait judicieux, dans un autre cadre, de mener des recherches plus poussées, notamment au niveau de la pratique judiciaire. Il s'agirait par exemple de voir si les tribunaux nationaux peuvent interpréter le droit international africain dans l'application du droit national, c'est-à-dire, en lien avec l'objectif de l'unité africaine. De façon complémentaire, l'on pourrait également s'intéresser à la pratique des officiels ainsi que des organes de l'État ; leurs interactions avec les organes des autres États d'une part, et ceux des institutions panafricaines d'autre part.

BIBLIOGRAPHIE

A - Documentation internationale : traités et accords internationaux

1) Organisation des Nations Unies

- Charte de l'Organisation des Nations unies, San Francisco, 26 juin 1945.
- Déclaration universelle des droits de l'homme, Paris, 10 décembre 1948.
- Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, New York, 14 décembre 1960.
- Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux, New York, 16 décembre 1966.
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques, New York, 16 décembre 1966.
- Convention de Vienne sur le droit des traités, Vienne, 23 mai 1969.

2) Organisation de l'Unité africaine/Union Africaine

- Charte de l'organisation de l'unité africaine, Addis-Abeba, 25 mai 1963.
- Convention générale des privilèges et immunités de l'OUA, Accra, 25 octobre 1965.
- Convention Phytosanitaire pour l'Afrique, Kinshasa, 13 septembre 1967.
- Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, Addis-Abeba, 10 septembre 1969.
- Convention africaine établissant un programme interafricain de coopération technique, Kampala, 1^{er} août 1975.
- Charte culturelle de l'Afrique, Port Louis, 5 juillet 1976.

- Plan d'Action et l'Acte final de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, Lagos, avril 1980.
- Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples, Nairobi, 1^{er} juin 1981.
- Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, Addis-Abeba, 11 juillet 1990.
- Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, Abuja, 3 juin 1991.
- Charte africaine du transport maritime, Tunis, 11 juin 1994.
- Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples établissant la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples, Ouagadougou, 9 juin 1998.
- Acte constitutif de l'Union africaine, Lomé, 11 juillet 2000.
- Protocol au Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine relatif à l'établissement du parlement panafricain, Sirte, 2 mars 2001.
- Convention de la Commission africaine de l'énergie, Lusaka, 11 juillet 2001.
- Protocol relatif à l'établissement du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, Durban, 9 juillet 2002.
- Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles, Maputo, 11 juillet 2003.
- Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes en Afrique, Maputo, 11 juillet 2003.
- Protocole de la Cour de justice de l'Union africaine, Maputo, 11 juillet 2003.
- Pacte de non-agression et de défense commune de l'Union africaine, Abuja, 31 janvier 2005.
- Charte de la renaissance culturelle africaine, Khartoum, 24 janvier 2006.
- Charte africaine de la Jeunesse, Banjul, 2 juillet 2006.
- Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, Addis-Abeba, 30 janvier 2007.

- Protocole portant Statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'Homme, Sharm-El-Sheikh, 1^{er} juillet 2008.
- Statut de la Commission de l'Union africaine sur le droit international, 30 janvier 2009
- Protocole relatif à la Banque africaine d'investissement, Addis-Abeba, 4 février 2009

3) Autres documents : déclarations, décisions, plans d'actions et programmes (OUA/UA)

- Déclaration de Sirte, Sirte, p9 septembre 1999.
- Décision de la Conférence: *Assembly/AU/Dec.156 VIII*, Addis-Abeba, 30 janvier 2007.
- Déclaration d'Accra, Accra, 3 juillet 2007
- Décision de la Conférence : *Assembly/AU/Dec.233(XII)*, Addis-Abeba, 3 février 2009.
- Décision de la Conférence : *Assembly/AU/Dec.263(XIII)*, Addis-Abeba, 3 juillet 2009.
- Décision de la Conférence : *Assembly/AU/Dec.298(XV)*, Kampala, 27 juillet 2010.
- Décision de la Conférence : *Assembly/AU/Dec.341(XVI)*, Addis-Abeba, 31 janvier, 2011.
- Décision de la Conférence : *Assembly/AU/Dec.372(XVII)*, Malabo, 1^{er} juillet 2011.
- Plan stratégique de la Commission de L'Union Africaine 2004 - 2007, Volume 1, Vision d'avenir et Missions de L'Union Africaine, Mai 2004.
- Plan stratégique de la CUA 2004 – 2007, Volume II, Cadre stratégique 2004 – 2007 de la Commission de l'UA, Mai 2004.

- Plan stratégique de la CUA 2004 – 2007, Volume III, Programmes pour accélérer l'intégration du continent, Mai 2004.
- Plan stratégique de la CUA 2009-12, Mai 2009
- Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Abuja, octobre 2001

B- Documentation nationale

LES INSTRUMENTS JURIDIQUES NATIONAUX

- Afrique du Sud
Constitution de 1996; en ligne:
<http://www.info.gov.za/documents/constitution/1996/index.htm>,
- République Algérienne Démocratique et Populaire:
Constitution de 1963, en ligne : <http://www.conseil-constitutionnel.dz/Constitution1963.htm>,
Constitution de 1976, en ligne : <http://www.conseil-constitutionnel.dz/Constitution1976.htm>,
Constitution de 1988, en ligne : <http://www.conseil-constitutionnel.dz/Constitution89.htm>,
Constitution de 1996 révisée en 2008, en ligne: <http://www.conseil-constitutionnel.dz/Constitution-fr-2008.htm>,
- République d'Angola:
Constitution de 2010, en ligne:
http://www.comissaoconstitucional.ao/pdfs/lei_constitucional.pdf,
- Bénin:

Constitution de 1990, en ligne:

http://www.bj.refer.org/benin_ct/cop/assemble/constitution/constitution.html,

- Botswana:

Constitution de 1966, en ligne: <http://www.botswanaembassy.org/constitution-of-botswana/>

- Burkina Faso:

Constitution de 1991, en ligne:

<http://www.sggcm.gov.bf/SiteSggcm/textes/constitution.html>,

- Burundi:

Constitution de 13 1992, en ligne:

<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un-dpadm/unpan004624.pdf>,

Constitution de 2005, en ligne: <http://www.assemblee.bi/spip.php?article33>,

- Cameroun:

Constitution de 1972 révisée en 1996, en ligne:

http://www.assembleenationale.cm/images/stories/DOCUMENTS_PDF/constitution.pdf,

- Cap Vert:

Constitution de 2010, en ligne:

<http://www.parlamento.cv/Downloads/Constitui%C3%A7%C3%A3o%20da%20Rep%C3%ABlica%20de%20Cabo%20verde,%202010.pdf>,

- Centrafrique:

Constitution de 1995, en ligne:

<http://confinder.richmond.edu/admin/docs/CentralAfricanRepublic1995English%28Summary%29.pdf>,

Constitution de 2004, en ligne: <http://www.sangonet.com/actualnews/ICAR/Dsp/constitution2004-qmout.html>,

- Chad:

Constitution de 1996, en ligne: http://www.primature-tchad.org/pdfs/Constitution_de_la_Republique_du_Tchad.pdf,

- Comores:
Constitution de 2001, en ligne: http://www.beit-salam.km/article.php3?id_article=34,
- Congo:
Constitution de 2002, en ligne:
http://www.presidence.cg/files/my_files/constit200102.pdf,
- République Démocratique du Congo:
Constitution de 2006, en ligne : <http://www.presidentrdc.cd/constitution.html>,
- Djibouti:
Constitution de 1992, en ligne:
<http://www.pogar.org/publications/other/constitutions/dj-constitution-92-e.pdf>,
- Égypte:
Constitution de 1972, en ligne:
<http://www.egypt.gov.eg/english/laws/constitution/default.aspx>,
- Guinée équatoriale:
Constitution de 1991 amendée en 1995, en ligne:
<http://confinder.richmond.edu/admin/docs/EquatorialGuinea1991English.pdf>,
- Érythrée:
Constitution de 1997, en ligne:
<http://confinder.richmond.edu/admin/docs/Eritrea1997English.pdf>,
- Éthiopie:
Constitution de 1955, en ligne:
<http://www.angelfire.com/ny/ethiocrown/Constitution.html>,

- Gabon:
Constitution de 1991, en ligne:
http://www.assemblee.ga/article.php3?id_article=16,
- Gambie:
Constitution de 1997, en ligne:
<http://www.thegambianationalassembly.gm/sites/default/files/constitution.pdf>,
- Ghana:
Constitution de 1992, en ligne:
http://www.parliament.gh/constitution_republic_ghana.html,
- Guinée Bissau:
Constitution de 1984, en ligne:
http://confinder.richmond.edu/admin/docs/Guinea_Bissau_French.pdf,
- Guinée Conakry:
Constitution de 1990, en ligne:
<http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Guinee.pdf>,
- Guinée Équatoriale:
Constitution de 1995, en ligne: <http://www.droit-afrique.com/images/textes/GuineeEq/GE%20-%20Constitution%20FR.pdf>,
- Côte d'Ivoire:
Constitution du 1^{er} Août 2000, en ligne:
<http://confinder.richmond.edu/admin/docs/IvoryCoast2000French.pdf>,
- Kenya:
Constitution de 1963, en ligne:
http://www.kenyalaw.org/kenyalaw/klr_app/frames.php,
Constitution de 2010, en ligne:
http://www.kenyalaw.org/klr/fileadmin/pdfdownloads/Constitution/Constitution_of_Kenya2010.pdf,

- Lesotho:
Constitution de 1993; en line:
http://www.gov.ls/documents/Lesotho_Constitution.pdf,
- Liberia:
Constitution de 1986, en ligne:
<http://confinder.richmond.edu/admin/docs/liberia.pdf>,
- Libye:
Constitution de 1969, en ligne:
[http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan004643.p
df](http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan004643.pdf),
- Madagascar:
Constitution de 2004, en ligne: [http://www.assemblee-
nationale.mg/mg/accueil.php](http://www.assemblee-nationale.mg/mg/accueil.php),
- Malawi:
Constitution de 1994, en ligne:
[http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan004840.p
df](http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan004840.pdf),
- Mali:
Constitution de 1992, en ligne:
[http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan002746.p
df](http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan002746.pdf),
- Mauritanie:
Constitution de 1991, en ligne:
[http://www.mauritania.mr/fr/index.php?niveau=5&coderub=4&codsoussous=
74&codesousrub=11](http://www.mauritania.mr/fr/index.php?niveau=5&coderub=4&codsoussous=74&codesousrub=11),
- Maurice:

Constitution de 1968, en ligne:

<http://www.gov.mu/portal/site/AssemblySite/menuitem.ee3d58b2c32c60451251701065c521ca/>,

- Maroc:

Constitution de 1996, en ligne: <http://www.al-bab.com/maroc/gov/con96fr.htm>,

- Mozambique:

Constitution de 1990, en ligne:

http://confinder.richmond.edu/admin/docs/Constitution_%28in_force_21_01_05%29%28English%29-Mozlegal.pdf,

- Namibie:

Constitution de 1990, en ligne:

<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan002607.pdf>,

- Niger:

Constitution de 1999, révisée en 2004, en ligne :

<http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Niger.pdf>,

- Nigeria:

Constitution de 1999, en ligne: <http://www.nigeria-law.org/ConstitutionOfTheFederalRepublicOfNigeria.htm>.

- Ouganda:

Constitution de 1995, en ligne:

http://www.parliament.go.ug/images/abridged_constitution_2006.pdf,

- Rwanda:

Constitution de 2003, en

ligne: http://www.mhc.gov.rw/fileadmin/templates/PdfDocuments/Constitution_of_the_Republic_of_Rwanda.pdf,

- Sao Tome et Principe:

Constitution de 2003, en ligne:

<http://www2.camara.gov.br/saotomeeprincipe/constituicao/constituicao-da-republica-democratica-de-s.tome-e#a1>,

- Sénégal:

Constitution de 2001, en ligne: <http://www.gouv.sn/spip.php?rubrique17>,

- Seychelles:

Constitution de 1993, en ligne:

<http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Seychelles.pdf>,

- Somalie

Constitution de 1960, en ligne:

<http://www.somalilaw.org/Documents/Constitution1960.pdf>,

- Sierra-Leone:

Constitution de 1991, en ligne: <http://www.sierra-leone.org/Laws/constitution1991.pdf>.

- Soudan

Constitution de 2005, en ligne: http://www.parliament.gov.sd/en/2_1.php,

NB : Dans le cas du Soudan, on peut voir qu'il y a quatre autres constitutions soient: 1956, 1964, 1972 et 1998 sauf qu'elles ne sont pas accessibles.

- Swaziland:

Constitution de 2005, en ligne:

<http://www.ide.uniswa.sz/documents/resources/constitution2004.pdf>,

- Tanzanie:

Constitution de 1977, en ligne:

<http://www.tanzania.go.tz/images/constitutioneng.pdf>,

- Togo:

Constitution de 1991, en ligne: http://www.droitsdelhomme-france.org/IMG/Constitution_de_la_Republique_du_Togo.pdf,

- Zambie

Constitution de 1991, en ligne:

<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan004847.pdf>,

- Zimbabwe:

Constitution de 1979, amendée en 2005; en ligne:

<http://www.parlzim.gov.zw/cms/UsefulResources/ZimbabweConstitution.pdf>,

C- Doctrine

1- Quelques ouvrages spécialisés en droit international public

- Arbour Jean-Maurice et G  n  vi  ve Parent, *Droit international public*, 5  
  d., Cowansville, Yvon Blais, 2006.
- Bedjaoui Mohammed, *Droit international public : bilan et perspectives*,
tome I, Paris, A. Pedone, 1991.
- Bedjaoui Mohammed, *Droit international public : bilan et perspectives*,
tome II, Paris, A. Pedone, 1991.
- Gnamou-Petauton Dandi, *Dissolution et succession entre organisations
internationales. Contribution    la théorie de la succession entre
organisations internationales*, Paris, Bruylant, 2009.
- Ben Salah Tabrizi, *Institution internationales*, Paris, Armand Colin, 2005.
- Carav   Louis, *Le droit international positif*, 3     d., Paris, A. Pedone, 1966
- ColardDaniel, *Droits des relations internationales : documents
fondamentaux*, 2     d., Paris, Masson, 1988.
- Delbez Louis, *Les principes généraux du droit international public*, Paris,
Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1964.
- Dupuy Jean-Marie, *Grands textes de droit international public*, Paris,
Dalloz, 1996.

- Nguyen, Quoc-Dinh, Dallier Patrick et Pellet Alain, *Droit international public*, 6^e édition, Paris, Librairie Générale de Droit et Jurisprudence.
- Salmon, J., sous la dir. *Dictionnaire de Droit international Public*, Bruylant Bruxelles 2001

2- Ouvrages généraux sur la problématique de l'unité africaine et les OIA

- Ajala, Adekunle. *Pan-Africanism : Evolution, Progress and Prospects*, Londres, Andre Deutsch, 1973.
- Abie, ThéodoreOttro, *De l'Union africaine à un étatfédéral africain*, Points de vue, Paris, L'Harmattan, 2010.
- Amouzou, Essè, *Mouammar Kadhafi et la réalisation de l'Union africaine*, Études africaines, Paris, L'Harmattan, 2012
- Ba Abdoul, Koffi, Bruno et Sahli Fethi. *L'Organisation de l'Unité Africaine. De la charte d'Addis-Abeba à la Convention des Droits de l'Homme et des peuples*, Paris SILEX éditions, 1984.
- Boutros-Ghali, Boutros. *L'Organisation de l'Unité Africaine*, Paris, Librairie Armand Collin, 1969.
- Gellner, Ernest. *Nations et nationalisme*, Paris, Éditions Payot, 1989.
- Geiss, Imanuel. *The Pan-Africanism movement. A History of Pan-Africanism in America, Europe and Africa*, New York, Africana Publishing Co., 1974.
- Ghadhi, Ahmed Mohamed. *La longue marche de l'Afrique vers l'intégration, le développement et la modernisation politique*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- Glélé-Ahanhanzo, Maurice. *Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et aux organisations régionales africaines*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1986.

- Godinec, Pierre François. *L'OUA trente ans après*, Paris, Karthala, 1993.
- Kamto Maurice, Pondi Jean-Émanuel. et Zang Laurent. *L'OUA: rétrospective et perspectives africaines*, Paris, Économica, 1990.
- Kounou, M., « Le Panafricanisme : de la crise à la renaissance. Une stratégie globale de reconstruction effective pour le troisième millénaire », Éditions CLÉ, Yaoundé, 2007.
- KwamKouassi, Edem. *Organisations Internationales Africaines*, Paris, Berger-Levrault, 1987.
- Legum, Colin. *Le Panafricanisme à l'épreuve de l'indépendance*, Paris, Saint-Paul, 1965.
- Mfoulou, Jean. *L'OUA, triomphe de l'unité ou des nationalités ? Essai d'une sociologie politique de l'Organisation de l'Unité Africaine*, Paris L'Harmattan, 1986.
- Mvele, Guy. *Union africaine : fondements, organes, programmes et actions*, Paris, L'Harmattan, 2007
- Nkrumah, Kwame. *Africa must unite*, New York, International Publishers Co., Inc., 1970.
- Nkrumah, Kwame. *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Présence Africaine, 1994.
- Padmore, George. *Panafricanisme ou Communisme ? la prochaine lutte pour l'Afrique*, Paris, Présence Africaine, 1960
- Ping, Jean. *Et l'Afrique brillera de mille feux*, Paris, L'Harmattan, 2009
- Sindjoun, Luc. *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, Karthala, 2002
- Wade, Abdoulaye. *Un destin pour l'Afrique*, Paris, Karthala, 1989
- YAKEMTCHOUK, Romain. *L'Afrique en Droit international*, Paris, librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1971.

D- Articles de périodiques en lien avec la problématique de l'unité africaine

- Adogamhe Paul G., « Panafricanism Revisited : Vision and Reality of African Unity and Development » (2008) 2:2 RAI/AIR 1.
- Aivo, FrédéricJoel, « La Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD): acteur complémentaire ou concurrentiel de l'Union africaine » (2009) 55 Annuaire français de droit international 469
- Bourgi Albert, « Il faut un début à tout » (2000) 2060 J-AI 20.
- BourgiAlbert «Voyage à l'intérieur de l'OUA» (1998) 63 :4 P É 779.
- Makwezalamba M. Maxwelllet Chinyama Emmanuel J., « Implementation of african Integration and Development agenda: challenges and prospects» (2007) 1:1 RAI/AIR 1.
- N'Guetta Kouassi René, « The Itinerary of African Integration Process: An Overview of the Historial Landmarks » (2007) 1:2RAI/AIR 1.
- Tshiyembe Mwayila., « Du messianisme aux rives de la mondialisation: difficile gestion de l'Union africaine » (2002) 580MD 22.
- Zerbo Yacouba, « La problématique de l'unité africaine (1958-1963)» (2003) 212 :4 GMCC 113
- N'Guettia Kouassi René, « L'Intégration en Afrique : pourquoi peine-t-on à accélérer?» (2011) 5 :1 RAI/AIR 58
- Maluwa Iyanjana, « Reimagining african unity: some preliminary reflections on the Constitutive Act of the african Union » (2001) 9 AYIL 3

E- Sites Internet

- Union africaine, en ligne : www.au.int
- NEPAD, en ligne : www.nepad.org
- www.roape.org
- ECOWAS, en ligne : www.ecowas.int
- Agence intergouvernementale sur le développement, en ligne : www.igad.int
- Nations Unies, en ligne : www.un.org
- CEMAC, en ligne : www.cemac.int
- South African Development Community, en ligne : www.sadc.int
- COMESA, en ligne : www.comesa.int
- U.S. Geological Survey, en ligne : www.usgs.gov
- Union du Maghreb arabe, en ligne : www.maghebarabe.org
- Easter African Community, en ligne : www.eac.int